

Jenö Varga

**Manuscrit non publié
sur le conflit sino-soviétique**

1964

[Extraits des remarques préliminaires de l'éditeur, Gerhard Duda [1994]

[... Nous allons maintenant aborder brièvement les principes et les règles qui ont présidé à l'édition du manuscrit. La base du texte était la transcription dactylographiée du manuscrit de Jenö Varga, réalisée par sa secrétaire, Mme Rosa Lorand, en 1964. Varga n'a pas pu relire cette transcription. Elle contient un certain nombre d'erreurs de contenu et de langue qui sont dues aux conditions particulières de la rédaction secrète du manuscrit à la datcha de Varga durant l'été 1963-1964, à l'âge avancé de Varga et à la transcription "mécanique" par la secrétaire d'une écriture difficile à lire.

Comme il s'agit ici d'un texte politique et non littéraire, le point de vue de la lisibilité et de l'intelligibilité du texte était au premier plan lors de l'adaptation : les erreurs linguistiques et grammaticales de Varga ou de sa secrétaire ont été tacitement corrigées. Les passages en russe ont été traduits. Aux endroits importants, la forme originale russe a toutefois été reproduite en plus dans les notes de bas de page de l'éditeur.

La présentation formelle du texte a été conservée dans la mesure du possible et aucune coupe n'a été effectuée. Les citations utilisées par Varga ont été vérifiées, corrigées et complétées par des indications manquantes, dans la mesure du possible. Les noms propres en russe ont été transcrits de manière scientifique et complétés par des initiales lorsqu'ils n'avaient pas encore été mentionnés dans ce livre. Toutes les explications jugées nécessaires par l'éditeur concernant des termes moins connus, des passages incompréhensibles ainsi que les corrections et traductions influençant le sens sont signalées par des crochets et des italiques...]

[Notes de Varga, en noir - Notes des éditeurs de 1994, en bleu - Notes supplémentaires de MIA, en vert]

Traduction de travail de : Jenö Varga – *Unveröffentlichtes Manuskript*, in : Gerhard Duda – *Jenö Varga und die Geschichte des Instituts für Weltwirtschaft und Weltpolitik in Moskau 1921-1970* – Akademie Verlag, Berlin, 1994 – pp. 359-447.

Sommaire¹

Préface	4
Le conflit entre l'Union soviétique et la Chine.....	7
<i>[Le déclin de l'internationalisme prolétarien en Union soviétique depuis la mort de Lénine]</i>	13
<i>[Le règne de la bureaucratie en Union soviétique et ses conséquences].</i>	31
[Les questions litigieuses entre la Chine et la Russie].....	42
<i>L'évaluation du rôle historique de Staline</i>	42
<i>[Souvenirs personnels sur Staline]</i>	51
<i>Que signifie la coexistence pacifique ?</i>	56
<i>Quelles seraient les conséquences d'une troisième guerre mondiale nucléaire ?</i>	59
<i>Le rôle du prolétariat des pays capitalistes pleinement développés dans la phase actuelle de la révolution mondiale.</i>	62
<i>La possibilité de conquête pacifique du pouvoir</i>	66
<i>La question de la bombe atomique</i>	69
<i>Qui a transféré la querelle idéologique sur le terrain des relations étatiques ?</i>	70
<i>L'évaluation du "Traité de Moscou"</i>	72
<i>Qui divise le mouvement communiste international ?</i>	75
Les accusations contre la Chine.....	79
1) <i>Les dirigeants du parti chinois ne sont pas marxistes, mais mao-tsétoungistes.</i>	79
2) <i>Les dirigeants du PC chinois sont des trotskystes.</i>	80
<i>[Souvenirs personnels de Trotsky]</i>	81
3) <i>En Chine, il n'y a pas de dictature du prolétariat, mais une dictature des dirigeants !</i>	82
4) <i>Mao ne gouverne pas "à la manière du Parti".</i>	84
5) <i>Les dirigeants du PC chinois ne sont pas des marxistes, mais des nationalistes !</i>	85

¹ Dans le manuscrit original, il n'y a ni sommaire, ni table des matières.

6) <i>Les dirigeants du PC chinois ne sont pas des marxistes, mais des "racistes".</i>	86
7) <i>Les Chinois sont ingrats pour l'aide qu'ils ont reçue de l'Union soviétique.</i>	87
8) <i>Les dirigeants du parti chinois s'opposent à l'augmentation du niveau de vie de la population afin qu'elle ne "s'embourgeoise" pas !</i>	88
9) <i>Les Chinois veulent déclencher une nouvelle guerre mondiale.</i>	90
10) <i>Les Chinois ne veulent pas d'une augmentation du niveau de vie du peuple chinois.</i>	93
11) <i>Les Chinois ont voulu franchir une étape historique avec l'aide des Communes, d'où leur échec dans l'agriculture !</i>	95

Préface

Ces explications ne sont pas destinées à être imprimées. Du moins pas de mon vivant : Je m'y lance à la fin de ma 84^e année.

J'écris parce que je n'arrive pas à surmonter ma lourde inquiétude. Il s'agit de la question du contenu de ma vie - de la question de la possibilité de construire une véritable société socialiste.

Plus concrètement, il s'agit de savoir si le passage d'une société organisée sur le principe de la rémunération en fonction du travail fourni, dans laquelle les moyens de production sont certes socialisés et où l'exploitation capitaliste est donc impossible, mais où les différences dans la répartition réelle des revenus sont aussi importantes que dans la société capitaliste, à un ordre social communiste, c'est-à-dire réellement socialiste, est possible ?

Jamais on n'a autant parlé et écrit chez nous sur la "morale communiste", sur la formation de "l'homme communiste" qu'à l'heure actuelle. Jamais la contradiction entre l'idéologie officiellement proclamée et le comportement réel des hommes n'a été aussi forte qu'aujourd'hui. En Union soviétique, à quelques exceptions près, chacun cherche à augmenter ses revenus. C'est le contenu principal de la vie, tout comme sous le capitalisme. Et si cela est compréhensible et pardonnable pour les larges couches de la population dont le salaire mensuel s'élève à 30-80 roubles, il est incompatible avec le socialisme que des personnes disposant de revenus suffisants fassent de la même manière !

La construction de la société exclusivement selon le principe du "salaire en fonction du travail", c'est-à-dire de l'intérêt personnel, a conduit, après 46 ans qui ont suivi la révolution d'Octobre, à une large décomposition morale de la société soviétique. Les gens, jusqu'à la couche supérieure de la bureaucratie, ne cherchent pas seulement à augmenter leurs revenus en travaillant plus, mais par

tous les moyens possibles : commande de l'Etat, spéculation (N. I. Smirnov, le secrétaire de la région de Crimée), trahison de secrets militaires (O. V. Penkovskij), vol de biens personnels, en commençant par l'école et en s'appropriant des manuscrits. La description des méthodes de fraude raffinées à l'aide desquelles les biens et les revenus de l'État socialiste et d'autres organisations socialistes sont transférés dans des mains privées nécessiterait de nombreux volumes.

Comment mettre fin à cette situation ? Le principe de la répartition selon le mérite peut-il être lié à un comportement communiste ? Le principe de la propriété est-il même compatible à long terme avec le socialisme ?

On se réfère à Marx ! Mais Marx n'a jamais dit combien de temps devait durer la période de transition entre la "récompense au mérite" et le communisme ? Il ne pensait certainement pas à une durée de 46 ans déjà, avec une fin imprévisible jusqu'à présent...

On se réfère à Marx pour dire que le rendement supérieur doit être mieux rémunéré, que le travail qualifié représente un "multiple" du travail ordinaire. Mais de combien ? Lénine disait que les camarades libérés du travail physique devaient recevoir le double de ce que gagne un ouvrier qualifié, pas plus.

Mais qu'en est-il aujourd'hui ?

Un ouvrier dans un sovkhoze reçoit un salaire mensuel de 30 à 50 roubles, un académicien environ 1000 roubles, soit 20 à 30 fois plus.

Et quel est le revenu réel des plus hauts dirigeants de la bureaucratie, de la classe dirigeante ? Mieux, combien l'État dépense-t-il par mois pour eux ?

Personne ne le sait !

Nulle part on ne le calcule ! Mais tout le monde sait qu'ils ont des datchas près de Moscou - d'Etat bien sûr - où une garde de 10 à 20 hommes est stationnée en permanence : ainsi que des jardiniers, du personnel de cuisine, des femmes de ménage, un médecin et une infirmière privés, des chauffeurs, etc. jusqu'à 40-50 personnes. Le tout payé par l'État. En plus, bien sûr, un appartement en ville avec le service correspondant, et au moins une datcha dans le sud. Ils ont des trains spéciaux personnels, des avions personnels, tous deux avec des cuisines et du personnel de cuisine, des yachts personnels et bien sûr une multitude d'automobiles avec des chauffeurs pour le service de jour et de nuit pour eux et

leur famille. Ils reçoivent, ou du moins recevaient autrefois (maintenant je n'en suis pas sûr), gratuitement toutes les denrées alimentaires et autres objets d'usage courant qu'ils demandaient.

Combien tout cela coûte-t-il à l'État ? Je ne le sais pas ! Mais je sais qu'un budget équivalent en Amérique nécessiterait la fortune de plusieurs millionnaires ! Rien que le paiement d'au moins 100 personnes pour leur service personnel représenterait environ 30 à 40 000 dollars par mois ! Avec d'autres dépenses, cela représente plus d'un demi-million de dollars par an !

Comment passer de cet état de répartition des revenus et de l'aspiration générale à un "standard de vie" toujours plus élevé au communisme, à la "répartition selon les besoins" ?

On dit qu'il y aura une abondance de tout !

Mais ceux qui sont au sommet renonceront-ils à la vie avec une centaine de serviteurs personnels et se serviront-ils eux-mêmes ? Il est évident que personne ne peut être le serviteur d'autrui sous le communisme (à l'exception des médecins, des infirmières, etc.).

Est-il possible d'envisager une transition de l'état actuel, moralement pourri, divisé en couches avec mille différences de revenus et d'innombrables privilèges, vers le communisme ?

Ou bien l'état actuel est-il éternel ?

Je vais mourir triste !

Le conflit entre l'Union soviétique et la Chine.

Il y a 42 ans, le 3 janvier 1921, j'écrivais les lignes suivantes :

"...en revanche, la Russie risque d'être éliminée en tant que moteur de la révolution internationale. Car il ne faut pas le cacher : Il y a en Russie des communistes qui, fatigués d'attendre la révolution européenne, veulent s'installer définitivement dans l'isolement de la Russie. Cela signifie : la paix avec les impérialistes, l'échange régulier de biens avec les pays capitalistes et des concessions de différentes sortes... De cette façon, un nouveau type d'Etat verrait le jour, dans lequel la classe ouvrière exercerait le pouvoir sur la base d'une large masse paysanne. Cet Etat échangerait une abondance de denrées alimentaires et de produits bruts contre les produits du monde capitaliste... Ce courant, qui souhaite stabiliser l'Etat prolétarien de Russie et son économie prolétarienne isolée au sein du monde capitaliste, est encore faible et insignifiant aujourd'hui. Mais il peut devenir fort si la Russie prolétarienne reste encore longtemps isolée. Avec une Russie qui considérerait la révolution sociale des autres pays comme une affaire qui lui est étrangère, qui voudrait s'insérer pacifiquement dans l'échange international des biens, les pays capitalistes pourraient cependant vivre alors en voisinage pacifique".²

Le courant qui paraissait "faible et insignifiant" il y a 42 ans est aujourd'hui devenu victorieux. Bien que le programme du parti et la propagande quotidienne parlent sans cesse de l'internationalisme prolétarien, la révolution sociale des autres pays est effectivement devenue une affaire étrangère pour la direction suprême de l'Union soviétique : Ce qui est décisif pour la politique, c'est l'intérêt de l'État en tant que tel !

Cette transformation est l'un des faits fondamentaux du conflit avec la Chine !

Des faits historiques importants semblent contredire notre affirmation selon laquelle c'est l'intérêt de l'Etat soviétique, et non la promotion de la révolution prolétarienne internationale, qui est décisif dans la politique de l'Union

² Préface à la deuxième édition de mon livre : "Les problèmes politico-économiques de la dictature prolétarienne". Hambourg 1921, p. 11-12 (Bibliothèque de l'Internationale communiste). Ces lignes ne figurent évidemment pas dans l'édition russe, traduite d'après la "première édition viennoise." de mon livre. [Elles sont dans l'édition de MIA]

soviétique : la promotion de la révolution prolétarienne par l'armée soviétique victorieuse en Europe de l'Est, l'écrasement de la contre-révolution en Hongrie en 1956, l'aide militaire importante que Cuba révolutionnaire reçoit de l'Union soviétique.

Mais si nous examinons ces faits de plus près, nous constatons que dans ces cas, l'intérêt étatique de l'Union soviétique a coïncidé avec celui de la révolution prolétarienne internationale. La dictature du prolétariat en Pologne, en Allemagne de l'Est, en Hongrie, en Roumanie, en Bulgarie et en Tchécoslovaquie signifie un grand renforcement du pouvoir soviétique face au monde capitaliste. Contrairement à la propagande sur leur indépendance, ces Etats suivent la politique de l'Union soviétique sur toutes les questions.³ Ils constituent stratégiquement - dans une guerre qui ne serait pas menée avec des bombes atomiques, ce qui est tout à fait possible dans certaines circonstances historiques - une protection importante de l'Union soviétique.

En ce qui concerne Cuba, les intérêts étatiques de l'Union soviétique coïncident ici aussi avec les exigences de la solidarité prolétarienne. [Par contre] le fait que Khrouchtchev ait conclu un accord avec Kennedy, par-dessus la tête de Castro et sans même le consulter, non seulement pour l'évacuation des missiles russes de Cuba, mais aussi pour une inspection de l'ONU à Cuba, révèle clairement que les intérêts étatiques étaient décisifs : un procédé qui fut critiqué à juste titre par les Chinois et qui provoqua la juste indignation de Castro, dont l'opposition fit également échouer le projet d'inspection de l'ONU.⁴

Si les intérêts de l'Etat soviétique ne coïncident pas avec la promotion de la révolution socialiste, la décision est toujours prise dans l'intérêt de l'Etat. L'Egypte, un pays certes anti-impérialiste mais bourgeois, où le parti communiste est interdit et où des centaines de communistes croupissent dans les

³ La Yougoslavie et, plus récemment, l'Albanie constituent une exception. Tito et E. Hoxha ont acquis leur position indépendamment de l'Union soviétique. Bien sûr, si les armées soviétiques n'avaient pas vaincu Hitler, il n'y aurait pas aujourd'hui de Yougoslavie ou d'Albanie indépendantes. Mais aujourd'hui, la position d'Ulbricht ou de Kádár repose entièrement sur le soutien de l'Union soviétique : ils sont en fait des secrétaires Obkoma [au niveau régional du parti] de la RDA et de la Hongrie. Tito et Hoxha gouvernent de leur propre chef.

⁴ Les relations entre Castro et l'Union soviétique étaient si tendues que Mikoyan a été envoyé d'urgence à Cuba pour calmer le jeu. Il est caractéristique que la presse cubaine ait annoncé l'arrivée de Mikoyan en deux lignes et qu'aucune cérémonie d'accueil n'ait été organisée à son arrivée.

prisons, reçoit de l'Union soviétique une aide économique et en armement dont le montant atteint déjà un demi-milliard de dollars, peut-être même plus. Sur le plan politique, la situation est analogue avec l'Algérie. La préférence accordée aux intérêts de l'Etat conduit parfois à des situations tragiques. Sous le régime actuel, l'Irak a reçu (selon des sources américaines) une aide d'une valeur de 500 à 1000 millions de dollars de l'Union soviétique. Avec les armes soviétiques, les communistes sont désormais abattus en Irak, un régime de terreur blanche s'exerce...

Mais le cas le plus flagrant de la préférence des intérêts étatiques - ou supposés tels - par rapport aux exigences de la solidarité prolétarienne internationale est le comportement de l'Union soviétique dans le conflit entre l'Inde et la Chine !

Nous reviendrons plus tard sur la question de savoir qui est responsable de l'aggravation de ce conflit frontalier en soi insignifiant pour les deux Etats.

Mais le fait est que dans un conflit entre un État socialiste et un État capitaliste, l'Union soviétique soutient l'État capitaliste sur le plan diplomatique, par des emprunts et des livraisons d'armes.⁵

Je pose la question : cela aurait-il été possible du vivant de Lénine ? Certainement pas !

Beaucoup de nos camarades sont horrifiés par l'affirmation des camarades chinois selon laquelle il existe une alliance entre l'Union soviétique et les États-Unis contre la Chine et considèrent cela comme une calomnie de l'Union soviétique.

Certes, il n'existe pas de traité écrit entre l'Union soviétique et l'Amérique pour soutenir conjointement l'Inde capitaliste contre la Chine socialiste. Mais en politique, ce ne sont pas les contrats sur papier qui décident, mais les faits concrets. Étant donné que l'Union soviétique et les États-Unis soutiennent tous

⁵ Voici les dernières nouvelles dans ce domaine : "Armes russes pour l'Inde. Delhi, 16 septembre : L'Inde a conclu un accord avec l'Union soviétique pour la fourniture de certains types d'équipements de défense pour les forces armées indiennes. M. Chavan, le ministre de la défense, répondant aux questions de la chambre basse, a déclaré que l'accord et les contrats ont été signés à Moscou par une mission de défense qui s'est récemment rendue en Russie. Une mission technique soviétique se rendra bientôt en Inde, a déclaré M. Chavan, mais il a refusé de dire si une usine d'armement serait créée avec l'aide des Soviétiques et des Tchèques. M. Chavan a ajouté que le gouvernement des Etats-Unis avait proposé à l'Inde une usine de munitions pour armes légères dans le cadre de son programme d'assistance militaire. In : Times, 17.9.1963. L'Union soviétique n'a jamais démenti ces informations.

deux l'Inde par le biais de l'aide économique, de la livraison d'armes, de la construction d'usines d'armement et de la diplomatie contre la Chine, il existe, du point de vue chinois, une coopération dans ce domaine entre l'Union soviétique et les grandes puissances capitalistes en faveur de l'Inde et contre la Chine, même si elles s'opposent dans d'autres domaines...

Comme je ne sais pas quand quelqu'un lira ces lignes, je voudrais citer quelques faits concernant l'Inde.

Le mérite de l'Inde vis-à-vis de l'Union soviétique réside dans sa politique de neutralité en matière de politique étrangère menée depuis son indépendance politique (1947), le refus de toute alliance militaire avec les puissances impérialistes. (Après des siècles d'assujettissement à l'impérialisme anglais, cela se comprend aisément).

Cela mis à part, l'Inde est un pays capitaliste de la pire espèce. La résolution adoptée par le Congrès dès 1933, à la demande de Nehru, sur une évolution vers un "modèle socialiste" est de la plus pure démagogie. Les ouvriers et les paysans souffrent d'une double exploitation, semi-féodale et capitaliste. Leur niveau de vie ne s'est guère amélioré depuis la Libération. Comme l'écrivait récemment l'hebdomadaire américain "Newsweek", le "chien de compagnie" d'une famille américaine reçoit une ration alimentaire supérieure à celle d'un ouvrier indien. Les positions du capital anglais sont plus fortes qu'avant la Libération. La corruption atteint les plus hauts sommets du parti du Congrès. L'opposition de droite des capitalistes, des propriétaires terriens et des koulaks au service du grand capital se renforce de plus en plus, sa victoire interviendra au plus tard après la mort de Nehru.⁶ Mais aujourd'hui déjà, le "modèle socialiste" tant vanté n'est rien d'autre qu'un secteur capitaliste d'État. La droite a profité du conflit avec la Chine pour pousser Nehru vers la droite et imposer de nouvelles charges au peuple affamé sous la forme d'une augmentation des droits d'accises sur les denrées alimentaires les plus indispensables (allumettes, pétrole, etc.) et par des retenues sur les salaires pour les dépôts d'épargne obligatoires...

L'augmentation des dépenses militaires ne fait qu'aggraver la pauvreté déjà terrible de centaines de millions du peuple travailleur de l'Inde.

⁶ Entre-temps, Nehru est décédé début juin 1964. Il a été remplacé par L.B. Shastri, un homme, comme il le dit lui-même, "du centre".

La grande banque anglaise "Barclay's Bank" écrit dans son bulletin du 22.11.1962 :

"Tant que l'on n'aura pas trouvé le moyen de mettre rapidement fin aux affrontements militaires avec la Chine, les perspectives de l'Inde pour l'avenir immédiat seront extrêmement sombres. Il ne fait aucun doute qu'elle devra limiter encore davantage ses importations pour faire de la place aux achats d'armes ; et le plan de développement devra manifestement être réduit compte tenu de la surexploitation de son économie, bien que le gouvernement indien ne soit pas particulièrement enclin à recourir à cette mesure en raison du niveau de vie terriblement bas d'une grande partie de la population. "⁷

En vérité, l'Inde est un pays qui ne mérite pas d'être soutenu par le produit durement acquis du peuple soviétique, d'autant plus qu'il va - au plus tard après la mort de Nehru, peut-être même avant - basculer dans le camp des impérialistes....

En ce qui concerne la question de savoir qui a raison ou non dans le conflit frontalier entre l'Inde et la Chine, et qui des deux était l'agresseur, je ne peux pas donner de réponse scientifiquement fondée à cette question. Les faits dont je dispose ne sont pas suffisants. Ce qui est certain, c'est ce qui suit :

1) La soi-disant ligne de démarcation "Simla" entre l'Inde et la Chine (à l'époque le Tibet), déterminée unilatéralement par les Anglais, n'a jamais été reconnue ni par le gouvernement impérial chinois, ni par Tchang Kai-chek, ni par la Chine révolutionnaire. Du point de vue du droit international, toutes les revendications de l'Inde sont sans fondement !

2) La frontière "Simla" a été tracée sur la carte, mais n'a jamais été fixée sur la terre elle-même, ni par les Indiens, ni par les Chinois, et encore moins par les deux ensemble, comme il se doit pour une frontière nationale légalement établie. Cela se comprend aisément, puisque la zone où devait passer la frontière est une terre totalement inhabitée, stérile et sans valeur : des montagnes de glace. Personne ne s'est jamais soucié de la "frontière" sur place.

Mais lorsque la Chine - pour mieux contrôler le pouvoir contre-révolutionnaire du dalaï-lama qu'elle avait chassé et qui bénéficiait de l'hospitalité en Inde - a construit une route stratégique reliant l'ouest de la Chine au Tibet, le conflit

⁷ Traduction en allemand selon la citation de Varga en russe.

frontalier a commencé. Les Indiens prétendaient que la route traversait le territoire indien dans la "bande du Ladakh".

Mais les frontières de la bande du Ladakh - une incursion indienne dans le territoire chinois - n'ont jamais été définies non plus.

Même l'Encyclopaedia Britannica, dans son édition de 1962, écrit ce qui suit à propos du Ladakh :

" Le Ladakh s'étend vers le nord jusqu'à l'est du Gilgit et jusqu'à une frontière avec le Sin-Kiang, non définie mais approximativement indiquée par la chaîne du Kuen-Lun, et vers l'est jusqu'à une frontière avec le Tibet, elle aussi non définie. "⁸.

Lors de la session du Parlement indien du 4 septembre 1959, le Premier ministre Nehru déclara :

"La frontière actuelle du Ladakh avec le Tibet n'a pas été définie avec beaucoup de soin. Elle a été définie dans une certaine mesure par les officiers britanniques qui se sont rendus sur place. Mais je doute qu'ils aient procédé à des relevés minutieux".⁹

Mais le fait que l'Inde ne se soit aperçue de la "violation" de sa frontière et n'ait commencé à se disputer que deux ans après l'achèvement de la construction de la route et le début de la circulation sur celle-ci prouve à quel point ce territoire n'appartenait pas à l'Inde dans les faits. Il me semble impossible de déterminer qui avait raison.

Pourquoi le conflit frontalier n'a-t-il pas pu être réglé pacifiquement, alors qu'il s'agissait d'un territoire sans aucune valeur économique ?

Je pense que la faute en revient à la réaction indienne, qui a exercé une forte pression sur Nehru, déchaîné une vague d'indignation patriotique pour envenimer le conflit et pousser l'Inde sur la voie du militarisme et de l'alliance avec les impérialistes, ce qu'elle a largement réussi à faire.

Quoi qu'il en soit, il ne faut pas oublier que la Chine a réglé ses questions de frontières par des accords pacifiques avec des pays bien plus faibles que l'Inde :

⁸ Cf. Labour Monthly, décembre 1962, p. 539.

⁹ Idem.

la Birmanie, le Népal, le Pakistan, etc., alors que l'Inde est en conflit aigu avec le Pakistan depuis 1947 au sujet du Cachemire.

En tout état de cause, je considère comme infondé le fait que la "déclaration du gouvernement soviétique" qualifie la Chine d'agresseur dans le conflit frontalier avec l'Inde.¹⁰

[Le déclin de l'internationalisme prolétarien en Union soviétique depuis la mort de Lénine]

La relation entre l'Union soviétique et la Chine est largement déterminée par le fait que les intérêts étatiques de l'Union soviétique et les intérêts de la révolution socialiste ne coïncident pas dans ce cas, même s'il ne devrait pas y avoir de contradiction entre eux.

Les intérêts étatiques de l'Union soviétique étaient indifférents à la révolution prolétarienne en Chine. Sur le plan de la politique extérieure et militaire, l'Union soviétique n'a jamais été et n'est toujours pas menacée par des ennemis impérialistes potentiels : elle n'a pas besoin de "pays protecteurs" comme en Europe. Il a toujours été clair qu'un pays de 600 millions d'habitants ne pouvait pas être inclus dans la sphère de puissance de l'Union soviétique de la même manière que les petits pays d'Europe de l'Est. Enfin, il est probable que la réflexion selon laquelle la puissance économique de l'Union soviétique n'était pas suffisante a également joué un rôle.

La puissance économique de l'Union soviétique n'est pas suffisante pour mieux nourrir et habiller 600 millions de personnes. Enfin, il y a la crainte qu'à l'avenir, une Chine socialiste forte, par sa prépondérance démographique, évince l'Union soviétique de son rôle de leader dans le monde socialiste...

La non-concordance des intérêts étatiques de l'Union soviétique avec la cause de la révolution socialiste en Chine explique le fait étrange que la révolution chinoise n'ait reçu aucune aide de l'Union soviétique pendant presque deux décennies !

De 1927 à 1945, l'"aide" de la Comintern ou de Staline (ce qui était déjà identique en substance à l'époque) a consisté à conseiller périodiquement à Mao de cesser la lutte armée, de conclure un accord avec Tchang Kai-shek, ce que

¹⁰ Zajavlenie sovetskogo pravitel'stva. Pravda, 22.9.1963, p. 1.

Mao a toujours refusé.¹¹ Staline ne croyait pas à la possibilité d'une victoire de la révolution en Chine : en 1945 encore - avant la guerre avec le Japon - il conclut un pacte de non-agression avec Tchang (au nom de la Chine). Mao était convaincu que la révolution l'emporterait. L'histoire a prouvé que Mao était un meilleur marxiste que Staline...¹²

La révolution chinoise a reçu sa première aide de l'Union soviétique en 1945¹³ : Les armes que l'armée japonaise de Mandchourie avait livrées après sa défaite ont été remises à l'armée révolutionnaire. Cela avait une signification énorme pour celle-ci : elle entrait pour la première fois en possession d'armes modernes à grande échelle. Mais ce n'était pas vraiment un sacrifice de la part de l'Union soviétique : elle n'aurait de toute façon pas pu utiliser les armes japonaises dans son armée régulière !

La deuxième grande aide a été le refus d'autoriser les troupes de Tchang à se rendre en Mandchourie par voie maritime, comme l'exigeaient les États-Unis et Tchang. Cela aurait permis à Tchang d'encercler les armées révolutionnaires par le nord. Mais le refus de transférer les troupes de Tchang vers la Mandchourie était dans l'intérêt de l'État soviétique : celui-ci coïncidait dans ce cas avec celui de la révolution chinoise !

Il est beaucoup plus difficile d'estimer l'aide matérielle que l'Union soviétique a accordée à la Chine après la victoire de la révolution. A notre connaissance, il n'existe pas de statistiques russes à ce sujet.¹⁴

¹¹ Ce n'est qu'à l'époque de la grande attaque du Japon pour conquérir toute la Chine qu'une sorte d'"alliance" fut conclue entre Mao et Tchang contre le Japon, mais elle ne fut pas respectée par ce dernier.

¹² Selon V. Dedijer "Tito", Berlin 1953, p. 314, Staline déclara à une délégation yougoslave en 1948, avant de rompre avec Tito : "Dans le cas de la Chine, nous admettons donc nous être trompés. Il s'est avéré que ce sont les camarades chinois qui avaient raison et non les Soviétiques". (c'est moi qui souligne E.V.)

¹³ L'auteur ouest-allemand K. Mehnert, résolument hostile aux communistes, écrit dans son livre : "Peking und Moskau", Stuttgart 1962, p. 307 : "L'Union soviétique a accordé à Tchang une aide importante en matière de remboursement et d'économie pendant la guerre contre le Japon, d'une valeur totale d'au moins 300 millions de dollars américains. En revanche, il n'existe aucune preuve certaine de livraisons soviétiques aux communistes à cette époque,...".

¹⁴ Le premier, et apparemment le seul, emprunt de la Chine à l'Union soviétique date de 1950 : 300 millions de dollars à 1% d'intérêt, utilisables pour l'achat de moyens de production industriels et de transport. Voir MEMO, n° 12, 1963, p. 124. Par la suite, l'Union soviétique semble n'avoir accordé à la Chine que des crédits commerciaux à court terme. 300 millions de dollars, c'est une petite fraction de ce que les pays capitalistes ont reçu.

L'assistance technique était sans aucun doute d'une importance capitale pour la Chine afin de développer son industrie. La Chine manquait d'ingénieurs et de techniciens. Ce qu'il y avait eu comme industrie en Chine - peu de choses - avaient été détenues par des étrangers - japonais, anglais. Les directeurs, les ingénieurs et les techniciens étaient pour la plupart des étrangers. Ils ont quitté le pays pendant la guerre et après le triomphe de la révolution. Des centaines de nouvelles usines ont été construites avec l'aide des Soviétiques. Cela a constitué une aide très importante pour la Chine, mais a coûté très peu à l'Union soviétique. Les spécialistes russes envoyés en Chine étaient payés par la Chine, et très bien.¹⁵ Seuls les plans techniques réalisés en Russie ont coûté de l'argent à l'Union soviétique : la rémunération des ingénieurs qui y travaillaient.

Je ne dispose pas de données fiables sur l'aide matérielle que l'Union soviétique a fournie à la Chine sous forme de marchandises, gratuitement ou sous forme d'emprunts. Elle ne représentait qu'une très petite partie des investissements de la Chine : selon des sources chinoises, pas plus de 3%¹⁶ pendant le premier plan quinquennal. Les emprunts soviétiques entre 1950 et 1957 ont couvert 11% des importations totales de la Chine. Après 1957, nous n'avons pas connaissance de nouveaux emprunts. Pendant les graves années de mauvaise récolte en Chine, en 1959-1961, la Chine n'a reçu aucune aide alimentaire de notre part (à l'exception de 500 mille tonnes de sucre à des conditions commerciales).¹⁷ Peut-être l'Union soviétique n'avait-elle tout simplement pas la possibilité de céder des céréales. À la lumière des énormes achats de céréales effectués par l'Union soviétique à l'automne 1963 au Canada, aux États-Unis et ailleurs, cela ne semble pas improbable.¹⁸

Je ne sais rien de la valeur des livraisons d'armes soviétiques à la Chine après le triomphe de la révolution. Je ne sais pas si des armes ont été nouvellement fabriquées pour la Chine ou si des armes déjà obsolètes pour l'Union soviétique

¹⁵ Presque tous sont rentrés en Union soviétique avec de très grandes quantités de biens achetés dans cette Chine si pauvre, comme des textiles, de la porcelaine, de la soie, etc.

¹⁶ Edgar Snow : "The Other Side of the River" Londres 1963, p. 187.

¹⁷ Ibidem.

¹⁸ Dans les années 1961-62, lorsque la Chine achetait du blé au Canada et en Australie, j'ai entendu chez nous bien des propos moqueurs sur la faillite des "communes" en Chine. Je crains fort que dans quelques années, ce soit l'inverse qui se produise. La Chine nous vendra des céréales panifiables.

ont été livrées à la Chine. Je n'ai aucun moyen de le savoir : je ne côtoie pas de gens qui le savent et ils ne me le diraient pas de toute façon...

Tout bien considéré, il me semble que la nouvelle Chine a reçu beaucoup moins d'aide de notre part, par tête d'habitant, que des États bourgeois comme l'Égypte, l'Irak, l'Algérie et probablement aussi l'Inde... En outre, les emprunts et les crédits commerciaux accordés par l'Union soviétique à la Chine devaient être remboursés, avec intérêts. Lors de la réunion du Conseil populaire suprême chinois à l'automne 1963, il a été officiellement déclaré que toutes les dettes envers l'Union soviétique seraient entièrement remboursées, intérêts compris, en 1965.¹⁹ Nous n'avons pas entendu dire que l'Inde ou l'Égypte avaient payé une quelconque dette à l'Union soviétique. Il est compréhensible que cela n'ait pas contribué à renforcer l'amitié entre les deux pays...

En ce qui concerne l'aide politico-diplomatique, elle n'a commencé qu'après la victoire de la révolution.

Mehnert écrit sur la base du texte américain des accords de Yalta :

"Yalta a à son tour débouché sur le vaste traité conclu entre Moscou et Tchoungking le 14 août 1945, dans lequel Tchang a obtenu de ce dernier [*Staline*] la promesse que l'Union soviétique "apporterait son soutien moral et son aide en matériel militaire et autres objets entièrement (donc exclusivement) au régime national (donc à Tchang) en tant que gouvernement central de la Chine", reconnaîtrait sa souveraineté sur la Mandchourie et n'interviendrait pas dans les affaires intérieures chinoises".²⁰

Après le triomphe de la révolution, l'Union soviétique a systématiquement soutenu la Chine diplomatiquement, mais jamais militairement, sur la question de Taiwan, sur la question de l'admission de la Chine à l'ONU et au Conseil de sécurité, etc. Cela coïncidait avec les intérêts étatiques de l'Union soviétique. Mais la Chine a fait des sacrifices militaires dans la guerre de Corée, probablement lancée par Staline.

¹⁹ Le remboursement de la dette de la Chine à l'Union soviétique se reflète dans la balance commerciale active de la Chine avec l'Union soviétique au cours des dernières années.

²⁰ K. Mehnert, op. cit., p. 309. Mehnert écrit *ibid.* que Mao avait approuvé "avec enthousiasme" ce traité dans son compte rendu de 1945 : il se réfère aux "Écrits choisis" de Mao, t. IV, p. 394. (A contrôler)

Sous le règne de Khrouchtchev, les intérêts de l'Etat - ou du moins les prétendus intérêts de l'Etat - de l'Union soviétique divergeaient temporairement si fortement des intérêts de la révolution prolétarienne internationale qu'on pouvait avoir l'impression, en lisant la presse soviétique et en écoutant la radio, que l'ennemi principal de l'Union soviétique n'était pas l'impérialisme, mais la direction du Parti communiste chinois ! Quel étrange internationalisme prolétarien !

Cette distorsion, ou plutôt ce manque total d'internationalisme prolétarien, a été rendu possible par l'affaiblissement successif de l'internationalisme prolétarien en Union soviétique depuis la prise de pouvoir de Staline. D'ailleurs, on peut suivre l'érosion successive de l'internationalisme prolétarien à travers le destin de l'Internationale communiste.

Dans les premières années, les congrès se tenaient chaque année, puis à des intervalles de plus en plus longs : après 1935, il n'y avait plus de congrès.

Dans un premier temps, les camarades russes à la tête de la Comintern étaient Lénine, Trotsky, Boukharine, Zinov'ev, Radek, qui connaissaient le mouvement ouvrier étranger par leur propre expérience et maîtrisaient plusieurs langues. Après la mort de Lénine et surtout après l'élimination de tous ses plus proches collaborateurs, la direction de la Comintern passa à Staline et Molotov, qui ne connaissaient pas le mouvement ouvrier étranger par leur propre expérience directe, ne parlaient pas de langue étrangère et devaient recourir à des traducteurs pour communiquer avec les camarades étrangers. (Le seul camarade qui, parmi les Russes de la Comintern, maîtrisait des langues étrangères était D. Manuilskij, mais il suivait aveuglément les instructions de Staline. En tant qu'ancien "Menchevik internationaliste", c'est-à-dire trotskiste, il était dans une position dangereuse).

Un événement symbolique fut le transfert du congrès de la Comintern du Kremlin à la "maison des syndicats", ordonné par Staline, ce qui fut accueilli avec malaise par les délégués. Lorsque j'ai demandé à Staline pourquoi ce changement, il m'a répondu que le Kremlin était considéré à l'étranger comme la citadelle du régime. Il était désagréable de faire coïncider le congrès avec le siège du gouvernement soviétique.

En 1937-38, les dirigeants des partis communistes étrangers qui s'étaient réfugiés en Union soviétique furent arrêtés et exterminés. Le parti polonais fut

entièrement décapité : des vieux bolcheviks comme Warski, Walecki furent arrêtés ; de même que ceux du PPL "Lewitza" Kostrzewa, Lapinski, etc.

Il en fut de même pour les dirigeants du parti hongrois : Béla Kun, Lengyel, etc.²¹ Les partis bulgare et allemand perdirent un peu moins. Ensuite, il y eut le pacte de non-agression avec Hitler et le partage de l'Est entre Hitler et Staline en 1939, un acte dans l'intérêt unilatéral de l'Etat soviétique et contre les intérêts du prolétariat européen. Cet accord provoqua une grande confusion dans les rangs des partis communistes occidentaux, qui étaient entièrement tournés vers la lutte contre le fascisme.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, la Comintern a été liquidée et transformée en un département du Comité central du KPSS, sous la direction du camarade Dimitrov. L'essence et l'apparence coïncidaient désormais...

L'évolution s'est symboliquement achevée avec le remplacement de l'"Internationale" comme hymne national de l'Union soviétique par le nouvel hymne. L'"Internationale" a été reléguée au rang d'hymne du parti. Mais il n'est joué que deux fois par an : à la fin des festivités officielles du 7 novembre et à l'occasion de l'anniversaire de Lénine. On ne l'entend pas en public le reste du temps : les jeunes qui grandissent aujourd'hui ne le connaissent probablement plus du tout...

*

* *

Qu'est-ce qui a changé en Union soviétique et qui a provoqué cet abandon de l'internationalisme prolétarien ? Le fait que l'internationalisme prolétarien de l'Union soviétique soit aujourd'hui plus que jamais souligné en paroles ne change rien à ce fait.

Il y a 42 ans, j'écrivais qu'en Union soviétique "la classe ouvrière exerce le pouvoir de domination".²²

²¹ En 1944, Dimitrov a réuni le reste de la direction du parti hongrois : nous étions cinq ! Rákosi, moi, Révai, Farkas, Gerö. Mélancoliquement, il a dit : "C'est tout ce qui restait du parti hongrois".

²² E. Varga, *Die wirtschaftspolitischen Probleme der proletarischen Diktatur*, p. II. [en français sur MIA]

C'était vrai à l'époque. Il existait encore une véritable dictature du prolétariat sous la direction du parti communiste. La lutte contre la bourgeoisie n'était pas encore terminée : P. N. Vrangél en Crimée vient d'être liquidé : R. F. Ungern-Sternberg se battait encore en Mongolie. A l'intérieur du pays, il y avait encore les bandes de N. I. Makhno et la révolte des marins de Kronstadt. Chaque jour, des communistes étaient encore assassinés par des koulaks. La Tchéka, dirigée par F. E. Dzerzinskij, était encore très populaire : quand on emmenait quelqu'un, la réaction des ouvriers était : "Ah, on a attrapé un contre-révolutionnaire...".

La dictature du prolétariat était encore effective !

Mais le grand dirigeant de la révolution, Lénine, dont Boukharine a dit un jour qu'il avait un sixième sens particulier pour la politique, a défini peu de temps après l'Etat existant comme un "Etat ouvrier"²³ avec une distorsion bureaucratique".²⁴

La "distorsion bureaucratique", déjà constatée par Lénine à l'époque, n'a cessé de croître au cours des décennies suivantes, jusqu'à ce qu'elle transforme finalement l'Union soviétique en un État entièrement dominé par la bureaucratie au pouvoir. Telle est l'essence de l'histoire interne de l'Union soviétique dans les décennies qui ont suivi la mort de Lénine. Cette évolution est allée de pair avec l'abandon de l'internationalisme prolétarien et constitue l'un des principaux fondements du conflit entre l'Union soviétique et la Chine.

La transformation a également touché de plein fouet le parti communiste.

Du temps de Lénine, adhérer au parti communiste était un sacrifice personnel. Chaque communiste mettait sa vie en danger, devait être constamment à son poste de combat. Être membre du parti n'apportait aucun avantage matériel. Pendant les années de communisme de guerre, les communistes recevaient la même ration de nourriture que tout le monde²⁵.

²³ En russe original : "rabočee gosudarstvo s bjuokratičeskim izvraščeniem".

²⁴ Ceci ne sera bien sûr jamais cité.

²⁵ En période de famine, les plus hauts dirigeants du parti recevaient un petit supplément de nourriture en plus de leur ration. La solidarité prolétarienne était encore si forte que Boukharine refusa d'accepter ce subsidie : Une décision spéciale du Politburo l'y obligeait. Il est venu chez nous au "Lux" avec une chemise si déchirée que ma femme l'a retirée de force et recousue...

Pendant la période de la "NEP", le revenu des membres du parti était limité au "maximum du parti" : il était inférieur au revenu des spécialistes supérieurs.

Après la mort de Lénine, cette règle s'est lentement érodée. Formellement, le "maximum du parti" a été maintenu. Mais dès le milieu des années vingt, il existait au Kremlin une "cantine" spéciale pour les fonctionnaires communistes "méritants" : encore très modeste, trois petites pièces, mais le repas de midi était incomparablement meilleur que ce que l'on aurait pu se permettre avec le "maximum du parti". (J'y ai mangé une fois par hasard pendant un congrès de la Comintern).

Au début des années trente, il y avait déjà la "grande" cantine du Kremlin, l'hôpital de la rue Granovsky et le "Kremlin-Pajok".²⁶ Les communistes de premier plan recevaient gratuitement des datchas, par exemple à Serebrjanij Bor. C'était encore très modeste ! I. A. Pyatnickij, membre du Comité central, y habitait une petite maison. Nous avions nous-mêmes deux chambres dans une de ces maisons, et deux autres familles y vivaient. La vie était encore plus ou moins prolétarienne. Les voitures personnelles n'existaient pas encore, ou presque pas. Je sortais en autobus ; il m'était souvent difficile de faire la queue pendant une demi-heure sous le soleil de midi, souvent avec des bagages. Le camarade Pjatnickij s'est plaint une fois que la moitié de son salaire devait être dépensée en pain - il avait une femme, trois jeunes enfants et ses vieux parents à nourrir....

Je ne sais pas exactement quand le "maximum du parti" a été supprimé. En 1930, lorsque je suis passé formellement de la Comintern à l'Académie communiste, le maximum du parti existait encore ; il était alors de 150 roubles, il a été augmenté plus tard à 225. Il est intéressant de noter qu'aucune des "histoires du parti" ne dit un seul mot sur le maximum du parti... !

Dans les années 1930, la société soviétique a commencé à se diviser radicalement en couches aux revenus très différents. L'une après l'autre - en fonction de leur importance pour le régime de Staline - des couches privilégiées ont été créées : d'abord la bureaucratie supérieure du parti, puis le corps des officiers. Beaucoup plus tard, après la guerre seulement, les savants.

C'est pendant la guerre mondiale que cette stratification s'est manifestée de la manière la plus flagrante. En automne 1941, l'Académie se trouvait à Kazan : les académiciens recevaient pour le repas de midi une soupe aqueuse et une assiette

²⁶ [Ration alimentaire complémentaire du Kremlin.](#)

de lentilles. J'étais alors un conférencier très apprécié sur la situation internationale : je donnais des conférences à l'Obkom²⁷ et dans les usines. Le secrétaire de l'Obkom m'a récompensé par un droit d'entrée à la cantine du "G"²⁸. Une fois, j'y suis allé : il y avait de tout : du poisson, du chevreuil, et même de la bière. Mais cela prenait trop de temps et c'était dégoûtant : je n'y suis plus retourné...

En décembre, j'ai déménagé à Kuibyshev. C'est là que se trouvait le corps diplomatique, le ministère des Affaires étrangères. On s'était préparé à l'éventualité que le gouvernement s'y installe. C'est pourquoi la "cantine du Kremlin", que j'avais le droit d'utiliser (depuis Moscou), fonctionnait là-bas. Jamais les "ayants droit" n'ont bénéficié à Moscou d'une telle abondance de nourriture, alors que la population de la ville était dans le besoin...

Mon expérience à Leningrad a été encore plus terrible. En septembre 1942, je me suis porté volontaire (le premier de Moscou) pour donner des conférences à Leningrad. Je voulais connaître la vie dans la ville assiégée. J'ai emporté une demi-meule de pain. Mais à Leningrad, où des centaines de milliers de personnes étaient littéralement mortes de faim, où l'alimentation de la population frôlait encore la famine et où beaucoup mouraient encore des suites de la faim, on m'a conduit dans une cantine de la "Mojka" - je ne sais toujours pas si c'était la cantine du Gorkom²⁹ ou de l'Obkom - où tout était "normal". Il n'y avait qu'une seule restriction au repas de midi : on ne pouvait pas manger deux plats de viande ! Chacun recevait un paquet de nourriture - suffisamment pour le repas du soir et le petit-déjeuner. C'étaient des fonctionnaires civils du parti - pas des officiers - qui mangeaient là. En rentrant à l'hôtel Astoria, j'ai donné la demi-meule de pain apportée de Moscou à la femme de chambre : elle n'en revenait pas de bonheur !

Je donne ces détails pour que le lecteur (si tant est que quelqu'un lise ces lignes) puisse voir concrètement le fossé qui séparait les privilégiés du peuple travailleur. Ce fossé s'est encore creusé dans l'après-guerre.

J'avais toujours considéré les énormes différences de revenus uniquement comme un défaut moral du système, et non comme un facteur de la répartition

²⁷ [Comité régional du Parti communiste.](#)

²⁸ [Il n'est pas clair de quelle organisation Varga parle ici.](#)

²⁹ [Comité municipal du parti communiste.](#)

des revenus en général, le nombre de privilégiés n'apparaissant que trop faible par rapport au nombre de travailleurs ordinaires pour avoir une influence sur les revenus de cette immense majorité.

Aujourd'hui, je crains d'avoir largement sous-estimé la part des privilégiés dans le revenu national. Par exemple, les treize (!) filles de M. I. Kalinine ont jusqu'à présent chacune leur "datcha gouvernementale" particulière, avec du personnel payé par l'Etat, des repas permanents, etc. (Information fortuite de la camarade Sergeeva³⁰). En dix ans, Khrouchtchev a fait construire pour lui 13 nouvelles résidences de luxe. En Crimée, une nouvelle résidence a été construite pour lui au bord de la mer : la seule consolidation du bord de mer a nécessité une somme de 8 millions de (nouveaux) roubles ! Dans le parc naturel de Crimée, un palais de marbre a été construit à la place de l'ancienne maison des chasseurs, etc. (Information basée sur une observation visuelle : J.A. Kronrod).

Il n'existe en Union soviétique aucune statistique sur la répartition réelle des revenus par couches de la population ! Nous ne pouvons donc pas dire quelle est la part de la bureaucratie dirigeante - presque exclusivement communiste. Mais nous savons que le nombre de ministres, de secrétaires de l'Obkom, etc. augmente chaque jour. En Chine, avec 700 millions d'habitants, il y a en tout 57 ministres.³¹ Chez nous, pour 220-230 millions, il y en a plusieurs centaines...

A cela s'ajoute le monopole des communistes sur tous les postes de direction dans l'Etat et l'économie : le système des "départements de cadres" (en étroite collaboration avec la police secrète) et le système des "postes de nomenclature"³². Chaque communiste a droit à un travail "convenable" et, en règle générale, il n'a jamais été et n'est jamais au chômage. S'il échoue dans un poste, il est transféré dans un autre, payé de manière similaire. S'il fait des bêtises, s'il vole, s'il abuse de son autorité, l'affaire est étouffée ou il s'en tire avec une "punition de parti" minime.

Prenons un seul exemple, "l'affaire Aleksandrov".

G. F. Aleksandrov, membre de l'Académie, du Comité central, ancien chef du département de la propagande du Comité central, ministre de la culture, a utilisé

³⁰ Rédactrice de la revue "Novoe vremja"

³¹ Edgar Snow : "Invité sur l'autre rive. La Chine rouge aujourd'hui". Munich 1964, p. 798-799.

³² En russe : "nomenklaturnich dolžnostej".

son pouvoir officiel pour obliger des jeunes filles, formées comme danseuses professionnelles dans une école dont il avait la charge, à danser nues devant lui et ses acolytes dans une datcha appartenant à un "artiste" ! Quoi d'autre, je ne sais pas ! Ont participé à ces manifestations : N. N. Šatalin, un secrétaire du Comité central (!), deux membres correspondants de l'Académie. Qui d'autre, je ne sais pas. Khrouchtchev a appris l'affaire, a fait photographier secrètement les événements et a interpellé les participants.

Et la suite ?

L'"artiste", propriétaire de la datcha, fut condamné à sept ans de prison !

Šatalin disparut sans bruit : son nom ne fut plus jamais cité en public : je ne sais pas où il est, ni ce qu'il fait.³³

Aleksandrov a dû quitter son poste de ministre, a été exclu du Comité central et transféré à Minsk - en tant que directeur de l'Institut de philosophie de l'Académie des sciences de Biélorussie ! Il est resté membre de l'Académie. Les deux membres correspondants aussi !

Dans tous ces cas, le principe était qu'il ne fallait pas exposer les communistes au public... (Même le cas d'Aleksandrov n'a pas été mentionné dans les journaux).

C'est ainsi que s'est produit un changement fondamental dans le rapport des gens au parti et dans la composition des membres du parti. Alors qu'avant et pendant une dizaine d'années après la révolution, l'adhésion au parti signifiait un risque de mort prématurée et des sacrifices matériels, elle est devenue par la suite, dans les années quarante et cinquante, une voie vers la carrière, en particulier pour les fonctionnaires et les employés de bureau en général ! (Je ne sais malheureusement pas, par expérience personnelle, ce qu'il en était pour les ouvriers des usines et de l'agriculture). Certains académiciens sont entrés au parti à l'âge de 50 ans ou plus, pour devenir directeurs d'instituts. Des crapules débauchées comme A.J. Vychinskij, des assassins de masse comme N.I. Ezov, L.P. Berija, etc. ont pu accéder aux plus hautes fonctions du parti. La grande masse des simples membres du parti était et reste honnête et droite : mais le ton

³³ J'ai appris par hasard qu'il travaillait tranquillement dans un service d'information du Gosplan à Moscou.

était et reste donné par les carriéristes qui propagent le plus bruyamment et le plus démagogiquement la ligne prescrite d'en haut...³⁴

Parallèlement au changement de la situation matérielle et de la sécurité des membres du parti, il y a eu une perte totale du rôle politique : de l'influence des membres ordinaires du parti sur la politique du parti !

Dans les années 1920 encore, lors de la lutte entre Staline et Trotsky, les membres ordinaires du parti avaient une importance décisive. Les dirigeants du parti - L. B. Kamenev, G. E. Zinov'ev, K. B. Radek, etc. - se rendaient tous les soirs dans les grandes organisations du parti, prononçaient des discours dans les assemblées, cherchaient à gagner les organisations en adoptant les résolutions correspondantes. Les débats duraient des heures. Des votes de combat avaient lieu, etc.

Tout cela a changé dans les années 1930. Tout a commencé avec l'assassinat de S. M. Kirov, dont les véritables circonstances n'ont toujours pas été élucidées. Des mesures ont été prises pour priver les membres du parti de leur influence politique :

a) Les membres du parti, qui avaient jusqu'alors le droit de posséder une arme à feu, ont été désarmés.

b) Le carte du Parti cessa de servir de document d'entrée dans le bâtiment du Comité central : les simples membres du Parti devaient désormais souvent attendre des heures dans le bureau des laissez-passer³⁵ ! avant de pouvoir parler à quelqu'un de l'appareil du Comité central. L'appareil se séparait strictement et définitivement des simples membres du parti.

c) Les membres du Parti étaient livrés sans protection à l'arbitraire de la police secrète. Les gens du GPU avaient le droit d'arrêter et d'envoyer par voie administrative (le fameux OSO³⁶ du GPU) dans des camps de concentration à

³⁴ Le célèbre poète italien pessimiste du XIXe siècle, G. Carducci, a écrit un jour : Il y a cent fois plus d'honnêtes gens que de coquins, mais ils ne se connaissent pas entre eux, ils sont impuissants. Mais si un vaurien arrive dans une ville qu'il ne connaît pas, il lui suffit de quelques jours pour reconnaître les vauriens qui s'y trouvent, faire connaissance avec eux et exécuter des escroqueries ensemble...

³⁵ Dans l'original russe : "bjuro propuskov".

³⁶ OSO, abréviation de "Osoboe soveščanie" : conseil ou tribunal spécial.

l'extrême nord pour 10-15 ans ou à vie, ou même de fusiller, sans aucune procédure judiciaire, sans admettre un avocat ou un membre de la famille...

Les membres du parti étaient contraints de devenir des informateurs du GPU. Des centaines de milliers de membres du Parti - y compris des membres du Parti que nous connaissons bien de la période révolutionnaire ! - sont devenus des dénonciateurs professionnels de leurs camarades de parti.³⁷ Il ne restait rien de l'ancienne communauté et de la solidarité des communistes entre eux, seulement la propagande vide et totalement inefficace de la "morale communiste".

La fleur du parti, les camarades révolutionnaires pensants, ont été systématiquement arrêtés et détruits. Le cœur triste, sans rien comprendre, j'ai vu, en tant que directeur de l'Institut des Professeurs rouges³⁸, mes meilleurs élèves être arrêtés les uns après les autres. Je n'ai plus eu de nouvelles d'eux pendant une décennie et demie. Parfois, j'apprenais simplement leur mort...³⁹

Il serait totalement faux d'attribuer tout cela au seul GPU. Même s'il était tout-puissant vis-à-vis des simples camarades du parti, il était subordonné à la direction du parti, c'est-à-dire au secrétariat du comité central, c'est-à-dire à Staline⁴⁰. Pour l'élimination des dirigeants révolutionnaires du parti, de tous les collaborateurs personnels de Lénine, comme Trotsky, Zinov'ev, Boukharine, Radek, N. N. Osinskii, G. J. Sokolnikov, etc. etc. Il est personnellement responsable !

Il y avait en effet toujours une liste de personnes qui ne pouvaient être arrêtées qu'avec l'autorisation du secrétariat, c'est-à-dire de Staline. Il est sans aucun

³⁷ Contre moi-même, le GPU avait accumulé un épais volume de fausses dénonciations ! (déclaration d'un de mes élèves, Rusakov, qui travaillait au ministère de la Justice).

³⁸ Varga a pu enseigner à IPR, mais il était directeur de *l'Institut d'économie mondiale et de politique mondiale* qui a perdu beaucoup de chercheurs pendant les années Trente. L'IPR a été dirigé par Pokrovski jusqu'en 1931, puis par Judin, jusqu'à la fermeture de l'institut en 1938.

³⁹ Une lettre que j'ai adressée à Staline pour attirer son attention sur l'élimination des cadres du Komintern est restée sans réponse et sans aucun succès. Elle a été retrouvée en 1962 lors de la consultation des archives privées de Staline. (Communication personnelle de B.N. Ponomarev, alors déjà secrétaire du Comité central). Il est caractéristique qu'une telle lettre était si rare que Ponomarev l'a immédiatement montrée à Khrouchtchev !

⁴⁰ Un certain nombre de dirigeants du GPU, de G. Jagoda à Berija, ont été eux-mêmes fusillés.

doute personnellement responsable de l'extermination des cadres dirigeants des partis communistes russe, polonais, hongrois, etc.

Le triste résultat de l'évolution des 30-35 dernières années est que l'"Etat ouvrier" des années 20 a été remplacé dans les années 60 par un Etat de la bureaucratie avec Khrouchtchev à sa tête comme dictateur. La société prétendument socialiste, dans laquelle, selon l'idéologie officielle, "le peuple et le parti" sont unis et où "il n'y a pas de contradictions sociales", est en fait divisée en classes et couches sociales aux revenus extrêmement différents, dont les couches inférieures sont hostiles à la bureaucratie dirigeante et mènent - avec les moyens qui leur sont accessibles - une lutte de classe. Les paysans du kolkhoze, sabotent le travail de la terre commune et en concentrent leurs forces avant tout sur le travail de leur petite terre personnelle ("usadebnoe chosjajstvo"). Ils volent au kolkhoze toutes sortes de choses pour l'économie privée : du foin, du bois et même des engrais chimiques. Ils laissent délibérément une partie de la récolte de céréales, de pommes de terre, de betteraves, de maïs du kolkhoze sans la moissonner, dans l'espoir de pouvoir en utiliser une partie plus tard pour leur bétail, etc. (Le système est tel qu'ils n'ont aucun intérêt - ni matériel ni moral - à augmenter la production de l'économie commune, mais la discussion de cette question n'a pas sa place ici).

Le prolétariat industriel mène sa lutte de classe avec les moyens habituels du capitalisme : menaces de grève et grève, travail au ralenti, manifestations contre les hausses de prix et pour des salaires plus élevés, qui conduisent dans certains cas à la mise en place de l'armée et à des affrontements sanglants. Les événements de Rostov⁴¹ ont constitué un sujet de conversation très répandu à Moscou. On dit seulement qu'en 1962 et 1963, il y a eu quinze cas d'affrontements sanglants de ce type en Union soviétique entre les travailleurs et la force armée. Je ne sais pas si cela est vrai, mais cela ne me semble pas improbable...

Je ne sais pas d'expérience directe quel rôle jouent les organisations du parti dans de telles actions de lutte de classe : j'ai toujours été dans des organisations du parti de travailleurs scientifiques, qui sont privilégiés. Les quelques ouvriers physiques qui sont membres de ces organisations n'ont rien à dire. En aucun cas les organisations du parti dans les usines - où les membres de la direction et

⁴¹ Varga fait ici allusion à la révolte ouvrière dans la ville de Novotcherkask, dans la région de Rostov-sur-le-Don.

d'autres communistes "haut placés", comme le secrétaire du parti libéré du travail, jouent le plus souvent le rôle décisif - ne participent de manière dirigeante aux actions de lutte de classe, comme avant la révolution ! Au contraire, leur rôle principal est de défendre la domination de la bureaucratie. Nous ne savons malheureusement pas si des communistes-ouvriers participent individuellement à de telles actions...

En ce qui concerne la bureaucratie au pouvoir, qui est identique aux plus hauts dirigeants du parti, ou plutôt qui est soudée et imbriquée, elle est résolument hostile à toute action indépendante des ouvriers et est prête - si cela lui semble nécessaire - à utiliser la force armée pour défendre sa domination et ses privilèges.

La composition du sommet de la bureaucratie a connu deux changements intéressants au cours de la période post-léninienne.

a) Immédiatement après la révolution, du vivant de Lénine, les camarades rentrés d'émigration ont joué un rôle important : Lénine, Trotsky, Zinov'ev, Boukharine, M. M. Litvinov, Radek, etc. jouaient un rôle de premier plan ; les ouvriers clandestins restés au pays, Staline, A. I. Rykov, etc. occupaient la deuxième place. Après la mort de Lénine, les anciens émigrés furent non seulement évincés des postes de direction, mais aussi, pour la plupart, personnellement anéantis.

La lutte entre les anciens émigrés et ceux qui sont restés au pays n'est pas une particularité de l'Union soviétique. En Hongrie, la "couche d'émigrés" initialement en tête a été presque entièrement évincée par les "autochtones". En Tchécoslovaquie, R. Slänsky et B. Geminder ("Friedrich") furent exécutés avec son groupe. Ce n'est qu'en Bulgarie (G. Dimitrov) et en RDA (W. Ulbricht) que la direction des émigrés n'a pas été touchée (pour des raisons qui ne sont pas identiques). En Chine, il n'y avait pas de révolutionnaires dans l'émigration, de sorte que cette question n'a pas perturbé la continuité de la direction établie depuis trois décennies.

b) Parallèlement à l'éloignement des émigrés, la mise à l'écart⁴² des Juifs : mais c'était beaucoup plus profond. Dans le cercle de Lénine, il y avait un grand nombre de juifs : Trotsky, Zinov'ev, J. M. Sverdlov, Sokol'nikov, Kamenev,

⁴² Il s'agit apparemment de l'" exclusion violente " ou de l'" élimination " des Juifs. [Varga emploie un mot qui évoque le « débarquement », Gerhard Duda aimerait un autre mot]

Litvinov, Radek. Sverdlov est mort du vivant de Lénine. Litvinov a échappé de justesse à l'arrestation. Tous les autres ont été exterminés. L'élimination des Juifs de tous les postes de direction se poursuit en fait jusqu'à aujourd'hui. En 1964, il n'y a qu'un seul Juif au Comité central (si je ne me trompe pas) : V. E. Dymic ; pas un seul dans l'appareil du Comité central et du ministère des Affaires étrangères. Il n'y a pas de directeur juif d'un institut scientifique de l'Académie ; pas de membre juif de la Présidence. A l'université de Moscou, il existe un "numerus clausus" silencieux : on refuse plus de 3% d'étudiants juifs. Tout cela en silence - officiellement nié.⁴³

La création d'Israël comme patrie juive particulière a bien sûr eu un effet très amplificateur sur l'antisémitisme traditionnel en Russie :

En 1964, l'antisémitisme voilé de l'Union soviétique est apparu sans crier gare sur la scène internationale. Un ouvrage "scientifique" de 200 pages, intitulé "Le judaïsme sans embellissement"⁴⁴, a été publié en Ukraine. Je n'ai pas eu l'occasion de voir ce livre. Mais les citations détaillées et les reproductions des illustrations dans des revues étrangères montrent clairement que la source principale était le "Stürmer" de l'époque hitlérienne en Allemagne ! Il a été publié avec l'autorisation de l'un des secrétaires du comité central du PC ukrainien.⁴⁵

La parution de cet "ouvrage" a suscité des protestations de la part des partis communistes occidentaux, qui comptent de nombreux membres de l'intelligentsia juive. Il a dû être retiré de la circulation. (Mais il a été rapidement réimprimé aux États-Unis). La "commission idéologique" du Comité central,

⁴³ La persécution silencieuse des juifs a atteint son apogée dans la dernière année de la vie de Staline (arrestation de la fine fleur de la science médicale, sous prétexte de sabotage délibéré ! élimination de presque tous les médecins juifs de l'hôpital du Kremlin, etc. Juste avant la mort de Staline, Česnokov, alors membre de la "commission idéologique" du Comité central, a remis à Staline un mémorandum dans lequel il était "prouvé", citations de Marx à l'appui, que les Juifs ne pouvaient jamais être des partisans honnêtes du socialisme et proposait d'exiler tous les Juifs en Sibérie ! Ma fille m'a dit avec le plus grand sérieux que les baraques étaient déjà prêtes à accueillir les Juifs en Sibérie ! Je ne le croyais pas : le poids des savants juifs en physique atomique était et reste trop important pour cela.

⁴⁴ Titre original du livre en russe : "Judaizm bez prikras". [*Der Stürmer* était l'hebdomadaire antisémite de Julius Streicher]

⁴⁵ On disait qu'il avait été publié par la maison d'édition de l'Académie des sciences d'Ukraine : mais le "Neue Zürcher" rapporte qu'il a été imprimé par l'imprimerie de l'Académie, et non pas édité par l'Académie elle-même.

avec L.F. Il'ičev [Ilitchev] à sa tête, a publié une condamnation très timide de la brochure.

Il semble que cela ne soit pas un cas exceptionnel en Ukraine. Le camarade Kronrod, de retour d'Ukraine au printemps 1964, m'a raconté qu'on lui avait lu là-bas quelques pages d'un roman qui venait de paraître. Le roman traite de l'année 1918 en Ukraine. Il met en scène un commissaire, Leisermann, qui fait fusiller de nombreux Ukrainiens et Russes. L'auteur donne quelques pages de "philosophie" à ce sujet. Pourquoi fait-il fusiller des Russes et des Ukrainiens ? Il y a des Leisermann partout en Ukraine : à Kiev, à Char'kov, etc. Il y en a des riches et des pauvres. Mais tous poursuivent le même objectif : faire le plus de mal possible aux peuples russe et ukrainien !

Je n'ai aucune raison de douter de la véracité de cette information.⁴⁶

Mais de même que le parti a dû payer la position privilégiée de ses membres par la perte de son influence politique, de même les membres de la haute bureaucratie, les dirigeants du parti, doivent payer leur niveau de vie - équivalent à celui des millionnaires américains - par la perte totale de leur indépendance politique !

Ils peuvent harceler et tyranniser leurs subordonnés, tous ceux qui ont besoin d'eux, mais malheur à eux s'ils osent exprimer quoi que ce soit qui ne corresponde pas entièrement à l'opinion de Khrouchtchev. Ce qu'il dit est aussi légal aujourd'hui que ce qu'il disait du vivant de Staline. Pas de contradiction, pas de polémique, seulement des applaudissements et des battements de mains !⁴⁷

Accessoirement : une telle situation, si elle dure suffisamment longtemps, doit provoquer une mégalomanie, comme ce fut le cas pour Staline, Hitler et Mussolini. La tentative politiquement insensée de Khrouchtchev en 1960 de contraindre la Chine, un pays de 600 millions d'habitants doté d'un gouvernement ferme et dont la population - libérée de cent ans d'humiliation par les conquérants étrangers - vit une grande renaissance nationale générale, à suivre son diktat politique par des moyens de pression économique (rappel de

⁴⁶ En 1956, à l'époque de la contre-révolution hongroise, Khrouchtchev disait en cercle restreint : "L'erreur, c'est qu'il y avait trop de Juifs dans le gouvernement Rákosi".

⁴⁷ Je ne sais pas ce qu'il en est dans les réunions des plus hauts dirigeants, du secrétariat et du présidium du parti. Mais de nombreux signes indiquent que là aussi, l'opinion de Khrouchtchev est inconditionnellement décisive...

tous les spécialistes russes, déchirure unilatérale de centaines de contrats d'assistance technique et de livraison de machines, suspension de l'octroi de crédits) (comme le font Ulbricht, A. Novotny, etc.) ne s'explique que par la mégalomanie et non par des considérations politiques réfléchies...⁴⁸

L'essor national en Chine ne se limite pas aux Chinois vivant en Chine même : de nombreux Chinois vivant à l'étranger y participent également. Quelques exemples :

a) Un certain nombre d'éminents savants chinois, qui occupaient des postes très bien rémunérés dans le monde capitaliste, sont rentrés en Chine après la révolution. Ainsi, le physicien nucléaire Hsue-Hen Tsien, expert en aérodynamique formé aux Etats-Unis et qui, selon "Newsweek", connaissait tous les secrets nucléaires américains, est retourné en Chine il y a huit ans, abandonnant son poste très bien payé aux Etats-Unis. Selon la même source, il est aujourd'hui directeur du programme de missiles chinois : un autre physicien nucléaire : le physiologiste de renommée mondiale Tchang, etc.

b) De nombreux riches commerçants chinois vivant à l'étranger envoient volontairement des devises chez eux.

c) La plupart des Chinois de la deuxième ou troisième génération vivant en Inde, en Indonésie, etc., ayant le choix entre abandonner leur nationalité chinoise ou leur vie, ont choisi cette dernière option et sont rentrés chez eux...

d) En 1962, lorsque la sécheresse a provoqué la famine dans le sud de la Chine, de nombreux Chinois ont afflué à Hong Kong : mais les agents de Tchang Kaï-chek n'ont pas réussi à convaincre un seul Chinois du continent d'émigrer à Taiwan. ("Times")

Il s'agit d'une grande différence historique par rapport à l'Union soviétique. L'ère soviétique a commencé avec l'humiliante paix de Brest-Litovsk, qui a

⁴⁸ Un autre triste exemple dans un autre domaine. Fin 1959 ou début 1960, le grand physicien I. V. Kurchatov a remis à Khrouchtchev un document portant les signatures de la fine fleur des sciences naturelles soviétiques : académiciens, physiciens, chimistes, biologistes, etc. (J'ai eu l'honneur de cosigner le document). Le document démontrait les dommages causés par le monopole de T. D. Lysenko dans le domaine de la biologie et soulignait la nécessité de réhabiliter la génétique scientifique. Lorsque Kurchatov demanda la réponse de Khrouchtchev à la prochaine occasion, celui-ci déclara : "La biologie n'est pas une mathématique : la biologie, je la comprends moi-même" (information de seconde main, mais fiable.). Cette réponse témoigne d'un degré inégalé d'ignorance et de mégalomanie !

enlevé à l'Union soviétique de vastes territoires conquis auparavant - parfois il y a longtemps -, ce que les citoyens russes ordinaires ont ressenti comme un coup dur. L'ère soviétique a également débuté par une période de grande détresse économique, qui avait déjà commencé dans les dernières années de la Première Guerre mondiale. (En 1921, Moscou manquait encore cruellement de nourriture : l'électricité faisait défaut, si bien que le tramway ne circulait pas encore le 1er mai. Au lieu d'un essor national, les citoyens moyens eurent un sentiment d'humiliation nationale : beaucoup quittèrent le pays, non seulement les capitalistes eux-mêmes, mais aussi les savants, les ingénieurs, etc. Ce n'est que bien plus tard que l'on a assisté à une vague de réémigration (I. Erenburg, etc.).

Le sentiment d'une renaissance nationale en Chine fait que l'exaspération face à la séparation de Taiwan, à la pression militaire des Etats-Unis (la 7^e flotte à Taiwan), à la non-reconnaissance de la Chine par les Etats-Unis, l'Allemagne de l'Ouest et surtout le refus de Khrouchtchev d'accorder l'aide promise pour la fabrication de bombes atomiques, ce que beaucoup de Chinois considèrent comme une condition préalable à leur reconnaissance en tant que puissance mondiale, est d'autant plus forte...

[Le règne de la bureaucratie en Union soviétique et ses conséquences].

Le résultat final de tout le développement après la mort de Lénine est l'émergence d'un Etat gouverné par la bureaucratie, avec d'abord Staline et maintenant Khrouchtchev à sa tête, à la place de "l'Etat ouvrier avec distorsion bureaucratique" des années 20.⁴⁹ Il en résulte une contradiction criante entre l'idéologie officielle, proclamée sans cesse et avec insistance, et l'idéologie réelle de la bureaucratie au pouvoir.

L'idéologie réelle de la bureaucratie au pouvoir pourrait se résumer à peu près comme suit :

1) Maintien de la paix, même aux dépens d'autres pays socialistes. La deuxième partie de la phrase est en contradiction avec l'idéologie officielle de

⁴⁹ Les lèche-culs de Khrouchtchev ne cessent de répéter qu'il a rétabli l'approche "partisane" de la politique. Ce n'est le cas qu'en apparence. Staline n'avait pas convoqué le plénum du Comité central. Khrouchtchev oui : mais avec 6 000 participants, ce qui rend évidemment impossible toute délibération. Ce ne sont pas des séances du plénum, mais des assemblées populaires périodiques.

l'internationalisme prolétarien. Son existence est prouvée par le retrait des missiles soviétiques de Cuba suite à la menace de guerre des Etats-Unis.⁵⁰

2) La force militaire et économique de l'Union soviétique doit être maintenue et développée, même au prix d'une baisse du niveau de vie des paysans et des ouvriers. Le premier point est conforme à l'idéologie officielle, le second est en contradiction flagrante avec la doctrine officielle selon laquelle le principal souci de la direction est d'accroître le bien-être de l'ensemble du peuple.

3) Le rôle dirigeant de la bureaucratie doit être maintenu et renforcé.

Le raisonnement de la haute bureaucratie est à peu près le suivant :

Nous sommes les élus, les meilleurs, les plus intelligents. Nous sommes responsables de l'empire soviétique. Les paysans et les ouvriers sont paresseux, indolents, ignorants : nous devons les encourager à travailler en les payant au rendement : si nécessaire - en particulier les paysans - par des mesures coercitives. Nous devons tout planifier, tout prescrire, tout contrôler : ce que les paysans cultivent et quand, quand ils récoltent, combien ils doivent verser à l'Etat, combien de bétail ils doivent ou ne doivent pas élever, etc. Nous devons planifier la production industrielle - pour un, sept ou vingt ans à l'avance : le plan que nous établissons est la loi. Nous devons planifier le développement de

⁵⁰ L'affirmation des dirigeants de l'Union soviétique selon laquelle Cuba serait ainsi préservée d'une intervention future est dénuée de tout fondement. Conformément à la Constitution américaine, ce n'est pas le président mais le Congrès qui décide de la question : guerre ou paix. Une promesse de non-intervention de Kennedy n'engage ni le Congrès, ni le successeur de Kennedy. Je crains que - vers 1965 - l'Union soviétique ne soit à nouveau confrontée au choix suivant : la troisième guerre mondiale ou laisser le socialisme s'installer à Cuba. L'intervention des Etats-Unis n'a pas besoin d'être directe : des troupes de Cubains bien équipées par les Etats-Unis peuvent attaquer avec le Venezuela ou le Honduras ou un autre Etat d'Amérique centrale ; mais les Etats-Unis déclarent toute intervention de l'Union soviétique comme un acte de guerre sur le continent américain et y répondent par une menace de guerre... L'Union soviétique ne mènera pas de guerre mondiale pour Cuba... Une sorte de répétition générale a eu lieu au printemps 1963. Les Américains ont survolé quotidiennement le territoire de Cuba. A une protestation de l'Union soviétique, les Etats-Unis répondirent immédiatement et effrontément : ces vols de reconnaissance remplaçaient l'inspection sur place de l'ONU convenue avec Khrouchtchev, mais rejetée par Castro. Le péché de Khrouchtchev à l'époque - son accord avec Kennedy sans consultation de Castro - se retourne contre lui.

Qu'a fait Khrouchtchev pour remédier à l'insolence américaine ? Il a demandé à U Thant d'enquêter sur l'affaire ! Cela s'est fait en toute discrétion, je ne sais même pas si les journaux et les radios russes en ont parlé. En tout cas, les Américains continuent tranquillement leur vol au-dessus de Cuba.

la science et prescrire aux savants la manière dont ils doivent mener leurs recherches scientifiques, afin qu'ils ne se perdent pas dans des études théoriques et ne perdent pas de vue les objectifs pratiques. Nous devons prescrire aux écrivains et aux artistes comment et ce qu'ils doivent créer pour "servir le bien du peuple et le socialisme". Nous, les hommes politiques, comprenons tout mieux que les autres : nous sommes responsables de tous les domaines de l'activité humaine. Nous déterminons le revenu des kolkhoziens, le salaire des ouvriers, le salaire des différentes catégories de travailleurs intellectuels.

4) Comme notre travail est d'une importance décisive pour l'Etat soviétique, comme notre responsabilité est incommensurable, nous devons être libérés de tout souci matériel : notre revenu doit être suffisamment élevé pour cela !

Les plus hauts dirigeants de la bureaucratie prennent tout ce qu'ils veulent de l'État. En revanche, la bureaucratie parvient de plus en plus à transmettre ses hautes positions à ses enfants. Cela se passe de la manière suivante :

Un bureaucrate de haut rang A prend chez lui le fils ou la fille de son collègue de haut rang B pour travailler dans une bonne position et avec une promotion en dehors des rangs. En contrepartie, B engage éventuellement chez lui C, le fils ou la fille de A, dans des conditions favorables similaires. Les enfants accèdent ainsi à des postes élevés du vivant de leurs parents. Je connais d'innombrables cas concrets. Une main lave l'autre et les deux se salissent...

Le président des Etats-Unis a un salaire fixe ; la reine d'Angleterre a une liste civile fixe ; ils ne peuvent pas prendre plus de l'Etat. Il n'y a que chez nous - comme en Arabie saoudite ou au Koweït - que les dirigeants de l'État utilisent légalement les revenus de l'État à des fins privées, selon leur bon vouloir...

Ce revenu illimité n'existe que tant que quelqu'un occupe la position "correspondante". Il prend la forme d'une allocation de l'Etat et ne peut évidemment pas être transformé en capital privé générant des bénéfices. C'est pourquoi certains camarades "dirigeants" cherchent à faire des "économies" sous forme d'accumulation d'objets précieux.⁵¹

⁵¹ F.R. Kozlov, successeur presque officiel de Khrouchtchev jusqu'au début de l'année 1963, a dû être écarté de la vie politique car il était lié aux spéculateurs sur les devises de Leningrad et cherchait à les protéger (pas officiellement, mais de manière fiable).

L'exemple des plus hauts dirigeants est suivi de manière semi-légale par toute la bureaucratie : il dégénère dans les couches les plus basses en simple vol et en corruption, qui s'étend également aux ouvriers.⁵² Tout cela est en contradiction flagrante avec l'idéologie officielle de la morale communiste !

5) L'idéologie des bureaucrates individuels est de grimper dans l'échelle par tous les moyens - hypocrisie, léchage de cul envers les plus hauts placés, intrigues envers les concurrents.⁵³

Ce n'est pas une particularité de la bureaucratie soviétique ; elle était déjà brillamment décrite il y a plus de cent ans par Balzac dans son roman "Les Employés". Aujourd'hui, ce comportement est en contradiction ouverte avec l'idéologie officielle...

Cette contradiction entre l'idéologie officielle et l'idéologie réelle des gouvernants a pour conséquence de creuser le fossé entre eux et les travailleurs. Ces derniers rient ou maudissent les journaux, la radio et les discours qui proclament l'idéologie officielle en phrases à haute voix. Les journaux ne sont pas lus ; à la radio, on n'écoute que la musique, le sport et les prévisions météorologiques. D'autre part, la bureaucratie elle-même ne croit évidemment pas non plus à l'idéologie qu'elle proclame (à l'exception des aspirations à la paix et au renforcement du pouvoir de l'Etat) : d'où un cynisme généralisé jusque dans les jeunes étudiants des "meilleurs" milieux. Aller de l'avant à tout prix et par tous les moyens, telle est l'essence : tout le reste n'est que bavardage vide de sens...

La femme de N.A. Boulganine aurait "épargné" toute une fortune sous forme de brillants, de fourrures et autres pendant le mandat de premier ministre de son mari. (Ces deux faits sont rapportés par des rumeurs, non confirmées, mais probables).

⁵² En 1963, les journaux russes ont rapporté qu'un chauffeur s'était arrêté avec un chargement de pain blanc devant un magasin qui vendait du pain, et qu'il avait proposé le chargement au responsable à un prix modique : le responsable a acheté les biens de l'État volés.

⁵³ Un épisode caractéristique de ma propre expérience. Parmi les dirigeants actuels, j'ai eu le plus souvent affaire à Ponomarev dans le cadre de notre travail. A l'époque du régime de Malen'kov, je l'ai trouvé une fois au CC dans une nouvelle pièce, dans les bureaux mêmes de Malen'kov. Lorsque je lui ai demandé pourquoi il avait changé de lieu de travail, il m'a donné une réponse laconique : "Plus proche de la direction". Au passage, il est l'un des rares membres de la direction à connaître très bien l'œuvre de Lénine : Il a longtemps travaillé comme assistant de Dimitrov au sein de la Comintern. Nous l'appelions en plaisantant "la conscience théorique de Dimitrov".

Une évolution similaire s'est produite dans les pays socialistes européens, en grande partie à l'instar de l'Union soviétique, en partie sur ses instructions directes.⁵⁴

Mais les différences de revenus sont nettement moins importantes qu'en Union soviétique et le fossé entre la bureaucratie et les travailleurs est moins profond. Il y a des exceptions : les Varsoviens montrent fièrement aux visiteurs soviétiques le simple immeuble dans lequel "leur" Gomulka habite aujourd'hui - comme autrefois - un petit appartement, racontent comment sa femme fait elle-même les courses et fait la queue comme toutes les autres femmes au foyer...

En revanche, Tito lui-même semble dépasser Khrouchtchev en termes d'investissement personnel. Lors de son voyage en Amérique du Sud en 1963, il avait (selon le journal zurichois) une suite de 104 personnes, dont six médecins ! (Chou En-lai, lors de sa grande tournée africaine début 1964, s'est contenté de 60 personnes, traducteurs et gardes inclus, et de seulement deux médecins).

*

* *

C'est l'un des problèmes décisifs de toute l'évolution du monde socialiste : l'éclatement de la société socialiste en couches aux revenus très différents (comme dans le capitalisme) est-il un processus historique inévitable, objectivement conditionné, ou simplement une particularité du socialisme soviétique, qui s'est également étendue (dans une moindre mesure) aux pays d'Europe de l'Est ? Dans le premier cas, le socialisme perd son sens. En 1964, après 46 ans de révolution socialiste, les ouvriers et les paysans de l'Union soviétique sont beaucoup moins bien lotis matériellement que ceux des principaux pays capitalistes. Même leur liberté par rapport au joug du capitalisme est partiellement compensée par l'arbitraire de la bureaucratie et la restriction de la liberté de circulation : les ouvriers, en particulier les

⁵⁴ Après la libération de la Hongrie, Rákosi a vécu dans une maison individuelle ordinaire de cinq pièces, comme en avaient des centaines de médecins, d'avocats et d'architectes à Budapest avant la révolution. (J'habitais encore chez lui en 1946 avec ma femme, en tant qu'invité, lorsque j'ai aidé à stabiliser la valeur de l'argent). Un jour, comme Rákosi me l'a raconté plus tard, Vorochilov, le souverain résident du pays, s'est présenté chez lui - il a visité l'appartement et l'a déclaré indigne du secrétaire général du parti et n'offrant aucune protection contre les attentats. Au bout de quelques années, Rákosi habita dans une maison spacieuse, entourée d'un grand parc et étroitement surveillée, dans laquelle un ascenseur menait au deuxième étage...

kolkhoziens, peuvent difficilement changer de travail. Si le système de gouvernement actuel n'est pas radicalement modifié, il n'y a aucune chance que, dans un avenir historiquement prévisible, les travailleurs de l'Union soviétique puissent vivre mieux, ou même au même niveau, que la majorité ou la moyenne des travailleurs américains, anglais ou ouest-allemands. (En 1964, le salaire hebdomadaire moyen des travailleurs de l'industrie de transformation aux États-Unis dépassait 100 dollars ; en Union soviétique, le salaire mensuel moyen était d'environ 100 roubles. La comparaison du pouvoir d'achat du dollar et du rouble est très difficile et peu fiable, mais il nous semble qu'en 1964, le pouvoir d'achat du dollar - en tenant compte de toutes les dépenses d'un ménage ouvrier - est supérieur d'environ 20 % à celui du rouble. Mais si les travailleurs vivent moins bien, si les différences de revenus après 46 ans de révolution socialiste ne sont en fait pas moins importantes que sous le capitalisme, si la tendance à l'égalitarisme toujours inhérente au socialisme est décriée et tournée en dérision, que doit devenir le socialisme en Union soviétique (et dans les pays européens) ? Vers quoi se dirige-t-il ? Vers le communisme ? Ou vers la perpétuation du règne actuel de la bureaucratie et de la répartition inégale et injuste des revenus ?

C'est l'un des problèmes fondamentaux du socialisme et de toute l'histoire de l'humanité !

Mais le problème est encore plus profond. La question qui se pose est la suivante : une société dans laquelle l'avantage individuel de chaque individu est le motif principal, voire unique, du travail - un motif qui a toujours été valable pour le capitalisme - peut-elle rester une société socialiste ou ne doit-elle pas dégénérer en une forme quelconque de capitalisme!⁵⁵

Selon le programme du PC de l'Union soviétique, le communisme devrait produire une telle abondance de biens que le motif de l'intérêt personnel deviendrait caduc. Nous ne savons pas quand cela se produira. Comme nous l'avons expliqué ailleurs, il semble difficile d'imaginer que la bureaucratie dirigeante renonce aux serviteurs personnels.

⁵⁵ La revue marxiste américaine sans parti "Monthly Review" de 1964 écrivait dans un article intitulé "Transition pacifique du socialisme au capitalisme" à propos de la Yougoslavie qu'il n'y avait certes pas de capitalisme ouvert, mais une société entièrement construite sur l'intérêt personnel comme motif d'action et qui devait tôt ou tard déboucher sur le capitalisme. Tito lui-même a récemment déclaré que des intermédiaires s'interposaient entre les producteurs et les consommateurs et prélevaient la crème.

Les lecteurs - s'il y en a un jour - pourraient demander : quel est le rapport entre tout cela et la question du conflit entre la Chine et l'Union soviétique ?

Beaucoup de choses !

Nous pensons que l'une des raisons les plus profondes du conflit, même si elle n'a jamais été exprimée, est que, bien que le rôle dirigeant des dirigeants du parti soit tout aussi indiscutable en Chine qu'en Union soviétique, il n'y a pas eu de division de la société en classes à très hauts et à très bas revenus, et ce bien que 15 ans se soient déjà écoulés depuis le triomphe de la révolution - à peu près autant qu'en Tchécoslovaquie ou en Hongrie. (En Union soviétique, 15 ans après la Révolution d'Octobre - si je me souviens bien - le "maximum du parti" a été aboli).

Il est évidemment très difficile pour quelqu'un qui n'est jamais allé en Chine et qui ne maîtrise pas la langue chinoise de se faire une idée de la situation réelle en Chine. Mais j'ai essayé de lire tout ce qui a été imprimé dans les langues européennes sur la Chine d'aujourd'hui. Tous ceux qui sont allés en Chine, même les visiteurs les plus hostiles, s'accordent à dire qu'il existe un esprit général d'austérité, de renoncement, une aspiration à l'égalité au sein de la pauvreté ("austerity"), à commencer par Mao et jusqu'aux fonctionnaires les plus modestes.⁵⁶ Cet esprit de renoncement se manifeste par exemple dans le fait que chaque homme n'a que deux costumes, un bleu pour le quotidien et un brun pour les jours fériés ; qu'il est louable que quelqu'un ne consomme pas toute sa ration alimentaire, etc.⁵⁷ La différence est en partie une différence de génération.

La classe dirigeante de l'Union soviétique est composée, à de très rares exceptions près (Mikoyan et Kuusinen)⁵⁸, de personnes qui n'ont pas participé à

⁵⁶ Un de mes élèves, qui a enseigné pendant un an en Chine, m'a raconté comment les Chinois regardaient de haut les femmes des spécialistes russes qui - dès qu'une marchandise de meilleure qualité apparaissait dans les magasins chinois - se précipitaient pour les acheter, alors qu'elles bénéficiaient d'un bon approvisionnement spécial. Tous sont rentrés à Moscou avec d'innombrables valises pleines.

⁵⁷ L'homme politique français Mitterrand, qui fut l'hôte de Mao pendant plusieurs heures, rapporta que l'hospitalité se résumait à du thé et des cigarettes.

⁵⁸ A. I. Mikoyan a participé à la révolution en Azerbaïdjan, O. V. Kuusinen en Finlande. Aujourd'hui, aucun d'entre eux ne joue plus de rôle politique. Tous deux ont su s'adapter avec brio : à Staline, à Malen'kov, à Khrouchtchev. Lorsque la direction de la Comintern discutait avec Staline, Kuusinen sténographiait chacune de ses paroles, pour son propre usage. Il attaqua violemment ses anciens camarades de la Comintern : Trotski, Zinov'ev, Molotov, etc. afin de s'attirer les faveurs du pouvoir en place. Il est mort en 1964. Sa dernière "œuvre" a été

la révolution elle-même : ils étaient alors enfants ou sont même nés après la révolution. Ils ont reçu leur formation intellectuelle à l'époque stalinienne. Ils sont généralement habitués à un niveau de vie relativement élevé depuis leur jeunesse. La "Monthly Review" américaine, organe de marxistes sans parti (Sweezy, le regretté Baran, etc.) écrit en décembre 1963 dans un article qui défend le point de vue russe contre la Chine :

"Les Russes... sont une puissance mondiale post-révolutionnaire qui cherche davantage à préserver la paix dans le monde qu'à promouvoir des révolutions dans d'autres pays". (...) Les Russes ne tenteront pas eux-mêmes d'exporter la révolution... ils ne prendront pas le risque d'une confrontation nucléaire, sauf pour se défendre ou défendre un allié..."⁵⁹

La couche dirigeante du parti chinois se compose exclusivement de personnes qui ont participé à une guerre révolutionnaire de 22 ans ; ce sont des gens endurcis par le danger, habitués aux privations.⁶⁰

La différence saute aux yeux lorsque nous comparons les photographies de nos dirigeants avec celles des dirigeants chinois. Chez nous - à de rares exceptions près - des personnages très bien nourris, voire gros, bien soignés et bien habillés : chez les Chinois - presque sans exception - des personnes maigres, vêtues des mêmes costumes sobres, ne se distinguant pas extérieurement de la masse des travailleurs. Tout le mode de vie du cercle dirigeant chinois est certainement une abomination pour notre bureaucratie, un retard indigne !

La différence se manifeste également dans les méthodes de gouvernement. Chez nous, la bureaucratie, l'appareil d'État commande aux travailleurs, en particulier aux paysans, et impose ses ordres, si nécessaire par l'usage de la force.

En Chine, il semble que l'on compte sur l'opinion des paysans. Mao a dit lors de son entretien avec Mitterrand : "On ne peut pas dominer 500 millions de paysans".

une attaque virulente contre la Chine. [En juillet 1929, au X^e Plenum du CEIC, Kuusinen avait conduit l'offensive critique contre Varga... Il s'en souvient bien.]

⁵⁹ Monthly Review, n° 12, p. 450-451.

⁶⁰ Le Parti communiste chinois lui-même est beaucoup plus jeune que le PCUS : il a tenu son premier congrès en 1921 et ne comptait alors que 58 membres, en 1925 : 950, 1927 : 58.000, dont une majorité de paysans ou de soldats issus de la paysannerie. Cf. Očerki istorii Kitaja v novejše vremja, M. 1959, p. 28.

Le "Times" écrit :

"Il se peut que le paysan manque de nourriture et que la vie soit plus dure que jamais au cours des prochains mois, mais d'un point de vue idéologique, il n'a jamais été aussi bien loti. Ses plaintes sont écoutées, les récompenses qui lui sont dues lui sont accordées, et lorsqu'il critique l'organisation rurale, il a probablement plus de liberté et moins de crainte d'être fustigé comme contre-révolutionnaire que jamais depuis que les communistes ont pris le pouvoir...

Le paysan peut maintenant jouir du fruit de sa parcelle privée et de la production artisanale de sa famille qui peut être vendue librement dans les foires rurales...

En même temps, une campagne est menée pour améliorer la qualité des cadres de niveau inférieur qui sont le lien entre le gouvernement et les paysans. Il est désormais probable que l'alphabétisation et l'expérience favorisent une circulation à double sens dans ces relations. Se sentant libre de répondre, le paysan peut critiquer de manière constructive les méthodes communistes sur le terrain..."⁶¹

Il semble que les relations entre les gouvernants et les paysans soient bien meilleures en Chine que chez nous.

Nous trouvons de nombreuses déclarations similaires dans les journaux bourgeois hostiles.

De plus, toute la politique économique chinoise tient manifestement beaucoup plus compte des intérêts des travailleurs que chez nous. Après l'échec de la tentative de "saut" dans le communisme - l'alimentation en commun dans les communes, l'abolition complète de la production privée des paysans sur leurs petites terres en dehors des communes - parce qu'elle était historiquement prématurée -, toute la politique économique a été réorientée : Priorité à l'agriculture (les gens doivent avant tout manger à leur faim), puis à l'industrie légère (les gens doivent avoir des vêtements) et en troisième lieu à l'industrie lourde.

En outre, même si les grandes communes ont été divisées en unités de brigade dans le domaine de la production, et si la production privée des paysans autour de leurs maisons a été à nouveau autorisée, la bureaucratie centralisée pour le parti, le soviet, l'armée, etc. a été maintenue. C'est une grande et avantageuse

⁶¹ Times, 10.11.1963.

différence par rapport à notre système, où, dans le même domaine, des bureaucraties particulières du parti, du kolkhoze, du soviet, du syndicat, de l'armée et de la police compliquent la vie des gens. La relation entre la classe dirigeante et la grande masse des travailleurs est plus sincère que chez nous. Notre propagande proclame mille fois que le parti et le peuple, le gouvernement et le peuple ne font qu'un, qu'il n'y a plus aucune contradiction au sein de la société soviétique. Et ce, malgré le sabotage silencieux des paysans des kolkhozes, les pillages et les grèves des ouvriers. Mao écrit ouvertement et à plusieurs reprises qu'entre le gouvernement et le peuple, entre le parti et le peuple, il y a des contradictions, même si elles ne sont plus antagonistes, qui doivent être réglées en permanence.

Enfin, il y a la différence d'histoire entre les deux peuples. Nous ne pouvons évidemment pas nous étendre sur ce sujet. Il suffit de dire que la culture chinoise est plus ancienne de plusieurs milliers d'années que la culture russe et que la culture européenne en général, y compris la Grèce antique.⁶²

Jusqu'à la révolution industrielle, la culture matérielle chinoise était nettement supérieure à celle de l'Europe. La plupart des beaux matériaux : la porcelaine, la soie, les laques proviennent de Chine, tout comme le papier, l'aiguille aimantée et probablement aussi la poudre à canon. L'Europe d'avant la révolution industrielle n'a rien à envier à la Grande Muraille, au système de canaux chinois ou aux systèmes d'irrigation du Sichuan vieux de 3000 ans. La meilleure volaille d'Europe venait de Chine : les fameux porcs "anglais" sont issus d'un croisement entre d'anciens porcs anglais et des porcs chinois, etc.

Pendant très longtemps, la Chine, "l'Empire du Milieu", a été le premier État culturel du monde, en particulier d'Asie. Comme les Romains en leur temps, les Chinois considéraient tout étranger, tout non-chinois comme un "barbare" : une idéologie qui a laissé des traces jusqu'à aujourd'hui.

Ce n'est que parce que la Chine s'est complètement isolée du monde extérieur que, depuis la révolution industrielle, c'est-à-dire depuis 200 ans, elle a pris un retard considérable par rapport à l'Europe dans le domaine de la technique, de la

⁶² Voir le grand ouvrage du grand savant anglais Needham, qui vit en Chine : "Cultur and Science in China". (Je n'ai malheureusement lu que le premier des six volumes, mais il donne une image générale). Le célèbre livre de Marco Polo sur la Chine (Cathay, comme il l'appelle) à l'époque de Kubilai-Khan, montre également que la Chine possédait une culture intellectuelle et artisanale très développée, alors que la majeure partie de la Russie était encore couverte de marécages et de forêts.

production et de l'armée, et qu'elle a par conséquent été réduite pendant un siècle à une demi-colonie européenne...

La culture intellectuelle de la Chine était bien sûr - comme partout où le développement des forces productives est faible - le privilège d'une minorité...

Nous ne nous attarderons pas sur la spécificité de la culture russe, historiquement beaucoup plus courte et de nature très différente. Il ne fait aucun doute que la très grande diversité de son histoire est l'une des causes de la querelle des deux partis.

[*Les questions litigieuses entre la Chine et la Russie*]

Nous allons maintenant essayer d'analyser les différents points de désaccord entre les deux partis, à peu près dans l'ordre où ils sont apparus. Nous partons du principe que lorsque des frères se disputent, il est probable que ni l'un ni l'autre n'ait raison ou tort sur tout : que la base des divergences d'opinion doit être recherchée dans l'évolution historique différente des deux pays, de leurs partis, de leurs cadres dirigeants, comme nous l'avons expliqué plus haut. Nous verrons que dans certains cas - à notre avis - les deux ont tort !

Première question litigieuse :

L'évaluation du rôle historique de Staline

"Déformé par la haine et la faveur des partis, son portrait plane dans l'histoire".

Fr. Schiller : "Guillaume d'Orange".

Comme tout le monde le sait, Khrouchtchev avait présenté un rapport secret au XX^e congrès du parti. Il avait révélé toutes les ignominies du régime de Staline sur la base de documents secrets. Bien que ce rapport n'ait jamais été imprimé (en Union soviétique), il est devenu de notoriété publique dans le pays et à l'étranger.⁶³

L'image que Khrouchtchev donne de Staline est celle d'un tueur de masse fou, rien de plus !

⁶³ Je ne sais pas quand et comment cela s'est passé. Tout d'abord, le rapport n'a été rendu accessible qu'à un petit nombre de personnes. Les académiciens communistes ont été convoqués un jour au Comité central, où le texte du rapport nous a été lu sous le sceau du secret, avec l'obligation de ne pas en dire un mot. Quelques semaines plus tard, le même texte a été lu dans les réunions des cellules d'entreprise du parti. On m'a raconté de manière assez fiable que parmi les exemplaires envoyés aux partis étrangers, l'un d'entre eux était parvenu entre les mains d'un journaliste américain (soi-disant en Pologne). Une fois que le texte a été imprimé à l'étranger et diffusé par la radio, il n'y avait plus de raison de le garder secret chez nous.

Dès le début, le PCC n'était pas d'accord avec cette évaluation.

Dans la brochure qui reflète les vues du bureau politique du parti chinois, on peut lire ce qui suit :

"Tout le monde sait que la vie de Staline, malgré certaines erreurs graves dans les dernières années de sa vie, a été celle d'un grand révolutionnaire, d'un marxiste-léniniste. (...)

(...) : bien que les erreurs de Staline aient causé à l'Union soviétique des dommages qui n'auraient pas dû être, l'Union soviétique socialiste s'est néanmoins considérablement développée sous la direction de Staline. Ce fait irréfutable ... témoigne du fait que Staline était malgré tout un communiste ferme.(...) Nous sommes d'avis que les erreurs de Staline ne viennent qu'en deuxième position par rapport à ses réalisations "64.

Après l'intensification du débat, Mao répondit à la tentative de Khrouchtchev de présenter Staline comme un pur et simple monstre de la manière suivante :

"Peut-on vraiment croire que pendant 30 ans vous avez vécu sous la plus grande tyrannie de l'histoire de la Russie et non sous un régime socialiste ? Peut-on admettre que le Parti communiste soviétique, qui a mené tant de luttes révolutionnaires héroïques au cours des dernières décennies, avait pour chef suprême un idiot ? Est-il possible d'accepter que l'Armée rouge, qui a triomphé dans la guerre anti-fasciste, ait eu un imbécile comme commandant suprême ? Doit-on accepter que pendant 30 ans, la communauté internationale ait été dirigée par un assassin ?65

Il faut souligner ici que les Chinois étaient en accord avec le fait que l'on pouvait attendre de Staline tout ce qui était possible et impossible au cours de la dernière décennie de sa vie. C'est ce que prouve le fait suivant, qui m'a été rapporté personnellement par un membre du Secrétariat et candidat au Présidium du PCUS (je ne peux pas donner son nom, car il est encore en vie) :

⁶⁴ Ešče raz ob istoričeskom opyte diktatury proletariata, M. 1958, p. 13 (souligné par moi E.V.). [Cité ici et dans la suite de l'article d'après la traduction allemande : "Encore une fois sur les expériences historiques de la dictature du prolétariat.", Moscou 1957, p. 22-23. Il s'agissait de la publication d'un article officiel du journal chinois "Zhenminshipao", du 29.12.1956. L'article se basait sur la "discussion de la question mentionnée lors d'une réunion élargie du Bureau politique du Comité central du PC chinois". Cf. *ibid.*, p. 3].

⁶⁵ New Statesman, 20.9.1963, p. 346.

Avant que Mao ne se rende à Moscou pour célébrer le soixante-dixième anniversaire de Staline, le Politburo du parti chinois a pris la décision suivante : si Staline fait arrêter Mao à Moscou, la politique d'amitié avec l'Union soviétique doit néanmoins être poursuivie sans changement !

Les camarades chinois reconnaissent les erreurs suivantes de Staline dans la brochure mentionnée :

"(...) ; mais à côté de cela, il a accusé sans raison de nombreux communistes dévoués et de bons citoyens, ce qui a causé de sérieux dommages".⁶⁶

Cette formulation des arrestations massives et de l'extermination de presque tous les collaborateurs de Lénine, la fleur du parti, nous semble d'une douceur insupportable ! Il faut cependant considérer la diversité de la situation et de l'évolution historiques.

a) Dans la culture européenne et chrétienne, la vie humaine est beaucoup plus importante que dans la culture orientale, frappée depuis des temps immémoriaux par la surpopulation, les épidémies et les famines presque périodiques.⁶⁷

b) Les personnes exterminées par Staline chez nous étaient des inconnus pour les Chinois. Pour nous, ils étaient des parents proches, des amis chers, des élèves et des collaborateurs. Il est compréhensible que notre réaction soit beaucoup plus profonde et passionnée que celle des Chinois. Comme phénomène parallèle : en Chine, au cours de la révolution agraire, 800.000 "mauvais" propriétaires terriens ont été condamnés à mort et abattus par les paysans des différentes communes (selon des estimations plus ou moins fiables). Nous en avons pris connaissance avec une totale indifférence. Nous ne les connaissons pas et avons le sentiment que c'était bien fait pour eux...

Les autres erreurs de Staline, reconnues par les Chinois, sont :

"(...) il a manifesté une tendance au chauvinisme de grande puissance dans la décision de certaines questions concrètes ; (...)

⁶⁶ (Encore une fois sur les expériences historiques), p. 16.

⁶⁷ Un de mes anciens collaborateurs, le camarade Jakov Pevsner, se trouvait en 1942 à Shanghai, occupée par le Japon. Les corps des personnes mortes de faim gisaient - comme il le racontait - partout dans les ruelles. Personne ne s'arrêtait, personne ne s'occupait des autres. Tous les deux jours, des camions japonais venaient emporter les cadavres : Où ? Personne ne s'en souciait !

"Certaines erreurs de Staline dans les dernières années de sa vie se sont développées en fautes graves de caractère national et de longue durée et n'ont pu être corrigées à temps, précisément parce qu'il était, dans une certaine mesure et à un certain degré, détaché des masses et du collectif, parce qu'il violait les principes du centralisme démocratique du Parti et de l'État". (...)

"Dans les derniers temps de sa vie, les victoires et les éloges incessants montaient à la tête de Staline, et dans ses méthodes de pensée, il s'écartait partiellement mais sérieusement du matérialisme dialectique et tombait dans le subjectivisme".⁶⁸

L'évaluation du rôle historique de Staline par les camarades chinois est cependant aussi fondamentalement erronée que celle de Khrouchtchev au XX^e congrès. Les erreurs que les Chinois énumèrent ne sont pas décisives : elles sont historiquement réparables. Cela semble cynique, mais dans une perspective historique plus large, les souffrances de millions de personnes injustement enfermées dans des camps, la mort prématurée de peut-être un million de bons communistes, sont des épisodes historiquement temporaires.

Le péché irréparable de Staline est d'avoir transformé "l'Etat ouvrier avec des distorsions bureaucratiques" en un Etat de bureaucratie, comme nous l'avons écrit plus haut, en abolissant le "maximum du parti", en divisant la société soviétique en classes et en couches avec d'énormes différences de revenus, en réprouvant toute idée d'égalitarisme et de renoncement, et en embourgeoisant ainsi le mode de vie des couches aux revenus plus élevés, en particulier la bureaucratie. Le mot de Marx, selon lequel l'existence sociale de l'homme détermine son idéologie, s'applique sans aucun doute aussi à la bureaucratie actuelle à hauts revenus, même si elle assure son "internationalisme prolétarien".

Si un homme est responsable de ce changement fondamental de la société soviétique, c'est bien Staline !

Ce changement ne peut plus être annulé par des moyens pacifiques.⁶⁹ Même si Khrouchtchev lui-même (ou tout autre dirigeant) voulait revenir à la simplicité,

⁶⁸ (Encore une fois sur les expériences historiques), p. 16, 19-20.

⁶⁹ Khrouchtchev réduisit de manière non négligeable les salaires de la haute bureaucratie, des ministres, des généraux, des membres du présidium de l'Académie, etc. et supprima les "enveloppes", c'est-à-dire la subvention secrète des ministres dépassant le salaire officiel, etc. (On dit qu'ils furent réintroduits sous une autre forme.) Les innombrables privilèges restèrent cependant inchangés. La restriction n'a pas touché la bureaucratie du parti au plus haut niveau. Rien n'a changé dans l'essence.

à la modestie, au "minimum de parti" de Lénine, le pouvoir de la bureaucratie unifiée le balayerait de sa place... Seul un mouvement de masse antibureaucratique - concrètement impensable historiquement dans les conditions actuelles - pourrait imposer un retour au socialisme de Lénine...

Pourquoi les Chinois ne parlent-ils pas de ce péché historique décisif de Staline ? Ne connaissent-ils pas le changement qui s'est produit chez nous ?⁷⁰ Ou pensent-ils qu'il s'agissait d'un processus historique objectif, indépendant de Staline, qui se déroulera de manière similaire dans tous les pays socialistes ?

Je n'en sais rien ! Ce serait très triste si c'était le cas !

*

* *

La position des camarades dirigeants actuels de l'Union soviétique, qui occupaient déjà des postes élevés du vivant de Staline, vis-à-vis de la "question Staline" est très difficile.

A une question anonyme posée lors de la séance à huis clos du XX^e Congrès du Parti après les "révélations" sur Staline par Khrouchtchev, demandant pourquoi il n'avait pas lui-même élevé la voix contre les méfaits de Staline (il avait été secrétaire de l'Obkom de Moscou et membre du Présidium du PCUS), Khrouchtchev répondit :

"Dans ce cas, je ne serais pas ici".

Si nous analysons cette réponse, elle signifie : "Je suis un lâche qui a placé sa sécurité personnelle plus haut que l'intérêt du parti, du pays, que la vie de mes amis".

L'actuel maître de toutes les questions d'idéologie, L.F. Il'ichev, [Ilitchev] a adopté une autre ligne. (Il était rédacteur de la Pravda à l'époque de Staline et, je crois, membre du Comité central). Il déclare ainsi :

"Nous avons cru Staline".

⁷⁰ Un camarade digne de confiance qui était en Chine m'a informé qu'en 1962, le Comité central avait envoyé aux organisations du Parti la lettre d'un camarade chinois étudiant à Moscou, dans laquelle il exprimait son étonnement désapprobateur face aux énormes différences de revenus en Union soviétique.

Cela équivaut à dire : J'étais un imbécile ! Car seuls des imbéciles peuvent croire qu'il y aurait eu en Union soviétique plusieurs millions d'espions et d'assassins contre la vie de Staline...⁷¹

Une troisième version est apparue pendant une courte période : Staline était ce qu'il était, mais le parti avait mené une politique correcte malgré Staline, avait paré à ses erreurs.

Mais c'est un mensonge si plat qu'il a été abandonné après très peu de temps. Comme je l'ai dit plus haut, aucune décision prise par une instance centrale n'était valable tant que Staline ne l'avait pas signée. En province, on pouvait partiellement contourner une décision (en secret), mais jamais l'enfreindre ouvertement...

La question se pose également de savoir s'il était nécessaire et opportun de faire ces révélations : on aurait pu réparer le tort fait aux gens sans faire de bruit dans le monde entier.

Lors de ma première conversation à Moscou avec Lénine, le 20 août 1920, je lui ai demandé s'il était juste que je discute ouvertement et sincèrement de toutes les erreurs et difficultés dans mon livre sur la dictature prolétarienne hongroise en 1919 : "Les problèmes politico-économiques de la dictature prolétarienne" (Lénine avait déjà lu le livre). Certains camarades hongrois de premier plan pensaient que cela dissuaderait les ouvriers de lutter pour la dictature. Lénine a répété deux fois : "Absolument vrai ! Absolument vrai : il ne faut pas cacher les difficultés au prolétariat".

Mais il est évident que Khrouchtchev n'avait pas fait ses révélations sur Staline pour cette raison : jusqu'à aujourd'hui, presque toutes les difficultés sont cachées aux travailleurs, au peuple en général. La véritable raison de la "révélation" était de montrer au Congrès la différence entre son régime et celui de Staline.⁷² (Bien

⁷¹ L'incident suivant, survenu en 1943 ou 1944- je ne m'en souviens plus -, est caractéristique des méthodes de la police secrète. J'ai été convoqué comme témoin à une audience du tribunal militaire. Le camarade hongrois Rudas, qui était en détention, était accusé d'avoir été membre d'un groupe terroriste placé sous ma direction (!!). Il était en détention, moi en liberté ainsi que ses autres témoins à décharge (Gerö et Rákosi) ! Un commentaire est superflu. Il a d'ailleurs été acquitté.

⁷² La révélation n'était pas vraiment une révélation pour les citoyens soviétiques : tout le monde le savait de toute façon. Pour moi, il n'y avait qu'un seul élément nouveau : le rôle actif de Molotov dans l'incitation à la cruauté ! J'ai eu beaucoup à faire avec lui, notamment dans les années 1942-45, lorsque j'ai élaboré la question des réparations pour le gouvernement. Il

entendu, l'abolition des arrestations massives injustes et de la terreur totalement incontrôlée de la police secrète est une grande amélioration par rapport au régime de Staline).

Mais cette évolution a causé une grande confusion dans les rangs des communistes occidentaux, en particulier dans les pays comme l'Italie et la Hongrie, où, suite à des décennies de domination fasciste, une jeune génération de révolutionnaires avait grandi, ignorant presque tout du marxisme-léninisme, et commençant à étudier à partir des premières œuvres traduites de Staline - en particulier "Les bases du léninisme". Pour cette génération, Staline apparaissait comme le premier marxiste-léniniste, le vainqueur du fascisme, le libérateur.⁷³ Pour cette génération, la "révélation" de Staline a eu l'effet d'un véritable crépuscule des dieux...

Pour conclure, je voudrais encore faire remarquer que l'affirmation (contenue dans le discours de M.A. Souslov et dans les lettres du Comité central) selon laquelle Mao souligne l'importance du rôle de leader de Staline pour renforcer sa propre position est manifestement inexacte. Le rôle de leader de Mao au sein du parti chinois est fermement fondé sur sa direction révolutionnaire cohérente au cours de la longue guerre civile, sur sa supériorité intellectuelle et politique. Staline a détruit tous les collaborateurs de Lénine afin de garantir son rôle de leader. Pour la même raison, Khrouchtchev a éliminé tous les collaborateurs de Staline : Molotov, Kaganovic, Vorochilov, G. K. Joukov, etc. Mao n'a pas eu besoin de recourir à de tels moyens. Personne n'a été liquidé, presque personne n'a été écarté de la direction. Même Li lisan est encore aujourd'hui membre du Comité central, comme me l'a dit le camarade P. F. Judin.⁷⁴

était toujours rigide, correct, poli, toujours le ministre des Affaires étrangères. Il pouvait vous faire rire ou vous énerver avec sa "correction". En 1945, alors que je revenais de ma première visite en Hongrie après la libération, je l'ai appelé et lui ai demandé si ma visite l'intéressait. Il m'a demandé de venir. Je lui ai fait un exposé sur les rapports de classe et de parti, etc. Il m'a posé quelques questions et a terminé l'entretien en me disant : "Merci pour les informations sur la Hongrie". Comme si j'avais été l'ambassadeur d'un pays capitaliste...

⁷³ Lors de la première réunion de masse des ouvriers de Budapest à laquelle j'ai assisté, les chants communistes scandaient : "Staline, Tito, Rákosi !"

⁷⁴ Il y a un seul émigré chinois en Union soviétique : Van Min. Je ne sais pas s'il est resté ici pour des raisons politiques ou personnelles - il était représentant du PC chinois auprès de la Comintern. Il n'apparaît jamais en public.

Il semble également que Mao soit beaucoup plus populaire auprès des masses de travailleurs chinois que Khrouchtchev chez nous. On ne peut pas le savoir. Mais il existe certaines bases objectives à cela :

1) La situation de la classe ouvrière chinoise s'est encore plus améliorée depuis la révolution que celle de l'Union soviétique, parce que le point de départ était beaucoup plus bas. Les observations de l'un des meilleurs reporters du monde, Egon Erwin Kisch, qui s'est rendu en Chine en 1934, constituent une base fiable à cet égard.⁷⁵ La description des conditions de travail dans les usines textiles de Shanghai se lit comme une copie du premier tome du Capital

"Les enfants travaillent douze à quatorze heures par jour sans pause déjeuner. Pas un instant la rotation des broches ne s'arrête, même si un lot d'enfants se précipite vers la chaufferie pour aller chercher pour eux et leurs camarades les petits paniers de riz qu'ils ont apportés. On mange en regardant la manivelle continuer à tourner et le banc-porte-anneaux à se soulever..."⁷⁶

"Les machines sur lesquelles travaillent les enfants sont les mêmes, spécialement construites pour les enfants, que celles qui étaient en usage en Angleterre avant l'interdiction du travail des enfants !"

Renseignements fournis à Kisch par un représentant de la fabrique anglaise :

"...la machinerie à taille d'enfant a été utilisée pendant des décennies dans toute la région textile du Lancashire. Quand on a interdit le travail des enfants en Grande-Bretagne... maintenant, ils vont dans les colonies et en Chine".⁷⁷

"Le pillage au lieu de l'économie, les armes au lieu des machines de travail, l'opium au lieu de la nourriture, les missionnaires au lieu des enseignants, la police au lieu des syndicats, voilà les cadeaux de fiançailles de l'Europe à la Chine". (...) L'homme chinois est plus efficace que la machine la plus bon marché".⁷⁸

La demande suivante de la "Shanghai Child Labour Commission" (9.7.1924) au conseil municipal en exercice prouve que le travail des enfants décrit ici n'est pas une observation fortuite, ni une exception :

⁷⁵ E.E. Kisch, *La Chine secrète*. Berlin 1933. [[Cité ici d'après la réimpression, Berlin 1950.](#)]

⁷⁶ *Ibid.*, p. 118.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 112

⁷⁸ *Ibid.*, p. 215

- Interdiction du travail des enfants de moins de 10 ans (!),
- limitation du temps de travail pour les enfants de moins de 14 ans à 12 heures par jour,
- un jour de repos tous les 14 jours,
- pas d'emploi d'enfants sur des machines dangereuses, nocives et sans protection.⁷⁹

Mais l'assemblée extraordinaire des "rate payers" [**contribuables ?**] s'est avérée incapable de prendre une décision, car le nombre de membres présents était inférieur de 302 à celui nécessaire pour prendre une décision !

Ainsi, le travail des enfants est certainement resté inchangé jusqu'en 1934 et probablement (je ne sais pas) jusqu'en 1949 ! Les conditions de travail en Russie tsariste étaient mauvaises, mais loin d'être aussi mauvaises qu'en Chine.

En ce qui concerne la situation des masses paysannes, il est de notoriété publique que les impôts étaient perçus à l'avance par les différents généraux jusqu'à 10-15 ans, l'usure faisait rage, etc. Sans cela, la révolution n'aurait pas triomphé. Kisch écrit que le ministre de la guerre Ho Ying-Ching a déclaré lors du IV^e congrès du Kuomintang (1931 ou 1932 ?) :

"Les habitants des régions occupées par les bandits (communistes) soutiennent les hordes criminelles, tandis qu'il a été extrêmement difficile pour les troupes gouvernementales d'obtenir la moindre aide de la part de la population".⁸⁰

2) Instruites par l'expérience de l'Union soviétique, les mesures de transition du capitalisme, l'expropriation des capitalistes et la collectivisation ont été menées de manière plus intelligente et moins violente, ont entraîné moins de dommages économiques et ont apparemment (nous ne pouvons pas en être sûrs) provoqué une haine moins durable et moins répandue contre le nouveau régime qu'en URSS (avec notamment la collectivisation forcée).

3) La période de baisse du niveau de vie due à la mauvaise gestion de l'agriculture est intervenue plus tôt et a été surmontée plus rapidement en Chine que chez nous, où elle s'est reproduite la 46^e année de la révolution et a

⁷⁹ Ibid., p. 120

⁸⁰ Ibid., p. 226.

apparemment entraîné une baisse du niveau de vie plus longue (elle dure maintenant depuis trois ans !) qu'en Chine.

Il semble que ce ne soient là que les bases objectives de la popularité de Mao ! Il n'a absolument pas besoin de chercher des soutiens à sa popularité et à sa "dictature" en faisant l'éloge de Staline.

[Souvenirs personnels sur Staline]

Je voudrais insérer ici quelques informations sur Staline en personne. J'ai souvent eu affaire à lui : il s'adressait régulièrement à moi pour obtenir des données et une analyse de la situation lorsqu'il devait s'occuper de questions économiques mondiales. C'était assez rare, généralement avant ses interventions aux congrès et conférences du Parti.⁸¹

Il était toujours extrêmement poli avec moi. S'il arrivait plus tôt que moi à une réunion de l'EKKI et que je le saluais, il se levait toujours pour me tendre la main. Lorsque je l'appelais pour lui demander une audience, le dialogue suivant s'engageait presque toujours :

Lui : Quand souhaitez-vous venir me voir ?

Moi : Quand vous aurez du temps libre pour moi.

Lui : Eh bien, venez quand vous voulez.

Je n'ai jamais eu besoin d'attendre dans l'antichambre à l'heure indiquée.⁸²

Quel genre d'homme était Staline ? Nos échanges étaient bien trop rares pour que je puisse répondre à cette question de manière compétente. Il était très secret et d'un caractère compliqué. Un exemple :

En 1923, la presse mondiale s'indignait du fait que l'Union soviétique fournissait des armes à l'armée allemande ; l'Union soviétique démentait

⁸¹ La presse capitaliste, en particulier la presse américaine, m'attribue constamment le rôle de "conseiller économique" de Staline : Ce n'est que très partiellement vrai...

⁸² Il avait cette ponctualité en commun avec Lénine, contrairement aux manières de maître de Zinov'ev, qui convoquait 10 à 20 personnes du Komintern pour la même heure et les faisait attendre pendant des heures. Un jour, j'en ai eu assez et je suis parti. Le lendemain, son secrétaire m'a dit que Zinov'ev s'était "étonné" que je parte sans être reçu par lui...

officiellement et énergiquement. Mais lorsque j'ai posé la question à Staline, il m'a répondu sans ambages :

"Bien sûr que nous avons honoré leurs commandes."⁸³

Par contre, lorsque je lui demandai en 1927 pourquoi le "Bureau d'information statistique" de la Comintern⁸⁴ à Berlin avait été fermé, alors qu'il était plus avantageux d'observer l'adversaire dans son propre camp que depuis Moscou, il déclara sans sourciller :

"On a décidé sans moi, on a décidé sans moi".

C'était sans aucun doute un mensonge : rien n'a été décidé sans lui. C'était une façon asiatique de dire : je ne veux pas en parler...

Ce que je sais avec certitude par ma propre expérience, c'est qu'il connaissait très bien le "Capital" de Marx et les œuvres des classiques en général, qu'il lisait beaucoup et que c'était un homme très cultivé.⁸⁵ Ceux qui, plus tard, sous le régime de Khrouchtchev, ont répandu le mensonge selon lequel il faisait écrire ses travaux par d'autres n'avaient qu'à observer son style, aussi bien dans ses discours publics que dans n'importe laquelle de ses lettres, pour voir qu'ils avaient été écrits par le même auteur.

⁸³ En Russe original : "Konečno, my vpolnili ich zakazy".

⁸⁴ Dans le manuscrit, Varga parle ici, sans doute par erreur, du "bureau d'information du ministère des Affaires étrangères".

⁸⁵ Il m'a surpris un jour en me disant qu'il avait lu mon rapport au VI^e Congrès de la Comintern sur la situation économique de l'Union soviétique et qu'il y avait découvert des erreurs opportunistes. Il y avait une raison à ce rapport. ~~En 1934 (avant le VII^e Congrès),~~ [erreur manifeste, il faut lire : En 1928 (avant le VI^e Congrès)] le désaccord entre la fraction Rykov-Boukharine et Staline au sein du Comité central était devenu si aigu qu'ils n'avaient pas pu se mettre d'accord sur la personne qui devait présenter un exposé sur la situation économique [en URSS] au Congrès. C'est ainsi que j'ai appris au dernier moment la décision du Politburo que je serais l'orateur ! Pour ne pas me laisser influencer par la " fraction ", personne ne m'a parlé de cette question ! Je ne sais pas dans quel but Staline a voulu lire cet exposé des années plus tard. Par ailleurs, c'est pour la même raison que j'ai été nommé membre de la commission du Politburo sur la question du programme : Staline et Molotov d'une part : Boukharine et Rykov de l'autre, plus Varga ! Un beau cadeau ! Heureusement pour moi, la commission s'est révélée incapable de travailler ! [Le VI^e Congrès de l'IC a adopté un Programme où cohabitent des idées de Boukharine et de Staline nettement contradictoires et il n'a jamais été une véritable source d'inspiration de la politique du communisme international]

Il était si sûr d'être l'auteur que, lorsqu'il reprenait quelque chose de moi, il n'hésitait pas à le dire publiquement ! Au XVI^e Congrès du Parti, il a dit que la correction de la répartition officielle des revenus de certains pays capitalistes avait été faite par moi.

Avant le XVII^e Congrès (1934), j'avais rassemblé pour lui des documents détaillés sur la situation économique du capitalisme, dans lesquels je défendais - contrairement à la direction de la Comintern de l'époque - le point de vue selon lequel la grande crise économique était terminée et qu'une longue dépression était imminente. Staline a ordonné l'impression de mon travail, a écrit une préface anonyme disant que la brochure serait imprimé sur son conseil et a ordonné qu'il soit distribué à tous les participants du congrès avant son discours.⁸⁶ Il ne craignait pas que les participants sachent sur quoi il se basait pour son analyse...

Un épisode caractéristique : lorsque je lui ai demandé combien d'articles je devais écrire et combien de temps j'avais pour cela, il m'a répondu :

"Autant que vous le jugerez nécessaire".

Staline était sans aucun doute un despote oriental qui, en vieillissant, a développé la folie des grandeurs et de la persécution. (Dans les années d'après-guerre, je n'ai personnellement presque plus eu affaire à lui).

Le développement d'une mégalomanie est naturel lorsque quelqu'un ne reçoit jamais d'objection, lorsque chacune de ses paroles est applaudie. Nous voyons clairement cette évolution chez Khrouchtchev.

Il n'est pas vrai que Staline ne tolérait aucune objection. On pouvait le contredire tranquillement. C'est ce que j'ai constaté, et Litvinov l'a également confirmé.

Pour finir, je voudrais faire remarquer que, bien que Staline ait condamné à mort des dizaines de milliers de communistes russes et étrangers de premier plan, il m'a sauvé deux fois : en 1938, lorsque le GPU voulait m'arrêter sur la base d'innombrables fausses dénonciations, et en 1943, lorsque le vaurien Vychinskij m'a accusé de défendre l'impérialisme hitlérien. Pourquoi Staline a-t-il fait ça, je ne sais pas ! Peut-être pensait-il qu'il aurait encore besoin de moi...

⁸⁶ Cf. E. Varga, *Novye javlenija v mirovom ekonomičeskom krizise*. M. 1934. [Cf. *Nouveaux phénomènes dans la crise économique mondiale, 1934 – disponible sur MIA*]

Je voudrais m'attarder ici sur le triste épisode avec Vychinskij, car il est caractéristique de ces années.

Pendant la guerre, on a systématiquement répandu, notamment par Erenburg, la doctrine selon laquelle les terribles atrocités commises par les Allemands à l'encontre des Juifs, des prisonniers de guerre orientaux et de la population des territoires occupés (vol, meurtre de masse, travail d'esclave, etc.) étaient une émanation du caractère national des Allemands en tant que tel.

Il s'agit bien sûr d'un point de vue antimarxiste.

Lors de la réunion des académiciens à Sverdlovsk, j'ai fait une conférence intitulée "Les racines historiques des particularités de l'impérialisme allemand", dans laquelle j'ai expliqué que ces particularités devaient être expliquées historiquement et j'ai essayé de donner une analyse marxiste. Mon exposé a suscité des objections critiques. Il est probable qu'une telle tentative était psychologiquement prématurée.

Le vaurien Vychinskij, qui était alors l'un des adjoints de Staline (!) et le plénipotentiaire du gouvernement auprès de l'Académie, a cherché à en profiter pour m'envoyer à la potence. Il a déclaré que j'avais "défendu" l'impérialisme hitlérien. Toute la machine s'est mise en marche contre moi : d'une part l'organisation du parti de l'Institut, d'autre part le secrétariat du Comité central.

L'organisation du parti offrait une vision de terreur. Comme des marionnettes, tous les membres du parti (même les meilleurs amis qui étaient d'accord avec moi) se sont levés pour condamner mon exposé et moi-même. Une décision me condamnant a été prise à l'unanimité...

Les débats au secrétariat du Comité central étaient encore plus difficiles. Je viens de Hongrie : les troupes hongroises se sont battues avec les Allemands à Voronej. Les accusations de défense de l'impérialisme hitlérien avaient un goût de trahison. L'accusateur était G.F. Aleksandrov, alors chef du département de la propagande du Comité central. Il était assisté de l'académicien L.N. Ivanov, une crapule rusée que Vychinskij avait désignée à ma place comme directeur de l'institut. Il a eu l'audace d'affirmer que l'institut était rempli de collaborateurs allemands et hongrois, que la langue allemande était "la langue d'État" à l'institut (parce que je parlais allemand avec quelques camarades allemands dans ma deuxième langue maternelle) et d'autres accusations similaires sans fondement, mais impressionnantes. Lorsque mon tour est venu, j'ai demandé au secrétaire

"en chef" du Comité central s'il avait lu mon exposé. Il m'a répondu : "A quoi bon le lire, tout le monde l'a déchiré en morceaux".⁸⁷ Il voulait donc porter un jugement sans même avoir lu le document incriminé. Il s'agissait d'A. S. Chtcherbakov, un cochon engraisé aux petits yeux de porc hostiles, un des pires spécimens du bureaucrate autocratique. Il a été décidé que je devais présenter une défense écrite, ce que j'ai fait.

L'affaire concernait apparemment ma [tête].

J'ai consulté le camarade Dimitrov. Il m'a conseillé de m'adresser à Staline : "Il vous connaît !" Je le fis à contrecœur : le pays était engagé à la vie à la mort dans la guerre et Staline était le chef suprême du pouvoir militaire et civil : comment pouvais-je l'ennuyer avec ma petite affaire privée ? Où pourrait-il trouver le temps nécessaire pour lire mon exposé ? Je lui ai tout de même envoyé ma conférence avec un bref exposé de ma situation.

Au bout de deux ou trois semaines, le principal secrétaire personnel de Staline, A. N. Poskrebychev, m'a appelé pour me dire que le "patron"⁸⁸ voulait me parler et m'a mis en contact avec lui. Staline me demanda si j'avais changé quelque chose à mon discours. Je lui ai répondu que non, sauf qu'il manquait les citations allemandes d'Hitler, car elles n'étaient pas sténographiées. Il m'a alors dit : "C'est un bon exposé marxiste ! Qui vous a accusé?"⁸⁹ Il s'est fait informer de tous les gens qui m'ont calomnié !

Je ne sais pas ce qui s'est passé ensuite, si ce n'est une remarque de Dimitrov disant qu'il avait affreusement rabaissé les gens.

Et quelles conséquences humiliantes ! Quelques jours plus tard, Aleksandrov m'a appelé, m'a expliqué que mon exposé n'était pas si mauvais que ça (!!) et m'a demandé ce que je voulais faire imprimer et si je ne voulais pas aller le voir. Je l'ai fait et je lui ai dit que ma conférence devait être imprimée dans le "Bol'sevik" pour mettre un terme à toutes les rumeurs. C'est ce qui s'est passé.

Quant à ce chien de Vychinskij, il eut l'impudence de parler de moi en public à l'Académie comme de "mon ami Evgueni Samuilovitch" et de me louer au-delà de toute mesure ! Et le bourreau Chtcherbakov m'a accordé le droit d'utiliser des

⁸⁷ Dans l'original : "Pour quoi le lirais-je, 'vse brali ego na štyki".

⁸⁸ Varga cite ici en russe la formule de Poskrebyšev : "Chozjajn".

⁸⁹ En russe original : "Kto chorošij marksistskij doklad ! Kto vas obvinjal" ?

automobiles du garage du Comité central. (Toutes les automobiles de l'académie avaient été réquisitionnées pour l'armée).

*

* *

D'ailleurs, la haute bureaucratie du Comité central n'oublia pas du tout l'humiliation que Staline lui avait fait subir : trois ans plus tard, profitant de quelques erreurs dans mon livre "Changements dans l'économie du capitalisme à la suite de la Seconde Guerre mondiale", elle organisa un assaut contre moi pour liquider mon institut en 1947⁹⁰. Mais ce n'était pas grave : je restai membre de la présidence de l'Académie. Le dommage fut pour le pays, qui resta (jusqu'en 1954) sans un seul institut scientifique pour l'étude du capitalisme.

Deuxième question litigieuse :

Que signifie la coexistence pacifique ?

Bien qu'il soit écrit dans le programme de notre parti que la coexistence pacifique signifie la poursuite de la lutte des deux systèmes ; bien que l'idéologie officielle souligne toujours que la coexistence pacifique ne se réfère pas à la lutte des classes, ni à l'idéologie, il est indéniable que dans la politique étrangère pratique de l'Union soviétique, l'aspiration à maintenir la paix pour éviter une troisième guerre mondiale prend de plus en plus le dessus sur l'internationalisme prolétarien et sur l'aspiration à étendre le socialisme. La thèse juste selon laquelle "la révolution ne peut pas être exportée" est interprétée de manière très large.

Nous aimerions profiter de cette occasion pour rappeler une parole de Lénine lors du II^e congrès de la Comintern. A l'époque, la guerre avec la Pologne était en cours. Il a dit : "Nous voulons éclaircir⁹¹ à la baïonnette si le prolétariat polonais est mûr pour la révolution". (Je crois que ces paroles ne sont pas parues sous forme imprimée.) L'aide matérielle importante que l'Union soviétique apporte à certains pays socialistes (Hongrie, République démocratique allemande) ne contredit pas cela. Ils se situent stratégiquement en amont de

⁹⁰ E. Varga, *Izmeneniija v ekonomike kapitalizma v itoge vtoroj mirovoj vojny*, M. 1946

⁹¹ J. Varga indique entre parenthèses le mot russe utilisé par Lénine pour "éclaircir" : "naščupat"

l'Union soviétique. L'aide (probablement encore plus importante) que reçoivent des pays bourgeois comme l'Égypte, l'Indonésie, l'Irak, l'Inde, etc., sert à renforcer la position de l'Union soviétique dans la lutte pour la paix.⁹²

Les Chinois défendent le point de vue selon lequel la coexistence pacifique ne peut pas être la ligne principale de la politique d'un Etat socialiste : la ligne principale doit être - malgré la coexistence pacifique - la révolution prolétarienne mondiale.

Dans le fameux programme des Chinois "Une proposition de ligne générale du mouvement communiste international", on peut lire ceci :

"Si la ligne générale du mouvement communiste international est ramenée à la "coexistence pacifique", à la "concurrence pacifique", à la "transition pacifique", alors c'est une violation des principes révolutionnaires contenus dans la déclaration de 1957 et dans la déclaration de 1960, c'est l'abandon de la mission historique de la révolution prolétarienne mondiale, c'est l'abandon des principes révolutionnaires du marxisme-léninisme".⁹³

Cette querelle n'est plus de nature historique, comme la querelle sur Staline, mais concerne la politique d'aujourd'hui.

Si la prémisse des Chinois est juste, leur thèse est juste. Mais les gens de l'Union soviétique contestent toujours que la politique de coexistence pacifique ait pris le dessus sur la promotion de la révolution mondiale.

Certains faits, cependant, montrent que les Chinois ont raison sur le fond : Les livraisons d'armes à l'Inde, à une époque où elle était en guerre contre la Chine ; les éloges et les plus hautes distinctions pour Nasser, que Khrouchtchev a même appelé publiquement "camarade" lors de sa visite en Égypte en 1964 (!) et Ben Bella, bien que le parti communiste soit interdit en Égypte et en Algérie et que de nombreux communistes soient en prison. Bien sûr, les deux États se disent

⁹² "The Economist" du 16.V.1964 écrit que l'Union soviétique a accordé des crédits à faible taux d'intérêt aux pays non communistes pour un montant de 4,8 milliards de dollars entre 1959 et 1962. Sur ce montant, 1,5 milliard a été effectivement utilisé durant cette période, plus 245 millions de dollars de dons. Les principaux débiteurs sont l'Inde, l'Indonésie et l'Afghanistan ; au Moyen-Orient, l'Égypte, l'Irak et la Syrie. Nous ne connaissons pas de source russe pour les emprunts étrangers, ils sont tenus secrets.

⁹³ "Predloženie o general'noj linii meždunarodnogo kommunističeskogo dviženija", p. 5. [Cité ici d'après : [Une proposition de ligne générale du mouvement communiste international](#), Pékin 1963, p. 5].

"socialistes" et se réclament de la "voie socialiste". Je ne sais pas quel type de socialisme doit naître de cette voie "semi-fasciste", il est théoriquement impossible de le prévoir. Aujourd'hui, ce ne sont en tout cas pas encore des États socialistes.

Un exemple similaire est la multiplication des accords entre l'Union soviétique et les États-Unis : le traité de Moscou sur la suspension des essais d'explosifs (sauf sous terre) ; la limitation de la production de plutonium (il est apparemment disponible en abondance.) ; les accords consulaires ; les accords sur les vols spatiaux et la coopération dans ce domaine, etc. Tous ces accords ne signifient pas un début réel de désarmement, ils ne s'étendent pas aux questions essentielles de la guerre froide. Mais le ton qui les accompagne fait la musique.

En principe, les Chinois ont raison de dire que la coexistence pacifique ne peut pas être la ligne principale de la politique d'un parti communiste. Mais comme la direction du PCUS nie que ce soit le cas pour lui, seule la suite de l'histoire pourra déterminer qui avait raison...

En outre, les deux parties en conflit se réfèrent constamment aux documents des conférences des partis communistes à Moscou en 1957 et 1960. Nous ne pouvons pas les suivre sur cette voie ! Ces deux documents sont déjà le résultat d'un compromis entre les points de vue soviétique et chinois, rédigés de manière très élastique et donc susceptibles d'être interprétés de manière opposée.

Dans une certaine mesure, cela vaut également pour les citations tirées des œuvres de Lénine : sans une analyse de la date et de la situation concrète dans laquelle Lénine a écrit les lignes citées, elles n'ont pas la même signification en tant que preuves.

Une chose est sûre sur la base des œuvres complètes de Lénine et de ma connaissance personnelle de ses opinions : Il ne se serait jamais déclaré neutre dans une guerre entre un Etat socialiste et un Etat capitaliste, ni même livré des armes à l'Etat capitaliste...

Troisième question litigieuse :

Quelles seraient les conséquences d'une troisième guerre mondiale nucléaire ?

A l'origine, il n'y avait pas de différence de principe entre le point de vue de la Chine et celui de l'Union soviétique sur cette question.

Dans le nouveau programme du PCUS, il est explicitement dit que si les impérialistes déclenchent une troisième guerre mondiale, cela signifiera la fin de l'impérialisme.

En 1957, Mao avait été plus concret dans une déclaration que les critiques interprètent aujourd'hui comme "l'aspiration à déclencher une nouvelle guerre mondiale" :

"...quand la moitié de l'humanité aura été détruite, il en restera encore une moitié, mais en revanche l'impérialisme sera complètement détruit, dans le monde entier il n'y aura que le socialisme et dans un demi-siècle ou un siècle entier, la population aura même augmenté de plus de la moitié".⁹⁴

Mais à mesure que l'aspiration à préserver la paix à tout prix prenait le dessus dans la bureaucratie soviétique, la thèse était défendue (discours de Khrouchtchev) qu'une guerre mondiale nucléaire signifierait la fin du monde entier, tant des pays capitalistes que des pays socialistes.⁹⁵ Les vertus humaines

⁹⁴ La citation manque dans le manuscrit. Mais Varga se réfère manifestement à ce passage du discours de Mao à Moscou en 1957, reproduite par la *Pravda* en 1963 : Cf. Zajavlenie sovetskogo pravitel'stva, *Pravda*, 22.9.1963, p. 1.

⁹⁵ L'article de Khrouchtchev de 1964 peut servir d'exemple : "Le fondement inébranlable de la politique étrangère de l'Union soviétique reste le principe de la coexistence pacifique d'Etats d'ordres sociaux différents, la lutte pour la consolidation de la paix dans le monde entier, pour la prévention des affrontements militaires et pour la liquidation des tentatives des cercles impérialistes agressifs de résoudre les questions internationales litigieuses par le recours à la force. Nous nous sommes toujours tenus à cette ligne de conduite de Lénine et pouvons maintenant déclarer à juste titre que les efforts des peuples de l'Union soviétique et de toute l'humanité progressiste ne sont pas restés vains. Aujourd'hui, le rapport des forces politiques dans le monde est tel que, pour la première fois dans son histoire, l'humanité peut ériger une barrière fiable sur la voie de la guerre mondiale et l'empêcher." [Cf. N.S. Khrouchtchev, *o mire i mirnom sosušžestvovanii*, *Kommunist*, n° 7, 1964, p. 3.]

Il est intéressant de noter que cette question avait été soulevée au sommet de l'Union soviétique à l'époque de Staline. Molotov avait déclaré que la guerre nucléaire signifierait la

qui avaient été décisives dans les guerres précédentes : La bravoure, la persévérance, l'abnégation, etc. perdent leur signification antérieure face à la puissance élémentaire et catastrophique de la bombe à hydrogène.

Nous ne pouvons évidemment pas avoir d'opinion personnelle sur cette question. Mais je dois avouer honnêtement que nos physiciens nucléaires, pour autant que j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec eux, partagent l'opinion officielle selon laquelle une guerre mondiale nucléaire signifierait la fin du monde...

En revanche, les Chinois insistent, sur la base des expériences historiques de toutes les guerres non nucléaires précédentes, sur le fait que c'est l'homme, et non la technique de guerre, qui est le facteur décisif dans la guerre. Dans la "Proposition de ligne générale", on peut lire ce qui suit :

"Dans le présent comme dans le passé, l'homme est le facteur décisif. (...) L'apparition d'armes nucléaires ne peut ni arrêter le cours de l'histoire de l'humanité ni sauver le système impérialiste "⁹⁶.

Sans pouvoir trancher nous-mêmes la question, considérons la différence historique dans la situation de l'Union soviétique et de la Chine, qui constitue la base de la différence d'appréciation.

Avec ses 230 millions d'habitants, l'Union soviétique est une puissance mondiale reconnue. Sa puissance militaire est considérée comme équivalente à celle des Etats-Unis. (Les deux affirment leur supériorité. On ne peut pas décider qui a raison). C'est précisément pour cette raison que l'Union soviétique peut, en tant que partenaire égal, conclure différents traités avec les Etats-Unis et se préparer à une coexistence pacifique à long terme (éternelle ?). La bureaucratie dirigeante pense en frémissant à la possibilité d'une guerre...

La Chine, avec ses 700 millions d'habitants et son histoire dix fois plus longue que celle de la Russie, avec sa supériorité historique et culturelle, n'a pas de position de puissance mondiale reconnue. Les Etats-Unis, l'Allemagne de l'Ouest et, jusqu'à récemment, la France et le Japon ne reconnaissent pas le nouveau régime. Le représentant de Chiang Kai-shek siège à l'ONU et à son

fin du monde entier. Il a ensuite dû revenir sur son affirmation dans une déclaration publique (apparemment sur ordre de Staline) et dire que seul l'impérialisme s'effondrerait.

⁹⁶ Predloženie o general'noj linii, p. 34 [Cité ici d'après : [Une proposition de ligne générale du mouvement communiste international, Pékin 1963, p. 37-38.](#)]

Conseil de sécurité. Les Etats-Unis maintiennent des troupes en Corée du Sud, au Japon, aux Philippines et à Taiwan contre la Chine. La septième flotte protège en permanence Taiwan. Les Etats-Unis sont en guerre au Vietnam et survolent sans conséquence le territoire chinois.

Dans ces conditions, il est compréhensible que la vision du monde des Chinois soit différente de celle des Russes. Pour ces derniers, les Etats-Unis sont le principal adversaire possible, à puissance égale. Si l'on parvient à un accord avec eux, il n'y aura pas de troisième guerre mondiale.

Les Chinois voient dans les Etats-Unis la puissance impérialiste décisive, celle qui leur met des bâtons dans les roues à chaque pas ; en même temps, le gardien armé de l'ordre bourgeois dans le monde entier, ce qui est tout à fait juste. Pour la Chine, les États-Unis sont l'ennemi, l'incarnation de l'impérialisme hostile. (Pour l'Indonésie, c'est l'Angleterre et la Hollande, pour l'Égypte, c'est l'Angleterre. Les deux reçoivent l'aide des États-Unis).

Sur cette base, on peut comprendre la vision politique du monde des Chinois, telle qu'elle est présentée dans les fameuses "directives" : les Etats-Unis, ennemi principal de la révolution mondiale (et de la Chine en particulier), la "zone intermédiaire", qui comprend tous les Etats impérialistes et bourgeois qui ne sont pas directement hostiles à la Chine, et la zone de combat : l'Asie, l'Afrique et l'Amérique du Sud, où la lutte contre l'impérialisme est en cours.⁹⁷ (la place de l'Union soviétique n'est pas claire ; mais le soutien de l'Inde contre la Chine la marque aux yeux des Chinois comme un pays ennemi).

Enfermée de toutes parts par la supériorité des Etats-Unis, la Chine n'a qu'un seul choix : soit se soumettre passivement à la supériorité des Etats-Unis, soit déclarer qu'elle se battra, même si cette lutte exige d'énormes sacrifices !

Il est compréhensible qu'un peuple de 700 millions d'habitants, comme le peuple chinois, préfère la deuxième solution.

Snow donne dans son livre la comparaison suivante :

"Supposons que la situation soit inversée. La Chine aurait une supériorité absolue dans le domaine nucléaire, les forces chinoises seraient stationnées dans des pays voisins des Etats-Unis et une flotte chinoise bien supérieure, basée à Cuba, surveillerait en permanence la mer des Caraïbes. Le président américain

⁹⁷ La question de savoir à quelles "directives" Varga se réfère n'est pas claire.

déclarerait-il dans ce cas : Nous ne pouvons pas nous battre, nous devons nous soumettre à la Chine ? Certainement pas : il déclarerait tout comme Mao : Nous devons nous battre, même si les sacrifices sont énormes. ⁹⁸

Dans ce contexte, un mot sur l'expression de Mao tant raillée par Khrouchtchev : l'impérialisme américain est un "tigre de papier". Il s'agit d'une métaphore courante en Chine. Mao en avait clairement expliqué le sens : l'impérialisme américain est un "tigre de papier" parce que, comme l'impérialisme en général, il est historiquement voué à la destruction. Mais il ajoutait qu'aujourd'hui, l'impérialisme américain était fort, et que la prudence et les manœuvres étaient donc indispensables d'un point de vue tactique.

Tels nous semblent être les fondements historiques concrets de l'évaluation opposée des conséquences d'une guerre nucléaire par la direction de l'Union soviétique et la direction de la Chine.

Quatrième question litigieuse :

Le rôle du prolétariat des pays capitalistes pleinement développés dans la phase actuelle de la révolution mondiale.

Le PCUS reproche aux Chinois (voir par exemple l'exposé de Souslov au Plenum⁹⁹) d'avoir négligé le facteur le plus important de la révolution mondiale, le prolétariat des pays industrialisés. Nous aimerions examiner cette question de manière tout à fait impartiale.

Il est malheureusement un fait que parmi les grands pays industrialisés du monde, seuls trois ont un parti communiste de masse qui joue ou pourrait jouer

⁹⁸ Varga traduit manifestement en allemand, sans indication bibliographique, des passages de : E. Snow, *The Other Side of the River, Red China Today*, Londres, 1966. La traduction allemande autorisée du livre de Snow est cependant la suivante : "Imaginez la situation inverse. Si la Chine accordait un soutien armé à un général communiste américain à Hawaï, si la Chine avait des bases aériennes au Canada et au Mexique, si des avions de reconnaissance chinois survolaient quotidiennement le territoire américain et si la Chine était en possession de la bombe atomique et pas les Etats-Unis, que ferait le président ? Démoraliserait-il le peuple américain en lui racontant l'horreur de la guerre nucléaire et le désespoir de la défense ? Se tournerait-il vers le communisme ? Ou bien dirait-il aux gens de ne pas avoir peur, de prendre courage, de marcher en avant, de se faire de nouveaux alliés, d'avoir confiance - et entre-temps de développer eux-mêmes une bombe". Cf. E. Snow, *Gast am anderen Ufer*, p. 643.

⁹⁹ Varga se réfère ici au plénum du Comité central du PCUS du 10 au 15 février 1964.

un rôle dans la vie politique de leur pays. Il s'agit de la France, de l'Italie et du Japon. Dans tous les autres pays industrialisés, aux États-Unis, en Angleterre, dans les pays scandinaves, ce n'est pas le cas. Aux États-Unis, il n'y a même pas de parti réformiste de masse du prolétariat. Sa fonction est exercée par les syndicats, qui sont totalement anticommunistes et qui ont pour seule mission d'améliorer la situation de leurs membres dans le cadre du capitalisme. Cela inclut également les conflits sociaux de longue durée. Mais il est faux de qualifier ces luttes syndicales acharnées de signes de révolution de la classe ouvrière américaine, comme c'est le cas chez nous. Les luttes de grève se déroulent dans le cadre du capitalisme. Avec la meilleure volonté du monde, nous ne pouvons pas dire que les ouvriers américains, dans leur grande masse, ne veulent plus vivre comme avant.

Il y a bien sûr quelques ouvriers révolutionnaires, de bons communistes, mais ils n'ont pas d'influence sur la grande masse.

En Angleterre, il existe depuis plus de quarante ans - à côté du parti travailliste bourgeois - un parti communiste toujours fidèle à la ligne, dont l'influence est minime et globalement stagnante ou en recul. De temps en temps, des communistes arrivent à la tête de syndicats, mais ils ne sont pas élus parce qu'ils sont communistes, seulement parce qu'ils sont des syndicalistes honnêtes. La situation est similaire dans les pays scandinaves.

En France, il existe un parti communiste de masse bien implanté, qui obtient environ 25% des voix à toutes les élections. Mais de Gaulle a malgré tout pris le pouvoir sans résistance et a réduit la représentation de ce parti à moins d'un dixième en modifiant le mode de scrutin. Aucun mouvement révolutionnaire n'est visible. Les ouvriers se portent trop bien à cet égard : pas de chômage, beaucoup de jours de repos, des automobiles.

En Italie, le parti est à peu près aussi fort. L'existence d'une surpopulation agricole, le chômage de masse, la fragmentation du parti socialiste augmentent ses possibilités de manœuvre. Togliatti est le seul dirigeant de l'Ouest à mener une politique indépendante. Mais il se déplace avec le parti de plus en plus vers la droite, vers le révisionnisme, vers la ligne de Tito. Le PC doit former un gouvernement avec d'autres partis de gauche : la suite reste obscure. Reste à savoir si les grands capitalistes et l'armée accepteraient cela en silence. Tout au plus, l'Italie est le seul pays plus ou moins développé dans lequel certaines

possibilités révolutionnaires existent - précisément parce qu'il n'est pas encore pleinement développé.

En Allemagne de l'Ouest, le PC est interdit. Comme il n'y a aucun chômage et 600.000 emplois vacants, comme les salaires ont augmenté en termes réels au cours de la dernière décennie, comme les ouvriers (selon "The Economist") ne travaillent pas 129 jours par an, il est naturel qu'il n'y ait pas de signes visibles que les ouvriers ne veulent pas vivre "à l'ancienne".

Je sais trop peu de choses sur le Japon et le parti communiste japonais pour avoir une quelconque opinion sur les perspectives révolutionnaires. Actuellement (1964), le parti suit entièrement la ligne de Mao.¹⁰⁰

Dans ces conditions, les Chinois ont raison de ne pas attribuer - pour l'instant - un rôle décisif dans le mouvement révolutionnaire mondial au prolétariat des pays impérialistes hautement développés, et nous avons tort de leur reprocher cela comme un péché contre le marxisme-léninisme.

Ce qui est vraiment triste dans cette affaire, c'est que ni le PCUS ni le PCC ne disposent d'une stratégie de révolution prolétarienne dans ces pays.

La stratégie de Lénine, qui consiste à s'allier avec toute la paysannerie contre les propriétaires fonciers et les capitalistes, puis à s'allier avec les paysans pauvres contre les koulaks tout en neutralisant les paysans moyens, est inutilisable dans ces pays : en Angleterre, il n'y a pas de "paysans" du tout. Aux Etats-Unis, ils sont déjà presque entièrement évincés par les capitalistes ruraux. En France et en Allemagne de l'Ouest, il y a encore des paysans, bien que leur nombre diminue rapidement. Mais ils sont favorisés de toutes les manières possibles par les gouvernements - en tant que couche relativement la plus nombreuse de propriétaires privés - pour des raisons politiques. Subventions, prix élevés, crédits bon marché, etc. La grande propriété foncière ne joue pas non plus un rôle similaire à celui des paysans, comme c'était le cas en Russie et comme c'est le cas aujourd'hui dans de nombreux pays moins développés : elle n'a pas de caractère féodal.

¹⁰⁰ Le parti japonais est peut-être encore plus hostile au PCUS que le parti chinois. Un petit épisode caractéristique : mon dernier petit livre "Le capitalisme du XX^e siècle" (Moscou 1961) a été publié en Chine, pas au Japon, bien que depuis 1922 tous mes écrits, tous mes "rapports" aient été publiés en japonais. La cause : le PC chinois, sous l'influence duquel se trouvent toutes les maisons d'édition de gauche, a interdit la traduction de toute littérature russe, quel que soit son contenu.

Il n'y a que dans le sud et le centre de l'Italie qu'il est encore possible d'appliquer la stratégie léninienne de la révolution prolétarienne !

Chez nous, il n'y a aucune pensée claire sur la manière de révolutionner les ouvriers des pays industrialisés hautement développés. Le discours selon lequel l'exemple de l'ascension économique de l'Union soviétique et le niveau élevé des travailleurs les révolutionneront est une pure démagogie ! Qu'est-ce qui peut être souhaitable pour les ouvriers américains, allemands, français, avec leurs automobiles¹⁰¹, leurs bons logements, leurs horaires de travail plus courts, du standard des ouvriers soviétiques - à la seule exception du service médical gratuit ! (Les ouvriers anglais ont aussi cela.) Même leur liberté personnelle - malgré la domination du capital - n'est pas plus limitée que celle des ouvriers russes. Ils peuvent lutter pour améliorer leur situation, ce qui est impossible pour les ouvriers russes. Au cours des trois dernières années - 1961-1964 - le niveau de vie des ouvriers de l'Union soviétique s'est détérioré d'au moins 15%, probablement plus ! Comment cela peut-il révolutionner les ouvriers occidentaux ? Même si le niveau prévu par le programme est atteint en 1980 - ce qui me semble très douteux - le niveau des ouvriers occidentaux sera toujours beaucoup plus élevé !

Certains chez nous espèrent qu'une détérioration de la situation économique du capitalisme, une augmentation rapide du chômage structurel suite à l'automatisation auront un effet révolutionnaire. Mais le profit des capitalistes est si élevé qu'ils peuvent facilement prévenir une détérioration révolutionnaire de la situation des travailleurs...

En ce qui concerne les Chinois, ils n'ont pas plus que nous une vision claire de l'avenir dans ces pays. D'après ce que je vois, ils espèrent que la liquidation totale du colonialisme et du néocolonialisme sera le facteur aggravant !

C'est sans fondement ! Les énormes profits du capital dans ces pays ne proviennent qu'exceptionnellement des colonies (Aramco, Unilever, Shell). La source décisive est l'augmentation ininterrompue de la productivité du travail, à laquelle ne correspond aucune réduction correspondante du temps de travail. La

¹⁰¹ En 1964, 69 millions de voitures particulières étaient enregistrées aux Etats-Unis, soit une pour moins de trois habitants. Même si les familles riches possèdent plusieurs automobiles, il est clair que la grande majorité doit appartenir aux ouvriers et aux employés. En 1964, on s'attend à la vente de 8 millions de nouvelles automobiles. Le président de General Motors prévoit des ventes de 23 millions (?!) pour 1970.

masse du surproduit que le capital s'approprié augmente d'année en année (hormis les fluctuations cycliques). La liquidation totale du colonialisme n'y changerait rien.

Cinquième question litigieuse :

La possibilité de conquête pacifique du pouvoir

Le programme du PCUS ainsi que les documents des partis communistes de 1957 et 1960 prévoient - outre la conquête du pouvoir par la force par le prolétariat - la possibilité d'une prise de pouvoir pacifique. (Marx avait déjà envisagé la possibilité d'une extinction¹⁰² pacifique de la bourgeoisie anglaise).

Moi-même, en tant que vieux révolutionnaire, j'ai toujours douté de la possibilité d'une prise de pouvoir pacifique par le prolétariat.

Les Chinois, après avoir accepté les formules de compromis en 1957 et 1960, nient actuellement la possibilité d'une prise de pouvoir pacifique, arguant qu'il n'y a aucun cas de ce genre dans l'histoire et que la grande bourgeoisie - en possession de l'appareil de violence d'Etat - n'abandonnerait jamais son pouvoir sans combattre...

Le "Kommunist" répondit qu'il existait au moins un cas historique de prise pacifique du pouvoir : le prolétariat hongrois en 1919.

Le fait lui-même est exact. Mais il est absolument non historique et inexact d'en déduire que cela pourrait se reproduire. Il s'agissait d'un cas exceptionnel qui ne pourra jamais se reproduire.

La défaite de la Première Guerre mondiale a entraîné la désintégration spontanée de la monarchie austro-hongroise et de son appareil de violence. La monarchie austro-hongroise était un mélange de peuples gouverné de manière absolue par les Habsbourg - avec un parlement fictif - dans lequel les Autrichiens, les Tchèques, les Allemands des Sudètes, les Slovaques, les Polonais, les Ukrainiens, les Madjars, les Roumains, les Croates, les Serbes étaient mélangés dans les formes et les degrés de dépendance les plus divers. Les classes dirigeantes étaient la grande bourgeoisie autrichienne et les propriétaires terriens madjars, allemands et polonais.

¹⁰² Dans l'original : *Auskaufs*, au lieu de *Ausverkaufs*.

Les propriétaires terriens madjars (et la bourgeoisie relativement faible et fortement dépendante de l'étranger) régnaient sur un territoire où les Slovaques, les Ukrainiens, les Roumains, les Croates et les Serbes étaient majoritaires.

Suite à la défaite, la monarchie, historiquement dépassée depuis longtemps, s'est décomposée en ses composantes nationales¹⁰³. L'armée s'est dissoute et les soldats se sont démobilisés. Les classes dirigeantes madjares virent leur territoire de domination réduit à un tiers et ne disposaient d'aucun appareil de violence. Une inflation galopante révolutionna les ouvriers des villes, l'aristocratie ouvrière habituellement pacifique (typographes, constructeurs de machines, etc.) et rendit même les policiers peu fiables. Ils se déclarèrent sociaux-démocrates. L'effondrement de l'appareil du pouvoir a été une tentation pour les paysans sans terre et pauvres en terres de s'emparer des terres des grands propriétaires terriens.

Dans ces circonstances uniques, qui ne se reproduiront plus jamais dans l'histoire, les ouvriers hongrois ont effectivement pu prendre le pouvoir sans se battre. C'était un cas exceptionnel et unique ! Il n'y a pas de deuxième monarchie austro-hongroise dans le monde, et il ne peut pas y en avoir d'autre à l'avenir ! C'est pourquoi il n'y a pas non plus de prise de pouvoir pacifique en raison de son effondrement !

*

* *

Pendant les travaux préparatoires du nouveau programme, j'ai demandé au camarade Ponomarev dans quel pays il pensait qu'une prise de pouvoir pacifique était possible dans les circonstances historiques concrètes actuelles ?

Après avoir longuement réfléchi, il m'a répondu : la Finlande, où le parti communiste a déjà obtenu 35% des voix aux élections. S'il augmente son nombre de voix à 51%, il peut prendre le pouvoir par voie parlementaire.

¹⁰³ Ce qui suit est révélateur de l'opportunisme sans limite des sociaux-démocrates autrichiens : Quelques années avant la Première Guerre mondiale, Karl Renner, le futur dirigeant des sociaux-démocrates autrichiens, publia sous le pseudonyme de Karl Springer un livre intitulé "Die Grundlagen und Entwicklungsziele der österreichisch-ungarischen Monarchie" (Les fondements et le développement de la monarchie austro-hongroise), dans lequel il justifiait de manière "marxiste" la nécessité de la monarchie.

Je ne pouvais être d'accord avec lui que si une série de conditions étaient en outre remplies :

Que le président bourgeois nomme un communiste au poste de Premier ministre ;

Que la bourgeoisie n'empêche pas immédiatement le gouvernement d'entrer en fonction en mettant en place son appareil de violence ;

Que le nouveau gouvernement conclue immédiatement une alliance militaire avec l'Union soviétique ;

Que de fortes unités de l'armée soviétique entrent immédiatement dans le pays et empêchent une contre-révolution.

Dans ces conditions, il est probable que les Etats-Unis ne lanceraient pas une troisième guerre mondiale pour sauver le régime capitaliste finlandais : probable, mais pas certain. La Finlande n'est pas un pays important du point de vue de la politique de puissance et dans les pays voisins, la Suède, la Norvège, le Danemark, le capitalisme est solide.

Dans ces conditions, une prise de pouvoir "pacifique" serait possible. Mais il s'agirait là aussi d'un cas exceptionnel.

*

* *

La bureaucratie soviétique au pouvoir, qui redoute tout moment perturbant sa domination, souhaite, espère et croit en une coexistence pacifique et en une prise de pouvoir pacifique. Elle ne souhaite ni une guerre ni une révolution violente dans une quelconque partie du monde, qui pourrait conduire à des implications belliqueuses. Les menaces de la bombe atomique sont des mesures de défense (en partie démagogiques).

Un entretien privé avec l'académicien I.M. Maiskij en 1963 est significatif à cet égard. Bien que désormais académicien, c'est un véritable bureaucrate, ancien Menchevik, longtemps ambassadeur de l'Union soviétique à Londres, vice-ministre des Affaires étrangères.

Il m'a expliqué sans ambages : L'époque d'une révolution violente dans les pays capitalistes est révolue. Le socialisme se fera dans ces pays par une transformation progressive et pacifique de la société !

Et ce, malgré la montée en flèche du pouvoir des monopoles, malgré Cuba ! Le désir est le père de la pensée ! Bien sûr, il ne proclamerait pas publiquement un révisionnisme clair.

Tout bien considéré, je pense que les Chinois ont raison sur ce point, même si, comme je l'ai dit plus haut, je ne vois pas très bien comment une prise de pouvoir par le prolétariat sera-t-elle possible dans les pays capitalistes avancés ?

Sixième question litigieuse

La question de la bombe atomique

Si je comprends bien, il s'agit de la première occasion où Khrouchtchev a transposé les différences idéologiques avec la Chine dans le domaine étatique.

Khrouchtchev avait promis à la Chine une assistance technique pour la création de sa propre bombe atomique. En 1957, alors qu'il revenait des Etats-Unis, où il avait apparemment conclu un accord tacite pour empêcher la prolifération des armes nucléaires, il est revenu sur cette promesse.

La motivation était celle que l'on connaît : Plus il y a d'États possédant des armes nucléaires, plus le risque d'éclatement d'une guerre nucléaire est grand.

Cette motivation est un déni clair de l'internationalisme prolétarien ! Tous les États, qu'ils soient capitalistes ou socialistes, sont mis sur un pied d'égalité du point de vue du risque de guerre !

Si l'internationalisme prolétarien, la communauté d'intérêts de tous les États socialistes, toujours proclamée en paroles, avait été sérieuse, il en résulterait que plus les États socialistes peuvent produire eux-mêmes des bombes atomiques, plus le camp socialiste tout entier est fort.

Lorsque les Chinois affirment que les actions de Khrouchtchev sont contraires à l'internationalisme prolétarien et en sont la négation, ils ont parfaitement raison !

C'est tellement évident que Souslov, dans son discours officiel au plénum, s'est senti obligé de donner une autre raison. Il a déclaré : "Si l'Union soviétique avait aidé la Chine à produire des bombes atomiques, les Etats-Unis auraient répondu en équipant l'Allemagne de bombes atomiques...".

Il s'agit là d'un argument irrecevable à double titre

Historiquement : depuis la première bombe atomique en 1945, la politique des Etats-Unis a consisté à préserver leur monopole et à rendre ainsi leurs alliés dépendants. C'est encore le cas aujourd'hui. Les navires nucléaires "multilatéraux" sont une tentative de donner aux alliés mécontents un semblant de participation, tout en préservant le monopole américain.

Politiquement : si les Etats-Unis voulaient faire de l'Allemagne une puissance nucléaire, ils n'avaient besoin d'aucun prétexte.

Le fait de priver la Chine de l'assistance technique nécessaire à la fabrication de bombes nucléaires est sans aucun doute un acte incompatible avec un véritable internationalisme prolétarien. C'est l'une des principales raisons de la méfiance de la Chine envers l'Union soviétique. Il va sans dire que l'action de Khrouchtchev n'a eu qu'un effet suspensif. Il ne fait aucun doute que la science et la technique sont déjà si développées en Chine que, dans quelques années, elle produira ses propres bombes sans l'aide de l'Union soviétique, tout comme la France, et probablement un certain nombre d'autres pays !

Septième question litigieuse

Qui a transféré la querelle idéologique sur le terrain des relations étatiques ?

Du côté Russe, on prétend que ce sont les Chinois qui ont transféré la querelle idéologique dans le domaine des relations étatiques : violations des frontières et, en particulier, réduction du commerce extérieur avec l'Union soviétique et d'autres États socialistes.

Un examen attentif de la chronologie des faits prouve cependant que c'est Khrouchtchev qui a commencé. Après avoir apparemment conclu un "gentleman's agreement" secret avec Kennedy, selon lequel le monopole des armes nucléaires des Etats-Unis et de l'Union soviétique devait être maintenu, et que ces armes devaient être refusées à tous les autres Etats, quel que soit leur caractère social, il est revenu en 1959 sur sa promesse de fournir une assistance technique à la Chine pour la production de la bombe atomique.¹⁰⁴ Plus tard, Khrouchtchev a rappelé les experts soviétiques et a annulé unilatéralement des

¹⁰⁴ Nous n'avons bien sûr aucune preuve documentaire à ce sujet ; mais le fait que ce point figure dans le traité de Moscou et qu'il revienne dans toutes les tentatives ultérieures de traité sur le désarmement le prouve !

centaines de contrats écrits valides : un acte qui a ébranlé la confiance de la Chine en l'Union soviétique et qui a nécessairement conduit à la rupture des relations commerciales.

Lorsque, plus tard, Khrouchtchev comprit qu'il avait commis une grave erreur et proposa à la Chine, dans la lettre du Comité central, d'envoyer à nouveau des experts, le Comité central chinois répondit dans sa lettre : "Franchement, nous n'avons plus confiance en l'Union soviétique".¹⁰⁵ Ils ajoutèrent, en se moquant, qu'ils étaient cependant prêts - puisque l'agriculture de l'Union soviétique était dans une situation si difficile - à envoyer à leur tour des experts agricoles en Union soviétique pour l'aider !

Le rappel des experts soviétiques et l'annulation des contrats ont sans aucun doute causé un grand préjudice à la Chine, car la construction de plusieurs ouvrages a dû être interrompue. Nous ne savons pas quelle a été l'ampleur des dégâts, mais vu la pauvreté de la Chine, cela pèse lourd. Mais les dommages matériels sont tout à fait insignifiants par rapport aux dommages difficilement réparables causés par Khrouchtchev à l'internationalisme prolétarien ! Bien sûr, l'action de Khrouchtchev n'était qu'une démonstration flagrante du fait, que nous avons expliqué plus haut, que les intérêts de l'Etat - ou du moins les prétendus intérêts de l'Etat soviétique - ont depuis longtemps pris le dessus sur l'internationalisme prolétarien !

Pour éviter tout malentendu, nous voudrions faire remarquer que nous considérons certes comme incompatible avec l'internationalisme prolétarien le fait qu'un Etat socialiste plus fort tente d'imposer ou impose sa volonté à un Etat socialiste plus faible par des moyens de pression économiques ou politiques. Mais cela ne signifie en aucun cas qu'un Etat socialiste ne doit pas donner de conseils à un autre. Cela est tout à fait compatible avec l'internationalisme prolétarien. Lorsque, par exemple, Khrouchtchev mettait en garde les Chinois contre la tentative de sauter une étape historiquement nécessaire du développement avec les communes, il avait non seulement le droit, mais aussi le devoir socialiste de le faire - indépendamment du fait qu'il ait raison ou non.

¹⁰⁵ Les indications de temps et de lieu des lettres des CC soviétique et chinois manquent dans le manuscrit.

De même, les Chinois avaient tout à fait le droit de conseiller vivement à l'Union soviétique, en 1956, de ne pas laisser libre cours à la contre-révolution hongroise - comme le souhaitait Tito - mais d'intervenir par la force armée.¹⁰⁶

Mais les bons conseils et la contrainte de l'Etat ou du parti sont deux choses fondamentalement différentes, voire opposées, du point de vue de l'internationalisme prolétarien...

Huitième question litigieuse

L'évaluation du "Traité de Moscou"

Comme on le sait, à l'été 1963, l'Union soviétique a conclu avec les Etats-Unis et l'Angleterre un traité prévoyant l'arrêt des explosions nucléaires à la surface de la terre, sous l'eau et dans le cosmos, et a invité tous les autres Etats à signer le même traité.

Jusqu'ici, tout va bien : le danger pour la santé de l'humanité s'en trouve certainement réduit.

La Chine, la France, Cuba et quelques autres pays n'ont pas signé le traité. La Chine a rejeté le traité et la propagande stupide et mensongère que l'Union soviétique a faite autour de celui-ci !

La propagande soviétique - qui considère et traite tous les gens en dehors de la bureaucratie comme politiquement stupides et ignorants - a présenté le traité comme un grand succès de la politique de paix soviétique et comme un pas important vers le désarmement.

Elle passe sous silence le fait que ce même traité a été proposé à plusieurs reprises par les puissances occidentales en 1958 et 1959, mais qu'il a été rejeté par Khrouchtchev avec l'argumentation tout à fait correcte suivante :

¹⁰⁶ Ceci selon les indications chinoises. Ce qui s'est réellement passé, nous ne le savons pas. Mais il est certain que l'Union soviétique a suivi une politique fatalement fluctuante pendant les jours décisifs de la contre-révolution hongroise. Quelques salves dans la foule à Budapest dans les premiers jours, avec quelques dizaines de morts, auraient étouffé la contre-révolution dans l'œuf sans aucune implication internationale ! Seul l'ordre absurde de faire défiler les tanks de l'Union soviétique dans les rues de Budapest, mais de ne tirer en aucun cas, a donné de la force à la contre-révolution, car les masses ont considéré cela comme un signe de crainte de l'armée soviétique.

a) Un tel traité ne signifie pas une limitation de l'armement, puisque la production de bombes atomiques peut se poursuivre et s'étendre sans entrave.

b) Un tel traité légalise les explosions nucléaires souterraines, donc la poursuite du développement de cette arme.

c) Etant donné que chaque Etat peut résilier le traité à court terme et reprendre les tirs expérimentaux, le traité n'entraînerait qu'une interruption temporaire de la course aux armements nucléaires.

Ce sont précisément les arguments que les Chinois avancent contre le traité ou son utilisation à des fins de propagande.

Pourquoi Khrouchtchev a-t-il changé de politique ? Pourquoi les Etats-Unis et l'Angleterre n'ont-ils pas insisté davantage sur l'adoption de leurs propositions il y a cinq ans ?

La cause réelle, mais jamais ouvertement reconnue, était le fait que les deux parties cherchaient fébrilement "l'arme absolue", un "missile antimissile", une sorte de "fusée de DCA" qui permettrait de détruire les missiles ennemis en vol aussi rapidement et avec une précision similaire à celle des avions par les "Zenitka".¹⁰⁷ Aucun des deux pays n'a réussi dans cette recherche ! D'où la volonté de signer le traité en 1963 !

Mais la critique de la Chine ne coïncide pas tout à fait avec celle de Khrouchtchev il y a cinq ans. Elle est également dirigée contre le point du traité qui est d'une importance décisive pour les parties contractantes, les Etats-Unis et l'Union soviétique, et qui revient sans cesse dans toutes les discussions sur le désarmement : l'interdiction pour tous les autres pays - capitalistes ou socialistes - de développer eux-mêmes une bombe atomique et la garantie du monopole des Etats-Unis et de l'Union soviétique sur la bombe atomique. C'est précisément pour cette raison qu'un certain nombre d'Etats, comme la France, la Chine, Cuba, etc. ont refusé de signer le traité.

Le fait que la surveillance du monopole nucléaire par les deux puissances mondiales soit l'objectif principal du traité de Moscou est confirmé par le porte-parole du parti travailliste anglais pour les questions de politique étrangère, M. Gordon Walker, au Parlement :

¹⁰⁷ Varga fait ici référence à la désignation russe des missiles sol-air antiaériens soviétiques : "zenitnye rakety".

"La véritable signification du traité d'interdiction des essais était que la Russie et l'Amérique se rendaient compte qu'il était désormais dans leur intérêt de stabiliser l'équilibre nucléaire là où il se trouvait. Ils ont également reconnu qu'ils avaient un intérêt commun à stopper la prolifération des armes nucléaires".¹⁰⁸

Les Chinois affirment à juste titre qu'un traité entre les États-Unis et l'Union soviétique pour préserver leur monopole nucléaire signifierait une sorte d'alliance entre eux contre tous les autres États, y compris la Chine, ce qui constitue une insulte à l'internationalisme prolétarien. Bien que l'Union soviétique utilise souvent des mots forts contre l'impérialisme américain, de plus en plus de faits témoignent d'un rapprochement croissant entre les deux puissances nucléaires mondiales : l'accord sur la limitation de la production de plutonium, un matériau fissile (il est déjà présent en abondance dans les deux pays), l'accord sur l'interdiction de la production d'armes nucléaires, l'accord sur l'interdiction de la production d'armes chimiques, etc.), l'accord sur la coopération dans le cosmos, l'accord sur une ligne de communication secrète entre le Kremlin et la Maison Blanche, l'accord consulaire conclu en 1964, le premier depuis l'existence de l'Union soviétique, et l'accord actuellement en cours de conclusion sur la destruction des avions bombardiers devenus de toute façon superflus et inutiles en raison du progrès technique. Face à ces faits concrets, qui témoignent d'un rapprochement croissant entre les deux puissances mondiales, les invectives contre l'impérialisme américain n'ont aucune importance...

Les deux faits suivants, survenus au milieu de l'année 1964, sont caractéristiques du rejet total de la politique de l'internationalisme prolétarien :

Le 27 mai 1964, la "Neue Zürcher Zeitung" annonce "de source informée" de La Havane que "les dernières troupes soviétiques ont quitté Cuba". Cette information n'a été démentie ni par l'Union soviétique ni par Cuba. L'exigence formulée à maintes reprises par les Américains a ainsi été satisfaite. Dans la lutte qui l'attend avec les États-Unis, Cuba ne peut désormais compter que sur ses propres forces.

Dans le même temps, de nombreuses sources en Union soviétique rapportent - de manière non officielle - que d'importantes forces soviétiques sont rassemblées

¹⁰⁸ Times, 16-11-1963.

à la frontière orientale de l'Union soviétique avec la Chine, soi-disant pour empêcher des violations chinoises prévues de la frontière...

Si l'on lit aujourd'hui la presse soviétique, si l'on écoute la radio ou les conversations de la bureaucratie (ainsi que de la masse non formée politiquement et accessible sans résistance à la propagande), on a l'impression que l'Union soviétique n'a qu'un seul ennemi dans le monde : la Chine socialiste !

Voilà à quel point l'Union soviétique s'est éloignée de l'internationalisme prolétarien !

Neuvième question litigieuse :

Qui divise le mouvement communiste international ?

La réponse à cette question est simple : la Chine et l'Union soviétique divisent toutes deux les partis communistes dans le monde entier. Dans les partis qui s'en tiennent à Moscou sur toutes les questions - il s'agit le plus souvent de partis dont la direction est assurée depuis longtemps par des personnes âgées - la Chine cherche à regrouper dans des fractions tous les éléments "de gauche" mécontents de la direction : les vrais révolutionnaires, mais aussi les trotskistes et les personnes insatisfaites dans leurs ambitions personnelles, elle finance apparemment leurs organes, les reconnaît comme les "vrais" partis marxistes-léninistes du pays.

Inversement, dans les pays dont les partis communistes dans leur ensemble restent fidèles à la Chine - Japon, Indonésie, Corée, Vietnam, Nouvelle-Zélande, Birmanie, Albanie, etc. - Moscou cherche à rassembler des personnes "de droite" fidèles à Moscou dans des fractions. Cela n'a eu un succès significatif - favorisé par la guerre avec la Chine - qu'en Inde, où plus de la moitié du comité central - si je ne me trompe pas, 59 sur 110 - qui s'en tenait à la Chine a été arrêtée et où le vieil opportuniste et lèche-cul de Nehru S.A. Dange s'est placé à la tête du parti et s'est immédiatement rendu à Moscou. Le parti est divisé en deux, mais tous les signes indiquent que si l'état de guerre avec la Chine prend fin, la grande majorité du parti restera avec la Chine.

La presse soviétique désinforme ses lecteurs sans vergogne. Dans un article de la "Pravda", on peut lire ce qui suit :

"...dans les rangs du PCI agit...un groupement de gauche qui n'est pas d'accord avec l'écrasante majorité du conseil national du parti".¹⁰⁹

Mais plus de la moitié du conseil national initial a pourtant été arrêtée, et les 32 membres-opposants à la direction de Dange et de sa ligne constituent l'écrasante majorité qui reste du conseil initial !

On présente généralement les choses comme si toute scission était un crime. C'est inexact. Lénine a divisé son parti pour le libérer des mencheviks ; il n'a cessé de fustiger les "centristes" en Europe parce que, sous prétexte de préserver l'unité du parti, ils se soumettaient à la droite. La Comintern a divisé les partis sociaux-démocrates allemand, français et italien, jetant ainsi les bases des partis communistes de masse dans ces pays. La question est de savoir quel est le but et l'objectif de la scission.

Les Chinois estiment que le PC de l'Union soviétique (et les partis communistes qui le suivent aveuglément) est devenu infidèle à l'internationalisme révolutionnaire, c'est-à-dire au marxisme-léninisme, et qu'il est devenu un parti révisionniste. Comme nous l'avons déjà expliqué plus haut, l'accord avec les Etats-Unis sur la préservation de leur monopole sur les bombes atomiques vis-à-vis de tous les autres Etats, y compris les Etats socialistes, les livraisons d'armes à l'Inde (avec les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne de l'Ouest) lorsqu'elle était en guerre avec la Chine, le rappel des spécialistes et l'annulation unilatérale des contrats avec la Chine, etc. constituent une base solide pour cette opinion. Cela donne aux Chinois non seulement le droit moral, mais aussi le devoir d'affaiblir les partis révisionnistes, y compris en les divisant !¹¹⁰

Le PCUS affirme bien sûr que les Chinois l'accusent tout à fait à tort de révisionnisme et que les Chinois eux-mêmes sont des "aventuriers", des "phraseurs de gauche" et non de véritables marxistes révolutionnaires. (Nous reviendrons plus tard sur ces accusations réciproques).

Mais la position du PC de l'Union soviétique est faible sur deux points :

¹⁰⁹ Pravda, 29-06-1964.

¹¹⁰ L'affirmation des Chinois selon laquelle la scission - réunification - scission - réunification est un processus dialectique objectif de l'évolution du mouvement ouvrier me semble être une interprétation assez arbitraire du matérialisme dialectique !

a) Le PCUS, le plus ancien des PC, le parti de Lénine, reconnu encore en 1960 comme "leader" par tous les partis communistes, n'est pas en mesure de convaincre la direction du PC chinois, ni celle du Japon, de l'Indonésie, de la Corée, de la Nouvelle-Zélande, de l'Albanie, etc. que l'accusation de révisionnisme est sans fondement. C'est une grave défaite idéologique et organisationnelle du parti de Lénine !

b) Le PCUS a toujours refusé les demandes répétées du PC chinois de publier en russe les documents de ce dernier (lettres, thèses, etc.) et de les réfuter de manière polémique, comme le PC chinois le fait avec les documents du PCUS. Il témoigne ainsi qu'il n'a pas confiance en lui pour rendre l'argumentation des Chinois librement accessible aux peuples de l'Union soviétique et pour la réfuter avec succès.¹¹¹

Il est difficile de dire ce qui constitue réellement le fondement moral - du point de vue de l'internationalisme prolétarien - de l'activité de division du PCUS. Le seul [argument] dans l'énorme flux d'accusations contre la direction du PC chinois qui le justifierait est que les Chinois sont des aventuriers qui, pour accélérer le cours de la révolution mondiale, veulent déclencher une troisième guerre mondiale qui ajouterait d'indicibles souffrances au prolétariat du monde entier et détruirait toute la civilisation humaine. Nous avons de sérieux doutes quant à l'intention de Mao de déclencher une troisième guerre mondiale. Il s'agit d'une interprétation erronée, consciente ou inconsciente, de ses déclarations :

que la coexistence pacifique ne pouvait pas être le contenu principal de la politique d'un Etat prolétarien et

qu'une guerre nucléaire ne pouvait pas être la fin de l'humanité et de la civilisation.

Nous avons déjà montré plus haut que dans la situation particulière de la Chine - entourée de toutes parts par la puissance des Etats-Unis et non soutenue par l'Union soviétique - l'acceptation de la thèse soviétique signifierait une capitulation devant les Etats-Unis.

¹¹¹ Comme on le sait, l'Union soviétique a expulsé les diplomates chinois qui tentaient de diffuser de tels documents chez nous. En revanche, la radio de Pékin est clairement audible en russe et n'est pas brouillée. (L'académicien Konrad [Kronrod ?] m'a dit que nous avons construit à Pékin un émetteur radio si puissant que nous ne pouvons plus le brouiller nous-mêmes. Je ne sais pas si c'est vrai !).

Face à certaines déclarations mal interprétées de camarades chinois, il existe d'innombrables déclarations officielles de la Chine, qui se multiplient chaque jour, en faveur d'une coexistence pacifique, contre une troisième guerre mondiale !

Si cette raison de la scission disparaît, il ne reste plus d'autre raison visible que l'aspiration du PCUS à conserver à tout prix sa position de leader dans le mouvement ouvrier communiste et à l'exploiter dans les pays satellites pour les objectifs particuliers de l'Union soviétique en tant qu'Etat - une aspiration qui est de plus en plus difficile à réaliser en raison de la brouille avec la Chine. C'est ce que montre l'exemple de la Roumanie en 1964 : insatisfaite du rôle de producteur de matières premières et de produits agricoles qui lui avait été attribué par le Conseil d'aide économique mutuelle, elle s'est pratiquement retirée du Conseil, a conclu un accord commercial avec les Etats-Unis et y a obtenu des crédits commerciaux d'une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans. Cela s'inscrit dans la ligne de la politique des Etats-Unis visant à relâcher l'alliance des pays d'Europe de l'Est par des concessions, à isoler l'Allemagne de l'Est et finalement à forcer l'Union soviétique à accepter une unification de l'Allemagne sur une base capitaliste. La brouille avec la Chine conduit également de cette manière à un affaiblissement étatique de l'Union soviétique.

Nous ne voulons en aucun cas dire que les accusations de la presse capitaliste selon lesquelles l'Union soviétique exploite les pays d'Europe de l'Est sont justes. Dans le système artificiel de prix et de valeurs dans lequel se déroule la circulation des marchandises entre l'Union soviétique et ces pays, il est impossible pour un étranger de déterminer qui "exploite" qui. Mais le fait est que les Hongrois, les Allemands de l'Est et les Tchèques, par exemple, vivent sans aucun doute mieux que le peuple travailleur de l'Union soviétique. Le fait que les charges militaires soient presque exclusivement supportées par le peuple de l'Union soviétique joue probablement un rôle important à cet égard.

Les accusations contre la Chine

Au cours des années 1963-1964, une grande série d'accusations ont été lancées contre les dirigeants chinois dans des brochures, des magazines et des articles de journaux en Union soviétique et dans la presse des partis communistes fidèles à Moscou. Nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire d'indiquer les sources, car les mêmes accusations se répètent dans les écrits les plus divers.

Nous essayons de les classer approximativement par ordre d'importance :

1) Les dirigeants du parti chinois ne sont pas marxistes, mais mao-tsétoungistes.

Nous considérons que cette accusation est sans fondement !

a) Pour des raisons historiques : Les Chinois ont poursuivi pendant 22 ans la lutte pour le socialisme contre une armée de plusieurs millions de personnes soutenue par les Etats-Unis et l'ont menée victorieusement à son terme sans aucune aide militaire de l'Union soviétique.¹¹² Cela s'est fait contre le conseil répété de Staline, alors chef du PCUS, de faire la paix avec Tchang Kai-chek, car la révolution bourgeoise anti-impérialiste et non la révolution socialiste était imminente en Chine. Mao a ainsi prouvé qu'il était un bon marxiste, un meilleur marxiste que Staline ne l'était. Il n'y a pas non plus de doute, et cela a même été reconnu dans un article polémique de la Pravda en 1964, que les Chinois avaient mieux réalisé, avec beaucoup moins de dommages pour l'économie nationale, la transition vers le socialisme sur certains points, comme les accords avec la bourgeoisie pour l'achat de leurs entreprises ou la manière de réaliser la collectivisation, que ne l'avait fait la Russie en comparaison.

b) J'ai lu attentivement les quatre volumes de Mao qui ont été publiés en russe. (Le cinquième volume m'est resté jusqu'à présent inaccessible dans une quelconque langue européenne). J'affirme que ces quatre volumes ne contiennent rien, pas une seule affirmation antimarxiste.

Certaines choses sont exposées de manière inutilement compliquée, certaines suivent trop littéralement les classiques, mais on n'y trouve rien d'antimarxiste.

¹¹² Dans les toutes premières années, le général V.K. Bljucher a conseillé les Chinois.

Bien sûr, l'héritage historique et culturel des Chinois, fondamentalement différent de celui des Européens, déteint sur l'interprétation et l'application du marxisme. Ce serait une anomalie si ce n'était pas le cas. C'est pourquoi qualifier les dirigeants du PC chinois de "non-marxistes" et de mao-tsétoungistes est totalement inexact et ne correspond pas à l'esprit du marxisme authentique !

De même, la propagande des Chinois contre le révisionnisme est souvent ennuyeuse et dépassée. Ils ne font que répéter les arguments de Lénine. C'est la conséquence du fait historique qu'ils n'ont aucune expérience personnelle du révisionnisme. Il n'y a jamais eu de parti social-démocrate ou de mouvement syndical réformiste en Chine. Le révisionnisme moderne leur est totalement étranger. Ils dirigent leur feu entièrement contre le révisionnisme dans les partis communistes, contre Khrouchtchev, Tito, Togliatti et Dange. Ils ne tiennent pas compte du révisionnisme dans l'ensemble du mouvement ouvrier des pays capitalistes riches et développés, comme les partis sociaux-démocrates, les syndicats, les coopératives, le Parlement et les partis communistes.

Mais ces lacunes ne signifient pas qu'ils sont antimarxistes...

2) Les dirigeants du PC chinois sont des trotskystes.

La justesse ou l'inexactitude de cette accusation dépend de ce que nous entendons par "trotskistes". Si nous entendons par "trotskiste" tout communiste qui considère que la direction du PCUS n'est pas infaillible, que des erreurs ont été et sont commises, et que la direction du PCUS a dégénéré moralement et intellectuellement après la mort de Lénine, alors les Chinois sont sans aucun doute des trotskistes, tout comme moi-même et presque tous les anciens révolutionnaires en Union soviétique.

Cependant, il y a une énorme différence par rapport aux trotskystes habituels dans les différents pays. Ils ont beaucoup critiqué, sans doute à juste titre, mais n'ont jamais rien fait de positif pour la classe ouvrière.

Les Chinois, en revanche, ont libéré 700 millions de personnes du féodalisme et du capitalisme. C'est une énorme différence par rapport aux trotskistes qui se contentent toujours de critiquer.

[Souvenirs personnels de Trotsky]

Je voudrais insérer ici quelques souvenirs personnels de Trotsky. J'avais lu une brochure anti-guerre de lui pendant la guerre, mais je ne l'ai connu personnellement qu'à Moscou. Nos relations ont toujours été correctes et très polies, mais nous n'avons pas développé d'amitié comme ce fut le cas avec Boukharine, Radek et Osinskij, par exemple, qui m'ont accepté comme leur égal dès le premier instant et qui ont ensuite séjourné chez moi comme invités. Je me souviens du jour de mon arrivée à Moscou pour le II^e Congrès de la Comintern. Boukharine me conduisit immédiatement dans le grand couloir du Kremlin qui longeait la salle Andreev où se tenait la réunion. Nous avons parlé pendant une à deux heures - de philosophie ! Je lui ai raconté le contenu du dernier livre de Husserl ; il m'a parlé de la philosophie de A. A. Bogdanov, dont je n'avais rien su jusqu'alors. Lorsque je lui ai dit que je devais assister à la séance en tant que délégué, il m'a répondu : " Ici, c'est la basse école du communisme, vous n'avez pas besoin de cela ".

Aucune intimité ne s'est développée avec Trotsky. Il était alors le directeur du "*Rev. Voen. Sovet*", c'est-à-dire le ministère de la Guerre. Il occupait - comme tous ses successeurs - une grande pièce d'angle. Lorsque je venais le voir pour une affaire de la Comintern, il était particulièrement poli, m'accompagnait jusqu'à la porte, m'aidait à mettre mon paletot, bref, il faisait paraître l'intellectuel "occidental". C'était un orateur brillant et très populaire. Il était le seul à maîtriser la technique pour parler sur la Place Rouge de manière à ce que l'on puisse entendre sa voix partout (les amplificateurs de son n'existaient pas encore à l'époque).

J'ai beaucoup voyagé avec lui à l'époque du III^e Congrès. Congrès mondial de la Comintern. A l'origine, Lénine devait faire une intervention sur la situation mondiale. J'avais préparé pour lui beaucoup de matériel. Il m'a écouté avec beaucoup d'intérêt, mais à la fin, il m'a dit de tout remettre à Trotsky, qui ferait l'intervention. Je fus élu président de la commission sur ce point. Nous formulâmes (avec Fröhlich comme troisième) le texte définitif des thèses.¹¹³

Notre séparation définitive eut lieu en 1925 à Berlin. Un jour, l'ambassadeur, N.N. Krestinskij, monta en personne dans mon petit bureau et me dit de

¹¹³ J'avais conservé un exemplaire du texte, signé par nous trois, jusqu'en 1935. Ensuite, c'est devenu trop dangereux et j'ai dû le détruire.

descendre dans la petite salle de réception, un invité de Moscou voulait me parler.¹¹⁴

Je suis descendu et j'ai trouvé Trotsky rasé de près. Il était incognito, mais connu des autorités allemandes, en cure en Allemagne. A l'époque, il avait déjà été dégradé par Staline, il n'était plus ministre de la guerre et avait été relégué à un poste tout à fait insignifiant.

Au début, nous parlions des questions de la Comintern. Le conflit a éclaté lorsque la question de la possibilité de construire le socialisme dans un pays a été abordée. Lorsque j'ai répondu par l'affirmative à cette possibilité, il s'est mis en colère et la conversation s'est terminée par sa déclaration théâtrale :

"Nous allons encore nous retrouver de chaque côté de la barricade".

Aujourd'hui, 40 ans plus tard, je dois avouer que j'étais partial envers Trotsky. J'étais encore dans l'enthousiasme initial de la victoire de la révolution prolétarienne en Russie et je ne voulais pas croire aux critiques de Trotsky, en particulier à ses affirmations sur le début de la dégénérescence des dirigeants du parti.

Il serait intéressant de relire ses travaux aujourd'hui. Malheureusement, l'état de mes yeux ne me le permet pas...

3) En Chine, il n'y a pas de dictature du prolétariat, mais une dictature des dirigeants !

Kuusinen a fait cette découverte "profonde" lors du dernier discours de sa vie au plénum du Comité central. Ce qui est étrange, c'est que tout ce qui est une réalité en Union soviétique est accusé d'être un péché mortel en Chine. Je reproduis les citations de son discours à ce sujet :

"Les faits indiquent que la classe ouvrière chinoise est maintenant dans une situation sans droits, on peut dire misérable ".¹¹⁵

Nous demandons : quels sont les droits réels des ouvriers soviétiques ?

¹¹⁴ Il était un partisan de Trotsky et a été condamné à mort lors du grand procès-spectacle. Il a été le seul accusé à nier sa culpabilité.

¹¹⁵ O.V. Kuusinen, Plenum Ccntral'nogo Komiteta KPSS, 10-15.2.1964 goda. M. 1964, P.583.

Si nous faisons abstraction de certains droits dans l'entreprise vis-à-vis du directeur, réalisés par le Profkom¹¹⁶, aucun ! Les salaires sont fixés par la bureaucratie : Les ouvriers n'ont pas leur mot à dire. Au cours des trois dernières années, le niveau de vie des ouvriers a baissé de 15 à 30 % en raison de l'augmentation des prix par l'Etat et du renchérissement encore plus important sur le marché du kolkhoze. Les ouvriers n'ont pas le droit de faire grève ou de protester. Toute tentative de ce genre a été réprimée par l'utilisation de l'appareil répressif de l'État, parfois non sans effusion de sang !

Les ouvriers ont "le droit" de voter pour les candidats aux soviets présentés par la bureaucratie. Ils sont même forcés de voter pour eux, bien que dans certains cas, ces mêmes personnes leur soient totalement inconnues. Les travailleurs des kolkhozes ne peuvent pas quitter leur lieu de travail ! Ils sont liés à la parcelle. Personne n'a le droit de se rendre dans les pays socialistes voisins - et encore moins dans un pays capitaliste - sans l'autorisation de la bureaucratie. Tous les droits sont usurpés par la bureaucratie, les travailleurs sont par essence sans droit.

Ce qu'il dit de la Chine est littéralement une description de la situation actuelle en Union soviétique!¹¹⁷

Nous demandons : n'est-ce pas une description exacte de la situation en Union soviétique aujourd'hui ? Chez nous, toutes les questions politiques et économiques, ainsi que celles relatives à l'art et à la littérature, ne sont-elles pas décidées de manière définitive et sans aucune possibilité d'opposition de la part du peuple, dans le cercle restreint des dirigeants de la bureaucratie du parti, au secrétariat et au présidium ? Et la parole de Khrouchtchev n'est-elle pas absolument décisive dans ces organes ? Pourquoi ce qui est juste en Union soviétique est-il un péché en Chine ?

Nous ne savons pas quels sont les droits du peuple en Chine. Mais nous savons que la direction est plus proche du peuple que chez nous, qu'elle dit ouvertement

¹¹⁶ "Comité syndical".

¹¹⁷ La référence ne figure pas dans le manuscrit. Le contexte permet cependant de déduire que c'est le passage suivant du discours de Kuusinen : "En réalité, il n'y a pas aujourd'hui en Chine de dictature du peuple, de dictature du prolétariat, de fonction dirigeante du prolétariat, ni de rôle d'avant-garde du parti. Toute la phraséologie pseudo-marxiste des dirigeants chinois n'est qu'un camouflage pour masquer la dictature qui existe là-bas en réalité. C'est la dictature des chefs et, plus précisément, la dictature de la personnalité". Cf. O.V. Kuusinen, (Plenum), p. 584.

au peuple qu'il existe une contradiction, certes non antagoniste, entre la bureaucratie et le peuple ; nous savons qu'elle semble partager dans une certaine mesure la pauvreté du peuple (vêtements, cartes d'alimentation).

Et nous savons avec certitude que Mao maîtrise la culture chinoise classique, ainsi que les enseignements de Marx, Engels et Lénine, et qu'il cherche à les appliquer en les adaptant aux conditions chinoises ! Et nous savons par contre que Khrouchtchev est certes un paysan intelligent et rusé, mais un homme complètement inculte qui succombe de plus en plus à la mégalomanie, comme en témoigne par exemple le traitement insensé et extrêmement préjudiciable à la cause de la révolution mondiale qu'il inflige à la Chine !¹¹⁸

4) Mao ne gouverne pas "à la manière du Parti".

On reproche à Mao de ne pas convoquer le congrès du parti dans les délais prévus par les statuts, de ne pas tenir régulièrement les plénières, de tenir des consultations par région du pays lors des congrès, de ne pas avoir de programme, etc.

D'un point de vue bureaucratique, ces accusations sont justes, mais probablement pas dans leur essence. En Union soviétique, sous le régime de Khrouchtchev, des réunions régulières du plénum du Comité central sont effectivement organisées. Mais ce sont des caricatures, pas vraiment des réunions consultatives et décisionnelles. Outre les membres du CC, 6000 personnes y participent, pour la plupart des membres de la haute et moyenne bureaucratie. Dans ces conditions, les plénières se transforment en manifestations publiques de masse, qui applaudissent à chaque mot de Khrouchtchev. Si Staline a gouverné sans sessions régulières du plénum du Comité central, Khrouchtchev a transformé les plénums (et les congrès) du parti en manifestations de masse. L'un est aussi peu "partisan" que l'autre !

Je ne peux pas dire dans quelle mesure Mao gouverne réellement à la manière du parti. Mes connaissances ne sont pas suffisantes pour cela !

¹¹⁸ On raconte que lors d'une réunion, Staline envoya à Khrouchtchev un papier avec une question à laquelle il répondit par écrit. Après avoir lu la réponse, Staline a grommelé : "Depuis quand un secrétaire de la région de Moscou ne connaît-il pas l'orthographe russe ?" Je ne sais pas si c'est vrai, mais cela semble probable.

5) Les dirigeants du PC chinois ne sont pas des marxistes, mais des nationalistes !

Que cette accusation soit juste ou non dépend (comme dans le cas du trotskisme) de ce que nous entendons par "nationalistes" et par "nationalisme".

Si les Chinois tiennent en haute estime la culture chinoise ancestrale, s'ils tiennent en haute estime le peuple chinois qui, au prix de luttes héroïques, a renversé le joug centenaire des féodaux (et du "capital bureaucratique") et ouvert la voie à la construction du socialisme, ce n'est pas du nationalisme et c'est parfaitement compatible avec l'internationalisme prolétarien. La nation russe se glorifie également de cette manière. Ce n'est pas du nationalisme si un Russe parle aujourd'hui avec fierté des réalisations des mathématiciens ou des physiciens russes (certains peuvent regretter secrètement qu'il y ait tant de Juifs parmi eux) ou glorifie les cosmonautes. Cela est tout à fait compatible avec l'internationalisme prolétarien. Ce n'est pas du nationalisme lorsque les Chinois rappellent que les frontières actuelles entre l'Union soviétique et la Chine ont été créées par des traités inégaux imposés à la Chine par les impérialistes tsaristes : C'est une vérité historique.

Mais c'est du nationalisme lorsqu'une nation forte impose sa volonté à une nation plus faible, la force à rester dans une union d'États avec elle ou l'exploite économiquement. Nous ne pouvons pas décider dans quelle mesure les Russes et les Chinois sont tous deux des "nationalistes" dans ce sens. L'Union soviétique a sans aucun doute beaucoup contribué au développement culturel des nombreux peuples qui habitent son territoire. Mais nous ne savons pas si les Estoniens, les Lettons, les Arméniens, les Géorgiens, les Tadjiks, les Ouzbeks, les Kirghizes, etc., s'ils obtenaient un libre droit à l'autodétermination, comme le stipule la Constitution, resteraient dans l'Union soviétique ou formeraient des États indépendants.

Nous ne savons pas non plus si les Tibétains, les Mongols, les Ouïgours, etc. resteraient volontairement ou non dans l'Union chinoise dans des conditions similaires. Les Russes et les Chinois se gardent bien de poser cette question à leurs peuples. Il semble donc que la dénonciation du nationalisme de part et d'autre ait une certaine justification.

6) Les dirigeants du PC chinois ne sont pas des marxistes, mais des "racistes".

La notion de "racisme" en ce qui concerne les États socialistes n'est pas facile à définir. L'accusation portée contre les Chinois est la suivante,

1. que, pour s'attirer les faveurs des peuples asiatiques et africains, ils mènent leur agitation contre les "Blancs" en général, y compris les Russes ; et
2. qu'ils divisent le mouvement communiste sur la base de la différence raciale.

La première accusation semble contenir une certaine vérité, si l'on en croit les discours d'hommes d'État chinois de second plan. Il existe sans aucun doute chez certains Chinois un certain sentiment d'hostilité à l'égard de l'Union soviétique, causé par la stupide politique chauvine de Khrouchtchev à l'égard de la Chine et alimenté par les injustices historiques que l'impérialisme tsariste a infligées à la Chine dans le passé.

D'autre part, il est évident pour les peuples africains de considérer tous les Blancs comme des impérialistes. Il n'existe qu'un seul mot dans les langues africaines, "Blanc", qui signifie à la fois conquérant et impérialiste. La tentation est grande pour les Chinois d'exploiter cette situation à leur profit et contre l'Union soviétique.

D'un autre côté, il serait inexact de prétendre que les Russes sont des agneaux innocents à cet égard.

La "Neue Zürcher Zeitung" rapporte une déclaration de B.G. Gafurov, directeur de l'Institut d'études orientales, à Paris, dans laquelle on peut lire :¹¹⁹

La nouvelle n'a pas été démentie du côté russe. Des déclarations similaires ont été faites à l'étranger par A.I. Adjoubej, le gendre de Khrouchtchev, mais des déclarations racistes isolées d'hommes d'État chinois ou russes ne signifient pas qu'ils ne sont "pas marxistes, mais racistes" !

Il n'est pas non plus tout à fait exact que les Chinois divisent le mouvement communiste mondial sur une base raciale. Il est vrai que la plupart des partis

¹¹⁹ [La citation et la référence manquent dans le manuscrit.](#)

communistes liés à la Chine se recrutent dans les pays voisins non blancs : Japon, Corée, Vietnam, Birmanie, Indonésie et Inde. Il est difficile de déterminer le rôle de la "race" ou, plus exactement, de la couleur de peau dans ce contexte. Mais il y a aussi des partis tout à fait "blancs" du côté de la Chine ; la Nouvelle-Zélande, l'Albanie, en partie la Belgique, etc., comme il y a aussi un certain nombre de partis communistes non "blancs" du côté de Moscou.

Dans ce contexte, nous aimerions aborder la grande question de savoir si l'Union soviétique est un pays "asiatique" et doit, en tant que tel, participer à toutes les manifestations afro-asiatiques, ou si c'est un pays "européen" qui doit être exclu de telles manifestations, comme le veulent les Chinois et comme ils réussissent parfois à le faire. L'argumentation de l'Union soviétique semble à première vue irréfutable. En réalité, la majeure partie du territoire de l'Union soviétique se trouve en Asie, et ce territoire est plus grand que toute la Chine, même si sa population ne représente que le dixième de celle de la Chine. Comment pourrait-on exclure l'Union soviétique de la communauté des pays asiatiques ?

Mais la question n'est pas aussi simple. La notion de pays "afro-asiatiques" n'est pas géographique, mais économique et politique. Il englobe les pays arriérés exploités par l'impérialisme par le biais de diverses variantes du néocolonialisme, d'échanges non équivalents et de pressions politiques directes. L'Union soviétique, comme en partie le Japon, ne fait pas partie de ce groupe de pays sur le plan économique et politique. C'est un pays hautement industrialisé, une puissance mondiale qui négocie sur un pied d'égalité avec tous les pays impérialistes, y compris les États-Unis. Il s'agit d'une puissance "européenne" ; son poids économique et politique (malgré l'industrialisation rapide de la Sibérie) se situe en Europe. Il est tout à fait logique, et ce n'est en aucun cas une question raciale, que la Chine et les autres États afro-asiatiques ne la considèrent pas comme leur appartenant, malgré ses immenses territoires asiatiques...

7) Les Chinois sont ingrats pour l'aide qu'ils ont reçue de l'Union soviétique.

C'est l'un des arguments les plus populaires contre la Chine parmi les travailleurs soviétiques. Les ouvriers des usines qui produisaient des machines et des équipements pour la Chine racontent les efforts qu'ils ont faits pour livrer à

temps pour la Chine. Des conversations officieuses font même croire que la pénurie alimentaire de 1963/64 a été causée par des livraisons à la Chine.

Tout cela n'est que pure démagogie ! Les Chinois n'ont pas reçu les machines et les équipements en cadeau, ils les ont achetés à des prix normaux et à des conditions de crédit normales. Ils ont déjà remboursé la quasi-totalité du crédit. D'ici la fin de 1965, toutes les dettes envers l'Union soviétique auront été remboursées.¹²⁰

Dans une lettre adressée au Comité central du PCUS le 27 février 1964, le Comité central chinois énumère toutes les livraisons de marchandises à l'Union soviétique avec lesquelles il a payé les marchandises livrées.¹²¹ Outre de grandes quantités de soja et d'autres produits agricoles, la Chine a livré à l'Union soviétique d'importantes quantités de concentrés de métaux rares très importants pour la guerre.¹²² L'accusation d'"ingratitude" n'a aucun fondement.

De même, il est purement démagogique de prétendre que la pénurie alimentaire actuelle en Union soviétique est due à des livraisons de nourriture à la Chine. Depuis de nombreuses années, la Chine n'a reçu aucune nourriture de l'Union soviétique, même pendant les années d'urgence 1961/62.

8) Les dirigeants du parti chinois s'opposent à l'augmentation du niveau de vie de la population afin qu'elle ne "s'embourgeoise" pas !

Je soupçonne qu'il s'agit là de la contribution personnelle de Khrouchtchev dans la lutte avec la Chine. Si je me souviens bien, c'est à Bucarest qu'il a avancé cet argument stupide pour la première fois. Qu'est-ce qui se cache derrière cela ?

Il est évident que la Chine ne peut réaliser son industrialisation - tout comme l'Union soviétique - qu'avec l'aide de l'épargne de sa propre économie. Elle a renoncé à "l'aide" de l'Union soviétique et des pays d'Europe de l'Est. Pour

¹²⁰ Parfois, certains organes soviétiques se vantent du fait que l'Union soviétique n'a pris à la Chine qu'un intérêt de 1 % par an, et non de 3 à 6 % comme le font les pays capitalistes. Mais on peut légitimement se demander s'il est compatible avec l'internationalisme prolétarien qu'un pays socialiste plus riche prenne des intérêts à un pays plus pauvre !

¹²¹ Le texte intégral de la lettre dans : "Peking Review", 8.5.1964.

¹²² 100.000 tonnes de bitume ; 34.000 tonnes de béryllium ; 27.000 tonnes de tungstène ; 37.000 tonnes de molybdène ; 39 tonnes de tantale-niobium, etc.

l'instant, elle n'obtient pas de crédits à long terme de la part des pays capitalistes. Cela signifie - comme c'était le cas en Union soviétique et comme c'est malheureusement encore le cas aujourd'hui - maintenir la consommation à un niveau bas afin de créer des moyens pour l'industrialisation et les investissements. Il n'y a pas d'autre solution !

La bureaucratie soviétique s'oppose à la politique d'"austérité" qui s'étend à toutes les couches de la population, y compris à la haute bureaucratie chinoise, c'est-à-dire à la restriction de la consommation, y compris pour les cadres de la bureaucratie ! Cela est impensable pour notre bureaucratie. Bien sûr, nous ne savons pas dans quelle mesure cette politique est réellement suivie par les classes supérieures en Chine. Mais d'après les rapports de témoins étrangers, il semble que ce soit effectivement le cas en Chine même.¹²³

Mais qu'il en soit ainsi ou non, pour la bureaucratie soviétique qui, comme nous l'avons expliqué plus haut, a maintenu son niveau de vie habituel même pendant la Seconde Guerre mondiale, au milieu de la faim d'innombrables millions de personnes, la revendication de l'"austérité", de la participation de la bureaucratie aux privations du peuple, est une abomination, une incitation contre son autorité et ses privilèges...

D'ailleurs, les Chinois ne parlent pas du danger d'"embourgeoisement" de tout le peuple, mais seulement de celui des couches supérieures, comme c'est un fait depuis longtemps en Union soviétique.

L'argument selon lequel la direction du PC chinois ne veut pas augmenter le niveau de vie des masses, alors que celle du PCUS met tout en œuvre pour augmenter le niveau de vie des masses - c'est la propagande officielle - n'a actuellement pas la moindre force de persuasion auprès des masses. Le niveau de vie des travailleurs a baissé ces dernières années - comme nous l'avons déjà dit plus haut - d'au moins 15%, probablement jusqu'à 30%, en raison des augmentations "silencieuses" quasi permanentes des prix, alors que les salaires sont restés inchangés. (En l'absence de statistiques fiables, il n'est pas possible de le déterminer avec plus de précision). Dans ces conditions, l'accusation portée contre les Chinois n'a aucune résonance.

¹²³ Dans les ambassades de Chine à l'étranger, les choses semblent être différentes. Un homme absolument digne de confiance, I.M. Lemin, a donné une conférence scientifique à l'ambassade de Moscou en 1963 et a été invité à dîner. Il fut surpris par le faste et l'opulence qui y furent déployés. Question de prestige ?

9) Les Chinois veulent déclencher une nouvelle guerre mondiale.

Cette accusation, sans cesse répétée dans de nombreuses déclarations des partis communistes liés à Moscou, bien que les hommes d'Etat chinois n'aient cessé de proclamer leur volonté de paix au cours des deux dernières années, a causé le plus grave préjudice au parti chinois, car la classe ouvrière des pays capitalistes et socialistes ne veut rien savoir d'une nouvelle guerre mondiale qui serait menée avec des armes nucléaires. La volonté de paix des masses populaires est partout très forte, à l'exception peut-être de certains cercles militaro-revanchistes en Allemagne de l'Ouest, qui veulent à tout prix obtenir la réunification de l'Allemagne sur une base capitaliste, et de certaines couches chauvines-capitalistes aux Etats-Unis, qui veulent empêcher par tous les moyens, y compris par la guerre, la poursuite de l'expansion du socialisme en Asie, ainsi que le maintien de Cuba socialiste.

Le PCUS suit cette ligne de manière conséquente, sans tenir compte de ce que disent réellement les Chinois. Toutes les déclarations pacifiques des hommes d'Etat chinois sont ignorées ou rejetées comme "camouflage". Dans l'éditorial du "Kommunist", on peut lire:¹²⁴

Il en va de même dans de nombreux autres articles et brochures ! Nous ne pouvons que répéter ce que nous avons dit plus haut : dans la situation de la Chine, sans bombe atomique (et après la rupture de la promesse de Khrouchtchev de leur fournir une assistance technique pour la fabrication de bombes atomiques, elle n'en aura pas avant de nombreuses années), menacée de toutes parts par la puissance des Etats-Unis, il n'y a pour elle que deux réponses. Elle peut dire : nous n'avons pas de bombe atomique, les Américains peuvent nous détruire quand ils veulent : nous devons capituler devant eux, ou bien elle peut dire : la guerre nucléaire ne mène pas à l'anéantissement. Nous voulons nous battre, même si les sacrifices sont énormes !

Mais cela ne signifie en aucun cas que les dirigeants chinois souhaitent ou veulent une guerre nucléaire !

¹²⁴ [La citation et la référence manquent dans le manuscrit.](#)

C'est dans ce contexte historique qu'il faut comprendre les paroles de Mao lors de la consultation des partis communistes et ouvriers à Moscou en 1957¹²⁵. Il disait ainsi :

"Actuellement, une autre situation doit être prise en compte, **à savoir que les maniaques de la guerre peuvent lâcher des bombes atomiques et à hydrogène partout**. Ils les larguent et nous agissons à leur manière ; il en résultera le chaos et des vies seront perdues. La question doit être considérée comme étant la pire. Le bureau politique de notre parti a tenu plusieurs sessions pour discuter de cette question. Si les combats éclatent maintenant, la Chine n'aura que des grenades à main et non des bombes nucléaires - ce qui est le cas de l'Union soviétique. Imaginons combien de personnes mourront si la guerre éclate ? Sur une population mondiale de 2 700 millions, un tiers - ou, éventuellement, la moitié - pourrait être perdu. **Ce sont eux, et non nous, qui veulent se battre** ; lorsqu'un conflit éclate, des bombes nucléaires et à hydrogène peuvent être larguées. J'ai débattu de cette question avec un homme d'État étranger. Il pensait que si une guerre nucléaire était menée, l'ensemble de l'humanité serait anéantie. J'ai dit que si le pire du pire arrivait et que la moitié de l'humanité mourait, l'autre moitié resterait, l'impérialisme serait mis à terre et le monde entier deviendrait socialiste ; dans quelques années, il y aurait à nouveau 2 700 millions de personnes et certainement plus. **Nous, Chinois, n'avons pas encore achevé notre construction et nous voulons la paix**. Toutefois, **si l'impérialisme insiste sur la lutte, nous n'aurons pas d'autre choix que de nous ressaisir et de nous battre jusqu'au bout avant d'aller de l'avant avec notre construction**. Si chaque jour vous craignez la guerre et que la guerre finit par arriver, que ferez-vous alors ? J'ai d'abord dit que le vent de l'Est l'emportait sur le vent de l'Ouest et que la guerre n'éclaterait pas, et maintenant j'ai ajouté ces explications sur la situation, au cas où la guerre éclaterait. De cette façon, les deux possibilités ont été prises en compte".¹²⁶

Au même endroit, il est ajouté à titre explicatif :

"Le sens de ces mots est très clair

1. La Chine veut la paix, et non la guerre ;
2. C'est l'impérialiste, et non nous, qui veut se battre ;
3. Une guerre mondiale peut être évitée ;

¹²⁵ Dans le manuscrit, Varga écrit par erreur : "1960".

¹²⁶ Voir "Peking Review", n° 36, 6.9.1963, p. 10 [où la citation de Mao est reprise dans la "Déclaration du porte-parole du gouvernement chinois (1er septembre, 1963)"].

4. même dans l'éventualité où l'impérialisme imposerait une guerre aux peuples du monde et leur infligerait des pertes tragiques, c'est le système impérialiste, et non l'humanité, qui périrait, et l'avenir de l'humanité resterait brillant ".¹²⁷

Les dirigeants de la Chine ont prouvé par leurs actes qu'ils étaient des hommes politiques intelligents et réfléchis. Nous ne pouvons pas croire qu'ils souhaiteraient une guerre nucléaire dans leur situation actuelle plus ou moins sans défense ! L'affirmation contraire relève, selon nous, d'une démagogie cynique et délibérément mensongère. Face aux déclarations autoritaires de Mao et de Chou En-laï, on cite, "par ouï-dire", des affirmations d'hommes politiques chinois de second rang, par exemple

"...lorsque l'un des journalistes tchécoslovaques a mentionné, lors d'une conversation avec Tao Chou, membre du Comité central du PCC, qu'en Tchécoslovaquie, où vivent 13 millions de personnes, la nation entière pourrait disparaître en cas de guerre nucléaire, on lui a répondu : « En cas de guerre d'extermination, les petites nations appartenant au camp socialiste doivent subordonner leurs intérêts aux intérêts généraux du camp ». Un autre fonctionnaire responsable de la RPC a affirmé, lors d'une conversation avec des représentants soviétiques, que le secrétaire général du parti communiste italien, le camarade Togliatti, n'avait pas raison lorsqu'il exprimait son inquiétude quant au sort de son peuple et disait qu'en cas de guerre nucléaire, toute l'Italie serait détruite. « Il reste quand même d'autres peuples », expliquait ce fonctionnaire, « et l'impérialisme sera détruit... ». Telle est en réalité l'opinion des dirigeants chinois sur la question de la guerre nucléaire. "¹²⁸

Voilà donc ce qui est écrit dans une déclaration authentique du gouvernement soviétique. Il est indigne du gouvernement d'une puissance mondiale de se référer à "un journaliste tchécoslovaque" - sans nom, sans date - dans sa polémique !

Une variante de cette démagogie est que la Chine elle-même ne veut certes pas d'une guerre nucléaire, mais qu'elle souhaite que les Etats-Unis et l'Union soviétique s'engagent dans une guerre nucléaire. Je n'y crois pas non plus. Les dirigeants chinois savent très bien que les responsables de la politique de l'Union soviétique n'accepteraient en aucun cas une guerre avec les États-Unis, même

¹²⁷ Ibid.

¹²⁸ Pravda, 22.9.1963.

s'il fallait pour cela sacrifier Cuba ou même l'Allemagne de l'Est. Mais malheureusement, la grande majorité du peuple soviétique, qui peut tout au plus capter ici et là des bribes d'émissions de radio russes, croit assez fermement que les dirigeants chinois veulent provoquer une troisième guerre mondiale.

Comme l'a écrit Goethe : "Les dieux eux-mêmes luttent en vain contre la bêtise".

10) Les Chinois ne veulent pas d'une augmentation du niveau de vie du peuple chinois.

Comme je l'ai dit plus haut, cette accusation - imaginée, je crois, par Khrouchtchev en personne - est l'une des armes les plus puissantes contre la Chine : pas aujourd'hui chez nous, mais chez les ouvriers des pays riches !

Les dirigeants russes actuels savent très bien que l'industrialisation de l'Union soviétique, en particulier dans le cadre du premier et du deuxième plan quinquennal, n'a été possible qu'aux dépens des privations et du faible niveau de vie des masses laborieuses, tout comme aujourd'hui les succès de l'Union soviétique dans le développement des armes les plus modernes et les plus coûteuses ne sont possibles que sur la même base !

Pourquoi attribuent-ils la même chose aux Chinois comme un péché ? Pourquoi prétendent-ils que les Chinois sont par principe opposés à une amélioration de la situation des masses afin de préserver leur "esprit révolutionnaire" ?

Un seul exemple parmi des centaines d'autres. Dans un article de la rédaction de la "Pravda", on peut lire ce qui suit :

"L'augmentation du bien-être des travailleurs est déclarée une chose inutile et même dangereuse, car elle entraîne soi-disant le danger d'une 'renaissance bourgeoise'. (...) Les dirigeants chinois font preuve d'un idéal singulier de 'socialisme' : sans industrie développée, sans démocratie, sans légalité et sans respect des droits de l'homme. La pauvreté et les privations des masses laborieuses sont perpétuées. Mais la théorie marxiste-léniniste a-t-elle un tel 'socialisme' en tête ? Est-ce pour cela que des millions de travailleurs luttent dans le monde entier ? "¹²⁹

¹²⁹ Pravda., 11.5.1964.

Il s'agit manifestement d'une démagogie consciente !

Comment la Chine pourrait-elle trouver les moyens de s'industrialiser - surtout maintenant que l'aide de l'Union soviétique a été retirée - autrement qu'en réduisant fortement - et provisoirement - la consommation ?

La bureaucratie de l'Union soviétique s'insurge contre cette politique chinoise non pas parce que l'industrialisation exige la réduction de la consommation, mais parce que les dirigeants chinois exigent et appliquent au moins partiellement la réduction de la consommation pour les bureaucrates dans la période actuelle (seulement deux vêtements pour chaque homme ; participation périodique de tous les bureaucrates au travail physique, etc.)

C'est un péché impardonnable du point de vue de notre bureaucratie qui mène une vie de maître et pour laquelle l'idée que ses enfants puissent effectuer un quelconque travail physique est une abomination ! D'ailleurs, lorsque les Chinois parlent d'une "dégénérescence idéologique"¹³⁰ due au bien-être, ils ne parlent évidemment pas des masses laborieuses, mais des couches supérieures de la bureaucratie !

Il ressort par exemple de la citation suivante que les Chinois savent très bien que l'épargne actuelle est indispensable pour un avenir meilleur :

"L'éducation dans la tradition révolutionnaire de la vie simple et de la lutte acharnée constitue toujours un autre aspect important de l'éducation socialiste. Cette tradition de l'industrie et du commerce, de la vie simple et de la lutte dure a été formée par les travailleurs et les ouvriers chinois au cours de leurs luttes révolutionnaires prolongées. C'est un reflet concentré du courage révolutionnaire du peuple chinois dans sa volonté de lutter et de remporter la victoire ; il reflète l'initiative révolutionnaire et la constance des travailleurs chinois. Il est nécessaire pour la grande masse des travailleurs, sur la base de leur conscience accrue, de promouvoir l'esprit de la construction d'un pays prospère par leurs propres efforts énergiques et d'encourager la tradition de la vie simple et de la lutte acharnée dans la construction du pays avec l'industrie et le commerce"¹³¹.

Il n'est pas non plus vrai que le niveau de vie du peuple chinois ne s'élève pas - malgré la politique d'"austérité". Un voyageur bourgeois anglais en Chine écrit :

¹³⁰ Dans l'original en russe : "pereroždenie".

¹³¹ Peking Review, n° 12, 22.3.1963. [[Cette source est erronée !](#)]

"... ils sont en train d'économiser, ces petits paysans chinois modestes et ces ouvriers industriels dans leurs habits de coton bleu pur ; et ils commencent à équiper leurs maisons d'un peu plus que le strict nécessaire (...) La plus grande partie de l'argent va à la nourriture, surtout maintenant que l'offre augmente rapidement de nouveau. Mais il y a des radios, des vélos et même des machines à coudre à l'intérieur de beaucoup de ces murs blancs et lavés. Et peut-être que quelque chose d'autre peut être ressenti là aussi : un sentiment croissant qu'il y a plus à venir, que les choses commencent à se relever après toutes ces années de lutte cruelle et déchirante".¹³²

Tout ce discours selon lequel les Chinois ne veulent pas d'une augmentation du niveau de vie des travailleurs est de la démagogie la plus pure, totalement infondée ! Mais elle est efficace dans de nombreux pays.

11) Les Chinois ont voulu franchir une étape historique avec l'aide des Communes, d'où leur échec dans l'agriculture !

C'est tout à fait dans l'esprit de la solidarité prolétarienne internationale que Khrouchtchev a mis en garde les Chinois contre une tentative de sauter directement dans le communisme à la campagne, en se basant sur l'expérience des premières années de la révolution russe.¹³³

[fin du manuscrit]

¹³² Times, 13.1.1964.

¹³³ En 1921, j'étais dans une " Commune " près de Samara, maintenant Kuibyshev, sur la rive droite de la Volga. C'était clairement une entreprise parasitaire. Les membres vivaient très bien : ils fabriquaient eux-mêmes du sucre à partir de betteraves sucrières et tannaient les peaux à l'ancienne pour en faire du cuir, avec lequel ils fabriquaient des bottes pour eux. Ils recevaient beaucoup de l'État soviétique, alors très pauvre, et ne donnaient rien de leur production à la société !